

EVALUATION D' OPERATION

Opération Régionale d'Urgence 200438

Assistance aux réfugiés et communautés hôtes affectés
par l'insécurité au Mali

(Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger)
(June 2012- December 2013)

Rapport d'Evaluation – Version Finale

June 2014

Equipe d'évaluation: Annemarie Hoogendoorn (Team Leader), Hamidou Ongoiba, Herma Majoor, Iñigo Torres, Smaël Boureima, Soledad Posada

Gestionnaire d'évaluation: Belen Diaz

Commandée par le

Bureau de l'Evaluation du PAM

Report number: OEV/2013/017



World Food Programme

DARA

Remerciements

Pour l'évaluation opérationnelle de l'EMOP régional du PAM sur l'aide humanitaire liée à la crise du Mali, l'équipe d'évaluation a rencontré un large éventail de parties prenantes et a pu visiter une proportion considérable des sites de réfugiés maliens dans les différents pays d'accueil.

Ce travail n'aurait pas été possible sans le soutien des trois Bureaux de pays du PAM et de leur personnel, et le personnel du Bureau régional de Dakar. En particulier, l'équipe se rend compte qu'un énorme soutien logistique a été nécessaire pour accueillir une grande équipe de consultants.

Nous voulons remercier tout le personnel du PAM qui a été impliqué dans l'évaluation (OEV, ODD, bureaux de pays et sous-bureaux au Niger, en Mauritanie et au Burkina Faso), et aussi les partenaires de coopération impliqués dans la mise en œuvre des activités de l'EMOP. Les nombreuses contributions et soutien du PAM nous ont permis de mener à bien cette étude.

Nous sommes aussi reconnaissants d'avoir pu rencontrer un grand nombre de représentants des agences des Nations Unies, des gouvernements hôtes dans les trois pays, et de certains des principaux bailleurs de fonds qui soutiennent cette opération d'urgence. Nous apprécions et nous vous remercions pour votre disponibilité pour la série d'entretiens et de discussions, et pour votre volonté de partager honnêtement vos opinions.

Nous espérons sincèrement que le processus d'évaluation et l'ensemble des rapports soumis servent aux fins prévues!

Avertissement

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'équipe d'évaluation et ne reflètent pas nécessairement celles du Programme Alimentaire Mondial. La responsabilité pour les opinions exprimées dans ce rapport repose exclusivement sur ses auteurs. La publication de ce document n'implique pas le partage des opinions exprimées par le PAM.

Les descriptions et présentations faites sur la base de cartes n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du PAM concernant le statut légal ou constitutionnel d'aucun pays, territoire ou mer, ou concernant la délimitation de frontières.

Mandataire de l'évaluation

Point focal du bureau de l'évaluation: Claire Conan

TABLE DES MATIERES

Fiche résumée de l'opération.....	iii
Carte.....	viii
Résumé exécutif.....	i
1. Introduction	1
1.1. Caractéristiques de l'Evaluation.....	1
1.2. Contexte de la Crise Malienne.....	1
1.3. Descriptif de l'Opération	3
2. Résultats.....	6
2.1 Pertinence de l'Operation	6
2.2. Résultats de l' Operation	13
2.3. Facteurs influençant les résultats	23
3. Conclusions et Recommandations	30
3.1. Evaluation générale.....	30
3.2. Leçons pour le futur.....	35
3.3 Recommandations.....	37
Annexes	39
Annexe 1: D'autres programmes du PAM au Mali et dans les trois pays d'accueil 40	
Annexe 2: Vue d'ensemble des sites. Activités de l'EMOP régional et les agences partenaires	41
Annexe 3. Mandat de l'évaluation	43
Annexe 4: Méthodologie	56
Annexe 5: Matrice d'Evaluation.....	62
Annexe 6: Bibliographie.....	68
Annexe 7: Calendrier de Mission.....	71
Annexe 8: Liste de personnes rencontrées.....	72
Annexe 9: Résultats des missions conjointes d'évaluation dans les trois pays d'accueil	77
Annexe 10: Analyse Additionnelle : Distribution Générale de Vivres	80
Annexe 11: Résumé des Résultats des Études d'Évaluation du marché entreprises dans les trois pays d'accueil.....	92
Annexe 12: Analyse additionnelle - l'Alimentation Scolaire	93
Liste d'acronymes.....	102

Fiche résumée de l'opération

Information Opérationnelle			
Pays: Mali, Burkina Faso, Niger et Mauritanie			
Titre/ type/ Numéro d'opération: Assistance aux Réfugiés et Personnes Déplacées Internes affectés par l'insécurité au Mali / Assistance aux Réfugiés et Communautés Hôtes affectés par l'insécurité au Mali (après RB2)			
Numéro: EMOP 200438			
Calendrier: Initial: 1 ^{er} juin 2012 – Décembre 2012 Révisé : 1 ^{er} juin 2012 – 31 décembre 2013 (RB2) 1 ^{er} juin 2012 – 31 décembre 2014 (RB4)			
Révisions budgétaire: Nombre de révisions budgétaires: 4 RB1: Augmentation du budget de 78.884.181 dollars US à 80.837.378 dollars US du fait de coûts de transport supérieurs aux prévisions RB2: Extension d'un an au 31 décembre 2013; augmentation du budget de 80.837.378 dollars à 148.028.063 dollars. Le Niger, la Mauritanie et le Burkina Faso restent couverts par l'EMOP alors que l'intervention au Mali n'est plus couverte par cette EMOP. RB3: Réduction du budget de 148.028.063 dollars à 136.872.518 dollars, réduction du nombre de bénéficiaires réfugiés ciblés RB4: Extension d'un an au 31 décembre 2014 RB5 : Augmentation du budget de 136.872.518 à 170.300.313 pour couvrir l'extension de durée de l'opération			
Autres opérations du PAM en cours : (voit annexe 1 : Autres programmes du PAM au Mali et dans les trois pays hôtes)			
Objectifs ¹			
Objectifs	OS	Activités	Pays effectivement couverts ²
Prévenir la dégradation de la situation de sécurité alimentaire des déplacés et réfugiés maliens au travers de distributions alimentaires ciblées et/ou de transferts monétaires	Objectifs Stratégiques: OS1 (Sauver des vies et protéger les moyens d'existence pendant les urgences)	Distributions générales de vivres pour les réfugiés (DGV)	Mali, Niger, Mauritanie, Burkina Faso Mauritanie ³
		Distributions alimentaires ciblées pour les populations hôtes	
Prévenir la dégradation de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 23 mois de la population déplacée et réfugiée au travers de la supplémentation alimentaire systématique		Transferts monétaires et/ou bons alimentaires (« <i>Cash & Vouchers</i> », C&V) ciblés pour les réfugiés	Burkina Faso, Niger
		Supplémentation alimentaire systématique (« <i>Blanket Supplementary Feeding</i> », BSF) pour les enfants réfugiés de 6 à 23 mois)	Burkina Faso, Mauritanie, Niger ⁴
Traiter la malnutrition aigüe modérée (MAM) chez les enfants de 6 à 59 mois et femmes enceintes et femmes		Supplémentation Alimentaire Ciblée (« <i>Targeted Supplementary Feeding</i> »,	Burkina Faso, Mauritanie ⁵

¹ Information provenant du document de projet et du cadre logique révisé présenté lors de la Révision Budgétaire 2.

² Le document de projet prévoyait que toutes les activités seraient mise en œuvre au Mali et dans les trois pays hôtes. Dans la pratique, la couverture du Mali a été transférée à une EMOP séparée à partir de janvier 2013. Les autres informations présentées ici sont issues des Révisions Budgétaires 2 et 3.

³ A partir de janvier 2013, les besoins de la population locale au Burkina Faso et au Niger ont été couverts par d'autres opérations du PAM (Programme de Pays et Intervention Prolongée de Secours et de Réhabilitation – IPSR).

⁴ Comme indiqué dans la Révision Budgétaire 3, la SAC a été limitée au camp de Goudébou au Burkina Faso, alors qu'en Mauritanie elle devait inclure les femmes enceintes et allaitantes.

⁵ La SAC au Niger est mise en œuvre par l'IPSR 200051.

allaitantes (FEFA) au travers de la supplémentation alimentaire ciblée	TSFSAC) pour le traitement de la MAM chez les enfants réfugiés de 6 à 59 mois et les femmes enceintes et allaitantes	Burkina Faso, Mauritanie ⁷
Contribuer à rétablir l'accès à l'éducation et à l'apprentissage ⁶	Alimentation Scolaire d'Urgence ('Emergency School Feeding', ESF)	

Ressources

Coût de l'opération en dollars⁸
Besoins: 170.300.313
Reçu: 94.114.452
% de l'appel: 55.3%
Principaux donateurs:

U.S.A.	19.98%
Multilatéral	8.62%
COMM.EUR.	3.81%
JAPON	3.52%
Royaume Uni	3.41%
UN CERF	2.97%
Autres	57.69%

Shortfall 45%
Received 55%

U.S.A. 20%
Multilateral 9%
EUR COMMISSION
JAPAN 4%
UN CERF 3%
UK 3%
Others 58%

Résultats

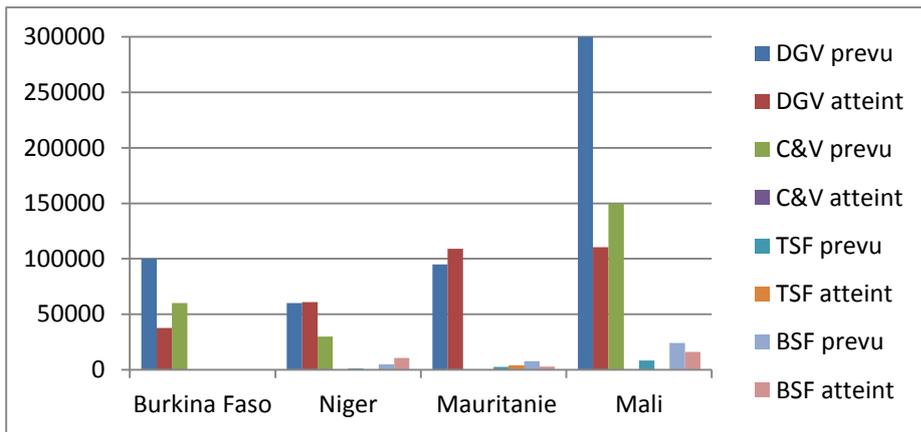
Bénéficiaires atteints vs. prévus par activité:	Observations:																									
<p>Bénéficiaires atteints/prévus par tranche d'âge et par pays en 2012</p> <table border="1" style="display: none;"> <caption>Bénéficiaires atteints/prévus par tranche d'âge et par pays en 2012</caption> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th><5 years</th> <th>5-18 years</th> <th>Adults</th> <th>Total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Burkina Faso</td> <td>~35%</td> <td>~35%</td> <td>~35%</td> <td>~35%</td> </tr> <tr> <td>Mauritanie</td> <td>~135%</td> <td>~90%</td> <td>~135%</td> <td>~115%</td> </tr> <tr> <td>Niger</td> <td>~115%</td> <td>~115%</td> <td>~85%</td> <td>~105%</td> </tr> <tr> <td>Mali</td> <td>~35%</td> <td>~35%</td> <td>~35%</td> <td>~35%</td> </tr> </tbody> </table>	Pays	<5 years	5-18 years	Adults	Total	Burkina Faso	~35%	~35%	~35%	~35%	Mauritanie	~135%	~90%	~135%	~115%	Niger	~115%	~115%	~85%	~105%	Mali	~35%	~35%	~35%	~35%	<ul style="list-style-type: none"> Burkina Faso: Nombre total de réfugiés assistés inférieur aux prévisions du fait d'une diminution significative de la population réfugiée entre les exercices d'enregistrement Niveau 1 et Niveau 2 7.566 enfants de 24 à 59 mois ont reçu la SAS ; initialement l'intervention ne ciblait que les enfants de 6 à 23 mois Intervention au Mali que jusqu'au 31 décembre 2012 Une vue d'ensemble des sites et des partenaires est présentée en Annexe 2 : Vue d'ensemble des sites. Activités de l'EMOP régionale et Agences Partenaires.
Pays	<5 years	5-18 years	Adults	Total																						
Burkina Faso	~35%	~35%	~35%	~35%																						
Mauritanie	~135%	~90%	~135%	~115%																						
Niger	~115%	~115%	~85%	~105%																						
Mali	~35%	~35%	~35%	~35%																						

⁶ Cet objectif a été ajouté à l'EMOP lors de la Révision Budgétaire 2

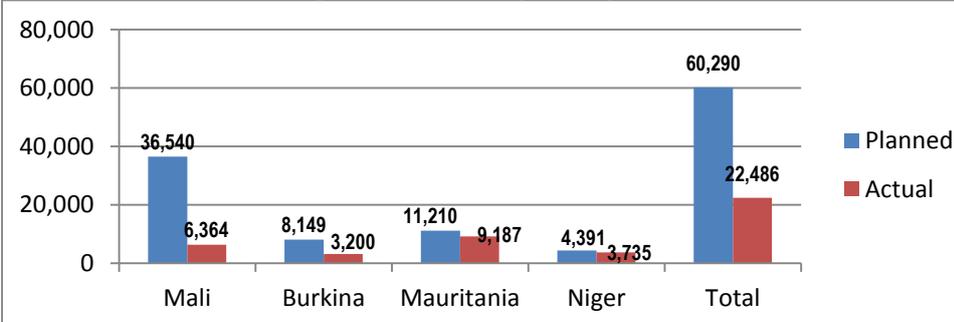
⁷ L'Alimentation Scolaire a été ajoutée lors de la Révision Budgétaire 2. Au Burkina Faso, elle cible uniquement les enfants réfugiés, alors qu'en Mauritanie elle cible les enfants réfugiés et des communautés hôtes.

⁸ D'après le rapport de Situation des Ressources du 14 janvier 2014

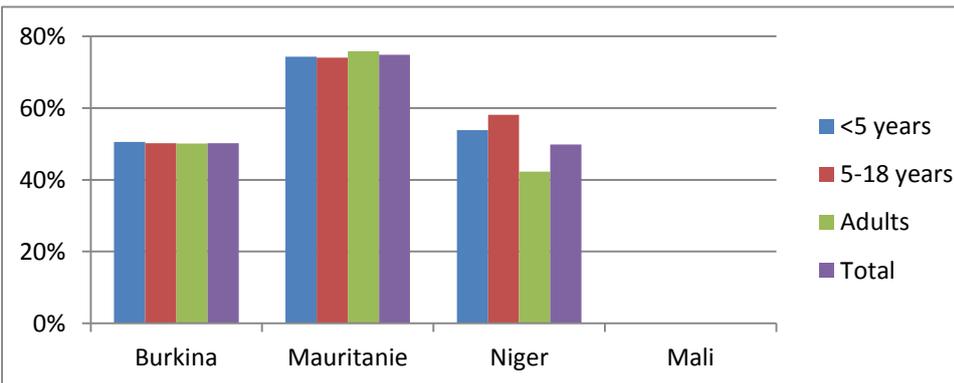
Bénéficiaires atteints/prévus par activité et par pays en 2012



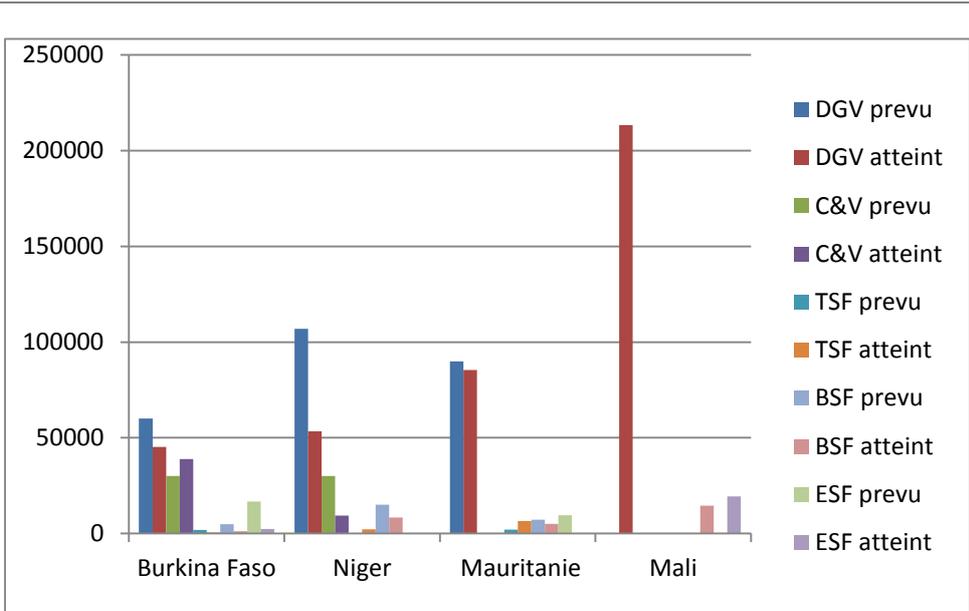
Nourriture distribuée vs. prévue en 2012 (tonnes):



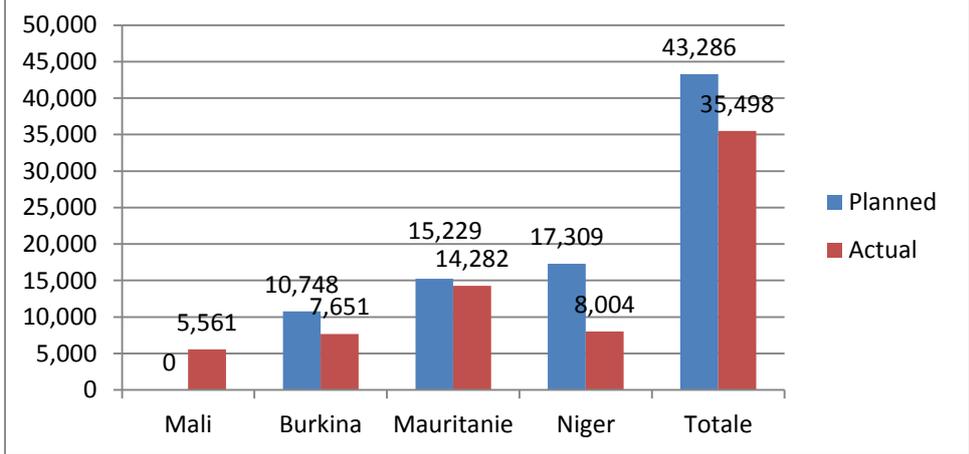
Bénéficiaires atteints/prévus par tranche d'âge et par pays en 2013



Bénéficiaires atteints/prévus par activité et par pays en 2013



Nourriture distribuée vs. prévue en 2012 (tonnes):



Effets

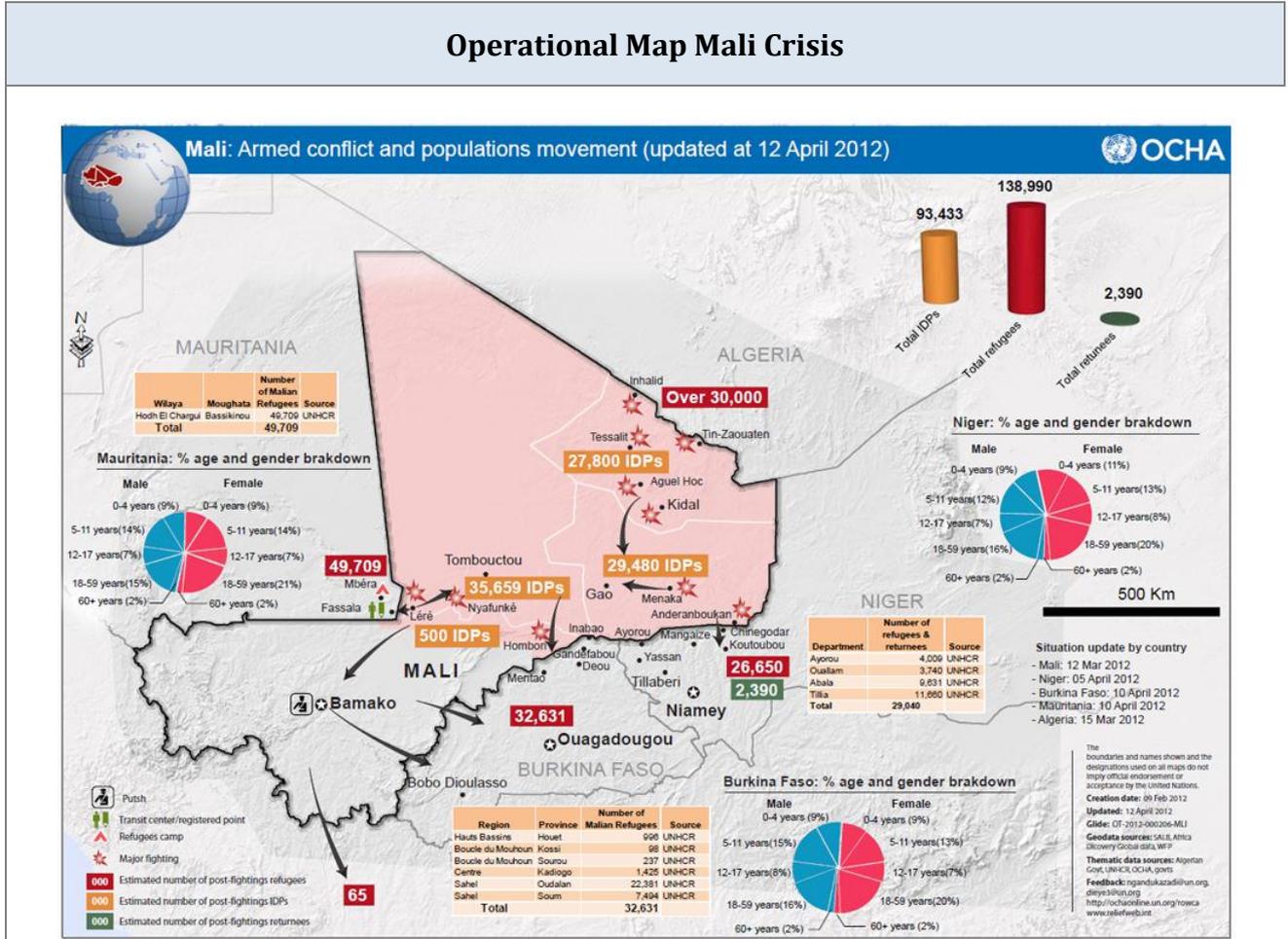
		Ligne de base	RSP ⁹ 2012	RSP 2013	Cible (RB5)	
1. Amélioration de la consommation alimentaire des ménages ciblés pendant la période d'assistance						
Score de consommation alimentaire (SCA)						
Burkina Faso	Ménages SCA acceptable	58		94%	80%	Atteint
	Ménages SCA limite	23%		5%		
	Ménages SCA pauvre	19%		1%	<20%	Non Atteint
	Indice des Stratégies de Survie (ISS)	23%	3.3%	0.82%		
Mali	Ménages SCA limite	14%				Non disponible
	Ménages SCA pauvre	11.4%			<20%	
Mauritania	Ménages SCA acceptable		79.3%	77.9%	80%	Non prévu
	Ménages SCA limite	7.1%	23%	19.9%		
	Ménages SCA pauvre	3%	3%		<20%	
	% bénéficiaires consommant >= 2 repas/jour		10%			
Niger	Ménages SCA acceptable		43.9%	53.2%	80% together	
	Ménages SCA limite		29.8%	26.2%		
	Ménages SCA pauvre		26.3%	20.6%	<20%	
2. Stabilisation des niveaux de malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois dans les zones ciblées						
Prévalence malnutrition 6-59 mois						
Burkina Faso	Prévalence de la malnutrition aigüe (MAG)	24.5%		24.5% ¹⁰	<15%	
Mali						
Mauritanie	Poids-taille enfants de moins de 5 ans (MAG)	20%		11.8%	<10%	
Niger	Poids-taille enfants de moins de 2 ans	26.1%		13.6%		
	Prévalence de la malnutrition aigüe (MAG)	18.5%	18.6%	8.6%	<15%	

⁹ Rapport Standard de Project

¹⁰ Ce 24,5% provient du SPR 2013 et reflète la situation dans le camp de Goudebou uniquement. Dans tous les autres camps le taux de malnutrition aiguë globale est de l'ordre de 5%.

Carte

Operational Map Mali Crisis



Résumé exécutif

Grandes lignes de l'évaluation

La Fondation DARA a été mandatée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour réaliser une évaluation de l'Opération d'Urgence (EMOP) régionale 200438 qui prévoyait l'assistance aux réfugiés et déplacés internes maliens, sur la période de juin 2012 à décembre 2013. Comme cela a été convenu avec le Bureau d'Evaluation du PAM (OEV), les activités mises en œuvre au Mali ont été analysées uniquement au travers de recherches bibliographiques (Rapports Standards de Projet – RSP – 2012 et 2013). L'objectif principal de l'évaluation est d'évaluer et de rendre compte des performances de l'EMOP et des résultats obtenus. Le deuxième objectif est d'étudier les raisons pour lesquelles les résultats ont été atteints ou pas, de tirer des leçons et d'identifier les bonnes pratiques de cette opération (apprentissage). L'évaluation a été mise en œuvre de janvier à mai 2014, y inclus une mission de terrain de trois semaines à Dakar, au Niger, en Mauritanie et au Burkina Faso. Les résultats préliminaires ont été présentés au Bureau Régional du PAM à Dakar et ont constitué la base pour la rédaction de ce rapport. Le RSP 2013 dans sa version brouillon a été remis à l'équipe d'évaluation fin mars. L'évaluation a été mise en œuvre en conformité avec les standards du Système d'Assurance Qualité pour les évaluations (EQAS) du PAM. Les principaux utilisateurs de l'évaluation sont les trois bureaux pays du PAM concernés et le personnel du BR.

Contexte de la crise malienne

La violence au nord du Mali a démarré début 2012 et a provoqué trois vagues de déplacements de population importantes à l'intérieur du Mali, de même que des flux et retours de réfugiés maliens dans les pays voisins. Dans les zones d'accueil des réfugiés, les effets de la sécheresse qu'a connu le Sahel en 2011-2012 sont toujours ressentis. Le camp de Mbera en Mauritanie accueille environ 70.000 réfugiés maliens, alors que le nombre total de réfugiés présents au Niger et au Burkina Faso s'élève à 45.000-50.000 chacun, répartis dans plusieurs sites. Dans tous les pays, l'assistance aux réfugiés maliens est coordonnée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), qui pour le moment n'a appuyé que le retour volontaire et individuel.

Le PAM, au travers de l'EMOP régionale (170.300.313 dollars de budget, mise en œuvre de juin 2012 à décembre 2014), met en œuvre une assistance alimentaire et nutritionnelle au bénéfice de tous les réfugiés enregistrés dans les camps et autres «zones d'accueil». Les modalités développées sont les distributions générales de vivres (DGV), les transferts monétaires et bons alimentaires (TM&BA), la supplémentation alimentaire ciblée (SAC) pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes, la supplémentation alimentaire systématique (SAS) pour tous les enfants de 6 à 23 mois ou de 6 à 59 mois, et l'alimentation scolaire. Des combinaisons différentes de modalités et des mécanismes de distribution variables ont été mis en œuvre selon les pays essentiellement du fait de facteurs contextuels. Cette variété d'approches fait de l'EMOP régionale un sujet d'évaluation très riche. L'orientation programmatique sur la sécheresse régionale et la résilience, qui couvre les trois pays, représente un cadre avec lequel l'assistance aux réfugiés peut être liée.

QE1: L'EMOP est-elle pertinente, cohérente et complémentaire ?

Pertinence au regard des besoins

L'EMOP est très pertinente car la majorité des réfugiés maliens dans les trois pays dépend très largement de l'assistance humanitaire, même si des différences significatives existent en termes de capital de base disponible (en particulier pour ce qui est de l'élevage). Les premières enquêtes nutritionnelles ont révélé que les niveaux de malnutrition étaient élevés dans tous les pays ; aucune évaluation approfondie des besoins n'a été réalisée lors des premières vagues d'arrivées des réfugiés. La planification des programmes d'assistance a été réalisée sans estimation précise du nombre de réfugiés. Ces informations essentielles n'ont été disponibles qu'après la finalisation de « l'enregistrement niveau 3 », qui, début 2014, n'avait été mis en œuvre qu'au Burkina Faso. Le processus est toujours en cours au Niger et en Mauritanie.

Les réfugiés ont été peu consultés lors de la formulation et pour la mise en œuvre de l'EMOP. Au cours des entretiens de focus groupes menés pendant l'évaluation, la plupart des participants ont exprimé leur reconnaissance pour l'aide humanitaire qu'ils reçoivent, mais beaucoup d'entre eux ont également fait part de leur insatisfaction quant aux types et aux quantités de nourriture distribués dans le cadre de la DGV, et quant à la localisation des sites de distribution. Le mécontentement est en grande partie lié au fait que de nombreux réfugiés sont obligés de vendre une partie de leur ration alimentaire pour satisfaire d'autres besoins alimentaires (thé, sucre, lait et viande), et pour acquérir des produits non alimentaires essentiels (bois de chauffe, savon, vêtements, etc.). Les modalités d'intervention ont été adaptées aux besoins identifiés lors des Missions Conjointes d'Évaluation réalisées dans les trois pays en 2013 (aliments frais au Niger et au Burkina Faso ; alimentation scolaire au Burkina Faso et en Mauritanie). Cependant, la proposition de ces composantes ne s'est pas basée sur une analyse suffisante des facteurs causaux, ce qui limite leur pertinence. Les réfugiés sollicitent une approche plus orientée sur l'appui à la génération de revenus et à la production alimentaire afin de réduire leur dépendance vis à vis de l'assistance alimentaire et monétaire.

Cohérence avec les cadres globaux

L'EMOP est totalement cohérente avec le Plan Stratégique 2008-2013 du PAM et a été actualisée pour être en ligne avec le Plan Stratégique 2014-2018. Toutes les activités mises en œuvre ont pour référence l'Objectif Stratégique (OS) 1 : sauver des vies et protéger les moyens d'existence lors des urgences. Globalement, l'EMOP est également cohérente avec l'accord de collaboration (MoU) HCR-PAM, et avec les politiques sectorielles du PAM sur les transferts monétaires et les bons alimentaires, la nutrition et l'alimentation scolaires, de même que sur les aspects de protection et de genre.

Complémentarité avec les programmes régionaux/nationaux

La prise de décision sur la gestion des flux de réfugiés relève toujours des gouvernements des pays hôtes, avec l'appui du HCR. Pour ses programmes d'assistance alimentaire, le PAM doit intervenir en étroite coordination avec le HCR. En parallèle, le PAM est parvenu autant que possible à aligner les activités comprises dans l'EMOP avec les politiques nationales de lutte contre la faim, appuyées par la Feuille de Route Régionale du PAM de Résilience pour la zone sahélienne.

Du fait de la réponse en cours à la sécheresse dans le Sahel, le PAM dispose d'un réseau bien développé de partenaires au Niger et au Burkina Faso, ce qui a facilité le démarrage de l'EMOP ; cela a été le cas dans une moindre mesure en Mauritanie, où les principaux partenaires sont le gouvernement et des agences paraétatiques. Dans l'ensemble, la collaboration avec le gouvernement a été difficile en Mauritanie, du fait de la localisation des réfugiés dans une zone militarisée stratégique. Cela a affecté la progression de l'enregistrement des réfugiés et a conduit à un manque de transparence du système de distribution général de vivres en 2012, et pendant une partie de 2013.

QE2: Quels sont les résultats de l'EMOP?

QE3: Quels facteurs ont affecté l'obtention des résultats?

Distribution Générale de Vivres (DGV)

Pour la DGV, le nombre de bénéficiaires dépend des résultats des exercices successifs d'enregistrement de niveau 1, 2 et 3. Ce processus a conduit à une diminution rapide du nombre de bénéficiaires au Burkina Faso ; en Mauritanie, le système de distribution par « grouping » initialement choisi a entraîné des difficultés et a été remplacé par des distributions aux ménages de type « scooping ». La mobilisation des ressources pour cette EMOP a été bonne jusqu'à mi-2013, ce qui a permis un bon approvisionnement en denrées. Les rations distribuées ont toujours correspondu parfaitement avec les standards du PAM. Les rapports de Monitoring Post Distribution (PDM) indiquent que seule une petite portion des rations alimentaires est vendue. Néanmoins, les entretiens de focus groupes réalisés lors de l'évaluation ont montré que les céréales sont les aliments les plus vendus pour couvrir d'autres besoins alimentaires et non alimentaires, en particulier pour les ménages les plus vulnérables. Les données du PDM indiquent que fin 2013, la situation de sécurité alimentaire est sous contrôle en Mauritanie et au Burkina Faso, mais pas encore au Niger.

Transferts Monétaires et bons alimentaires (« Cash & Vouchers »)

La mise en œuvre de cette composante a pris du temps, car elle nécessite la réalisation préalable d'études de marché et la mise en place d'arrangements spéciaux. Au Niger, le choix a été fait d'introduire graduellement un programme de bons alimentaires en commençant dans un seul camp (Mangaize). Ce projet pilote est un succès et présente des coûts équivalents à l'approche de distributions en nature. Les réfugiés ont néanmoins exprimé le souhait d'avoir un choix plus large de produits incluant des produits non alimentaires comme le bois de chauffage et les condiments. Au Burkina Faso, une approche mixte (50% rations alimentaires, 50% transferts monétaires) a été introduite à grande échelle dans tous les camps après une expérimentation d'un mois dans le camp de Sag-Nioniogo. Le degré de satisfaction est variable, et les ménages les plus vulnérables préfèrent les distributions en nature. Les marchés sont suffisamment approvisionnés pour satisfaire la demande supplémentaire. En Mauritanie, le remplacement des distributions en nature n'a pas encore été engagé ; une nouvelle étude est prévue à la mi 2014 et analysera comment cette évolution pourrait être introduite.

Supplémentation Alimentaire Ciblée (TSF)

Dans tous les pays, l'EMOP assure la prise en charge des enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée et des femmes enceintes et allaitantes. Le nombre

total de cas traités est 4.291 en 2012 et 9.409 en 2013. En Mauritanie, la SAC a été mise en œuvre à l'intérieur du camp de Mbéra (six centres), alors qu'au Niger et au Burkina Faso, le traitement de la MAM est assuré par les centres de santé situés dans les villages (pris en charge en 2012 par le programme IPSR Sécheresse Sahel, puis couvert par l'EMOP en 2013), avec l'exception du camp de Goudebou au Burkina Faso (TSF gérée par SCF). Les taux de récupération rapportés pour le Burkina Faso sont en-dessous de l'objectif de l'EMOP (>75%, comme le standard Sphere). En Mauritanie, le programme SAC fait face à plusieurs problèmes de qualité, mais les taux de récupération rapportés en 2013 sont proches de 100%, comme pour le Niger. Dans tous les pays, on considère que les programmes SAC ont contribué à la plus forte baisse des taux de MAG obtenue en 2013.

Supplémentation Alimentaire Systématique (BSF)

Cette modalité a été initiée en 2012 en Mauritanie, au Niger et au Mali, et à partir d'avril 2013 au Burkina Faso. La ration est composée de 200g de CSB+ par jour. En Mauritanie, le programme a d'abord été dirigé vers les enfants de 6 à 23 mois, puis vers les enfants de 6 à 59 mois en 2014. A partir de fin 2013, le CSB+ a été temporairement remplacé par du PlumpySup du fait d'une rupture d'approvisionnement (voir plus haut). Pour le moment, le PAM n'envisage pas d'interrompre la SAS (les taux de MAG sont toujours de 10-12%). Au Niger, les rations de SAS ont d'abord été constituées de rations sèches, remplacées par des aliments frais à partir de début 2013. Le PAM et le HCR discutent actuellement d'un retour aux rations sèches. Au Burkina Faso, la SAS a été arrêtée 6 mois après le lancement de l'opération (fin 2013), s'agissant normalement d'un type d'intervention mise en œuvre à court terme uniquement.

Alimentation Scolaire d'urgence

La composante d'alimentation scolaire de l'EMOP a été introduite lors de la Révision Budgétaire 2. Elle a démarré au Burkina Faso en octobre 2012 et en Mauritanie en janvier 2014. Son introduction dans les camps au Niger est envisagée. Le programme cible l'école primaire, et distribue des collations au cours de la matinée (porridge à base de 6 g de CSB par enfant). Au Burkina Faso, les effectifs ont augmenté et les taux de présence à l'école sont stabilisés autour de 90%. En Mauritanie, le démarrage de l'alimentation scolaire date de 2 mois, une période trop courte pour pouvoir mesurer des changements.

Principales recommandations:

- 1) Le PAM devrait s'assurer qu'un appui pertinent, efficace et efficient soit fourni aux réfugiés maliens, basé sur a) un échange d'information optimal et un apprentissage mutuel entre les trois bureaux pays des pays d'accueil, ainsi que du Mali ; b) des mécanismes de prise de décision rapide entre le HCR, le PAM et les autorités nationales ; c) des mécanismes de suivi renforcés, pour une collecte de données plus régulière, combinant des données quantitatives et qualitatives ; d) la finalisation rapide du niveau 3 d'enregistrement par le HCR ; e) la sélection de partenaires de mises en œuvre pertinents ; f) un bon échange d'information et coordination entre toutes les parties prenantes, y compris les réfugiés ; et g) la fourniture d'information actualisée et régulière à la communauté des donateurs.
- 2) Bien que la DGV et les transferts monétaires et bons alimentaires devront continuer pour un certain temps à utiliser un ciblage basé sur le statut des personnes, le PAM devrait déjà commencer à réfléchir à un système de ciblage de l'assistance gratuite sur les ménages les plus vulnérables. Les autres ménages

devraient être assités par des activités à haute intensité de main d'œuvre et pour la génération de revenus, en utilisant principalement les modalités de transferts monétaires et de bons.

- 3) Le PAM devrait continuer à distribuer des aliments fortifiés comme le CSB+ dans ses programmes de transferts, afin d'assurer la satisfaction des besoins nutritionnels. Lorsque ces programmes prendront fin dans le futur, ils devront être remplacés par des programmes « classiques » de prévention de la malnutrition chronique en lien avec les priorités SUN (ciblage des 1.000 jours).
- 4) Le PAM devrait continuer à appuyer le traitement de la MAM pour les enfants de 6 à 59 mois dans les trois pays. En Mauritanie, le programme devrait être rationalisé, et la qualité de sa mise en œuvre devrait être améliorée. Aussi, il devrait être intégré aux services nutritionnels et de santé nationaux, comme c'est le cas au Burkina Faso et au Niger. La supplémentation alimentaire systématique ne devrait pas être poursuivie à long terme, d'autant plus que les taux de MAG ont considérablement diminué au cours de l'année 2013.
- 5) L'alimentation scolaire fait partie des approches plus de « développement » et intégrées qui devront être développées si les réfugiés maliens restent dans les pays d'accueil à moyen-long terme. Il est recommandé au PAM de poursuivre la mise en œuvre de cette modalité, en lien avec le type de services disponibles pour la population hôte, surtout dans le cas où les taux de fréquentation soient bas ou si le HCR et le PAM décident conjointement que la ration DGV peut être diminuée puisque les conditions de sécurité alimentaire chez les réfugiés se sont en train de 'normaliser' au fur et à mesure.

1. Introduction

1.1. Caractéristiques de l'Évaluation

1. Le Bureau d'évaluation du PAM (OEV) a confié à la Fondation DARA la réalisation d'une évaluation indépendante du programme "Emergency Operation (EMOP) régionale 200438" « Assistance aux réfugiés et personnes déplacées touchés par l'insécurité au Mali (Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger) (2012-2013)". Cette évaluation fait partie d'une série d'évaluations opérationnelles (OpEv) à entreprendre dans la période 2013-2015.

Comme défini dans les Termes de Référence (TdR) du 4 Octobre 2013 (voir Annexe 3. Mandat de l'évaluation Annexe 1: D'autres programmes du PAM au Mali et dans les trois pays d'accueil

Country	Title	Main activities	Timeframe
Mali	EMOP 200525	Targeted GFD and C&V; nutrition (BSF & TSF); School feeding	01/01 – 31/12/2013
	SO 200534	Logistics cluster and telecommunications cluster	01/01 – 31/12/2013
	SO 200521	Humanitarian Air Services within Mali	01/01 – 31/12/2013
	CP 10583.0	School feeding; FFW; Capacity building	01/01/2008 – 31/12/2012
Niger	PRRO 200583	Targeted GFD & C&V; nutrition (BSF & TSF); Local purchase; School feeding, Capacity building	01/01/2014 – 31/12/2016
	CP 106140	School feeding; cereal banks & FFT; nutrition support to HIV/TB clients	01/01/2009 – 31/12/2013
	PRRO 200051	Targeted GFD; FFW & CFW; nutrition (BSF & TSF)	01/07/2011 – 31/12/2013
	SO 200520	Humanitarian Air Services in Niger	01/01 – 31/12/2013
	SO 200316	Humanitarian Air Services in Niger and Northern Mali	01/01 – 31/12/2012
	EMOP 200398	Targeted GFD & C&V; nutrition (BSF)	01/04 – 30/09/2012
Mauritania	CP 200251	Nutrition (TSF); School feeding; FFA & Villages Food Reserves	01/01/2012-31/12/2016
	PRRO 200474	Village Food Reserves & FFA; nutrition (TSF & BSF)	01/05/2013 – 30/04/2014
	EMOP 200333	Targeted GFD & C&V; FFA & Village Food Reserves; nutrition (BSF & TSF)	01/02-31/12/2012
	SO 200406	Humanitarian Air Services in Mauritania	15/03-15/08/2012
Burkina Faso	CP 200163 (Sahel, North, East)	School feeding; targeted and blanket supplementary feeding; HIV/AIDS orphan support; IGAs and Cash for Work	01/01/2011 – 31/12/2015
	PRRO 200509	Targeted and blanket supplementary feeding; nutrition awareness and training; cash for assets; cash for training; gender advocacy.	01/04/2013 – 31/12/2014
	PRRO 200054	Targeted food distributions, food- and cash-for-work, and targeted and blanket suppl. Feeding	01/01/2010-31/12/2012

Annexe 2: Vue d'ensemble des sites. Activités de l'EMOP régional et les agences partenaires

Région/ Province	WFP SO / AO	Camp / Site	DGV (Beneficiaries, Dec'13)	CPs	TSF / BSF (No. Of Ben.ies, Dec 13)	CPs	Cash & Vouchers	CPs	Cantines Scolaires	CPs
NIGER										
Région de Tillabéry Dép. Ouallam, Commune Tondikiwindi	SO Niamey (antenneOuallam)	<u>Mangaize</u> <u>camp</u>	Dec '12 4.628; Dec '13 8.856	Islamic Relief	BSF (Wet feeding, till Nov '13) : 1.076	Islamic Relief (2013), ACTED (2014)	Cash & Vouchers (Nov'13): 9.232	CRN, Islamic Relief (2013), ACTED (2014)	-	-
Région de Tillabéry , Dép. Ayorou, commune Ayorou		<u>TabareyBarey</u> <u>camp</u>	Dec '12 6.198 ; Dec '13 8.906	PLAN (2013), ACTED (2014)	BSF (Wet feeding till Nov '13): 1.103	PLAN (2013), ACTED (2014)				
Région de Tillabéry , Dép. Abala, Commune Abala		<u>Ahala camp</u>	Dec '12 11.043 ; Dec '13 12.731	ACTED	BSF (Wet feeding till Nov '13): 3.700	ACTED				
Région de Tahoua Dép. Tassara, commune Tassara	SO Tahoua	Zone d'accueil <u>Tazalit</u>	Dec '13 : 1600	APBE						
Région de Tahoua, Dép. Tillia, commune Telemces		Zone d'accueil <u>Intikan</u>	Dec '13 : 11,092	Croix Rouge Nigérienne	BSF: (Wet feeding, till Nov '13): 1.109	AKARASS				
Niamey	SO Niamey	<u>Niamey</u> <u>refugee site</u>	Oct '12 6,327 ; Dec '13 7.724	ACTED, PLAN, Islamic relief, AKARASS						
Region de Dosso	?	<u>Kizamou</u> site	Oct '12 139 ; Dec '13 3.918	?						
		<u>Tigzefan</u> site	Dec '12 1.163 ; Dec '13 1.067							
		<u>Banibangou</u> site	Dec '12 2.862 ; Dec '13 538							
		<u>Miel</u> site :	Dec '12 1.116 ;							

Région/ Province	WFP SO / AO	Camp / Site	DGV (Beneficiaries, Dec'13)	CPs	TSF / BSF (No. Of Ben.ies, Dec 13)	CPs	Cash & Vouchers	CPs	Cantines Scolaires	CPs
			Dec '13 499							
		<u>Chinegodrar</u> site	Dec '12 665 ; Dec '13 346							
		<u>Koutougou</u> site :	Dec '12 37 ; Dec '13 35							
MAURITANIA										
Hod El Chargui	SO Bassikounou	<u>Mbéra</u> camp	TFD: 64.011	CSA - HCR	TSF: 1.101 BSF: 4.709 (sept 2012).	ADICOR ACF (depuis dec.'12)	N.A.		No data available	INTERSOS (depuis oct. '12)
BURKINA FASO										
Sahel (Seno)	SO Dori	<u>Goudebou</u> camp	TFD : 11,764	UNHCR, IEDA-Relief	TSF: 119 BSF: 1,106 (wet feeding until May '13; BSF until Oct. '13)	SCF-UK IEDA-Relief	Cash: 11,443	MICROFI
		<u>Tin-Hedia</u> site	TFD : 826							
		<u>Dibissi</u> site	TFD : 2,921							
		<u>Deou</u> site	TFD : 1,272							
Sahel (Soum)		Mentao camp	TFD: 11,691	UNHCR, IEDA-Relief	BSF:1,486 (wet feeding until Apr '13)		Cash: 11,695	MICROFI		
Sahel Qudalan		Gorom Gorom site	TFD: 61							
Centre (Kadiogo)	SO Ouagadougou	Sag-Nioniogo	TFD: 2,066	UNHCR, Burkinabé Red Cross			Cash: 2,059	MICROFI		
Haut Bassins (Houet)	SO Ouagadougou	Bobo Dioulasso	TFD: 1,029	UNHCR IEDA-Relief			Cash: 1,016	MICROFI		

Annexe 3. Mandat de l'évaluation), l'évaluation porte sur les trois questions d'évaluation principales suivantes (voir détail en



EVALUATION QUALITY ASSURANCE SYSTEM

Office Of Evaluation

Measuring Results, Sharing Lessons

DRAFT 1, 20 SEPTEMBER 2013

**TERMS OF REFERENCE - OPERATION EVALUATION
REGIONAL EMERGENCY OPERATION 200438
ASSISTANCE TO REFUGEES AND INTERNALLY DISPLACED PERSONS
AFFECTED BY INSECURITY IN MALI.
(MALI, MAURITANIA, BURKINA FASO, NIGER)
(2012 – 2013)**

1. Introduction

1. These Terms of Reference (TOR) are for the evaluation of the Emergency Operation (EMOP) 200438 – Assistance to Refugees and Internally Displaced Persons affected by Insecurity in Mali, which span over four countries: Mali, Mauritania, Burkina Faso and Niger. This evaluation is commissioned by the WFP Office of Evaluation (OEV) and will take place from October 2013 to March 2014. In line with WFP's outsourced approach for operations evaluations (OpEvs), the evaluation will be managed and conducted by an external evaluation company amongst those having a long-term agreement with WFP for operations evaluations.
2. These TOR were prepared by the OEV focal point based on an initial document review and consultation with stakeholders and following a standard template. The purpose of the TOR is twofold: 1) to provide key information to the company selected for the evaluation and to guide the company's Evaluation Manager and Team throughout the evaluation process; and 2) to provide key information to stakeholders about the proposed evaluation.
3. The TOR will be finalised based on comments received on the draft version and on the agreement reached with the selected company. The evaluation shall be conducted in conformity with the TOR.

2. Reasons for the Evaluation

2.1. Rationale

4. In the context of renewed corporate emphasis on providing evidence and accountability for results, WFP has committed to increase evaluation coverage of operations and mandated OEV to commission 12 Operations Evaluations (OpEvs) in 2013; 24 in 2014 and up to 30 in 2015.
5. Operations to be evaluated are selected based on utility and risk criteria. From a shortlist of operations meeting these criteria prepared by OEV, the Regional Bureau (RB) has selected the Regional EMOP 200438 for an independent evaluation.

2.2. Objectives

6. This evaluation serves the dual and mutually reinforcing objectives of accountability and learning:

- **Accountability** – The evaluation will assess and report on the performance and results of the operation. A management response to the evaluation recommendations will be prepared.
- **Learning** – The evaluation will determine the reasons why certain results occurred or not to draw lessons, derive good practices and pointers for learning. It will provide evidence-based findings to inform operational and strategic decision-making. Findings will be actively disseminated and lessons will be incorporated into relevant lesson sharing systems.

2.3. Stakeholders and Users

7. **Stakeholders.** A number of stakeholders both inside and outside of WFP have interests in the results of the evaluation and many of these will be asked to play a role in the evaluation process. Table one below provides a preliminary stakeholders’ analysis, which will be deepened by the evaluation team in the inception package.

Table 1: Preliminary stakeholders’ analysis

Stakeholders	Interest in the evaluation
INTERNAL STAKEHOLDERS	
Regional Bureau (RB) in Dakar	The RB is responsible for coordinating this regional EMOP in addition to being responsible for COs’ oversight and technical guidance and support. The RB is the primary stakeholder in this evaluation and its management has an interest in an independent account of the operational performance as well as in learning from the evaluation findings to apply this learning to similar initiatives.
Country Offices (CO) in Mali, Mauritania, Burkina Faso and Niger	Responsible for the country level planning and operation implementation, the COs have a direct stake in the evaluation and an interest in learning from experience to inform decision-making. COs are called upon to account internally as well as to its beneficiaries, partners for the performance and results of the operation locally.
Office of Evaluation (OEV)	OEV is responsible for commissioning OpEvs over 2013-2015. As these evaluations follow a new outsourced approach, OEV has a stake in ensuring that this approach is effective in delivering quality, useful and credible evaluations.
WFP Management and Executive Board (EB)	The WFP management and its governing body has an interest in being informed about the effectiveness of WFP operations. This evaluation will not be presented to the EB but its findings will feed into an annual synthesis of all OpEvs, which will be presented to the EB at its November session.
EXTERNAL STAKEHOLDERS	
Beneficiaries	As the ultimate recipients of food assistance, beneficiaries have a stake in WFP determining whether its assistance is appropriate and effective. As such, the level of participation in the evaluation of women, men, boys and girls from different groups will be determined and their respective perspectives will be sought.
UNHCR	As the lead agency for refugees, UNHCR has a stake in this evaluation. Staff from the refugee agency at both regional and local levels will be considered key informants.
UN Agencies	As the operation is managed with the framework of the UN humanitarian coordination mechanisms, including the cluster system, the perspectives of representatives of these bodies will be sought.
The host Governments of Mauritania, Burkina Faso	Host Governments have an interest in knowing whether WFP activities in the country conform are harmonised with the action of other partners and meet the

and Niger	expected results. Specific government bodies for refugees are also engaged in protection and assistance to refugees.
NGOs	NGOs are WFP's partners for the implementation of some activities. The results of the evaluation might affect future implementation modalities, strategic orientations and partnerships.
Donors	WFP operations are voluntarily funded by a number of donors. They have an interest in knowing whether their funds have been spent efficiently and if WFP's work has been effective and contributed to their own strategies and programmes.

8. **Users.** The primary users of this evaluation will be:

- The RB, which is responsible for coordinating this emergency operation, is expected to use the evaluation findings as part of the definition of the next phase of assistance to Malian refugees. An independent assessment of the effectiveness and efficiency of the regional operation will also serve the RB's oversight function and will generate findings that can be applied to other similar regional initiatives and/or refugee operations.
- The COs, host government and partners in informing decisions related to programme implementation and/or partnerships.
- OEV will use the evaluation findings to feed into an annual synthesis report of all OpEvs and will reflect upon the evaluation process to refine its OpEv approach, as required.

3. Subject of the Evaluation

9. Following the outbreak of violence in the Gao, Kidal, and Timbuktu regions of Mali in April 2012, hundreds of thousands of people have fled northern Mali and sought refuge with host communities and in refugee camps in neighbouring countries.
10. Regional EMOP 200438 addresses life-saving needs of refugee populations fleeing conflict in northern Mali since early 2012 and aims to (i) prevent a deterioration in the food security status of Malian refugees in Burkina Faso, Mauritania and Niger through targeted food distributions (TFD) and/or cash transfers; (ii) prevent an increase in the incidence of global acute malnutrition (GAM) among children 6-23 months through blanket supplementary feeding (BSF); and (iii) provide treatment for children 6-59 months with moderate acute malnutrition (MAM) and malnourished pregnant and lactating women (PLW) through targeted supplementary feeding (TSF).
11. The regional EMOP is coordinated by the WFP Regional Bureau in partnership with the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and within the framework of the UN Regional Humanitarian Coordination. Relief activities are conducted in partnership with national governments and NGOs, and in parallel WFP on-going operations making up the regional Sahel drought response framework.
12. The EMOP 200438 project document including the project logframe, related amendments (Budget revisions) and the latest resource situation are available by clicking [here](#). The key characteristics of the operation are outlined in table two below, while table three summarizes the operation's specific objectives and corresponding activities. Annex one provides a map of the EMOP activities.

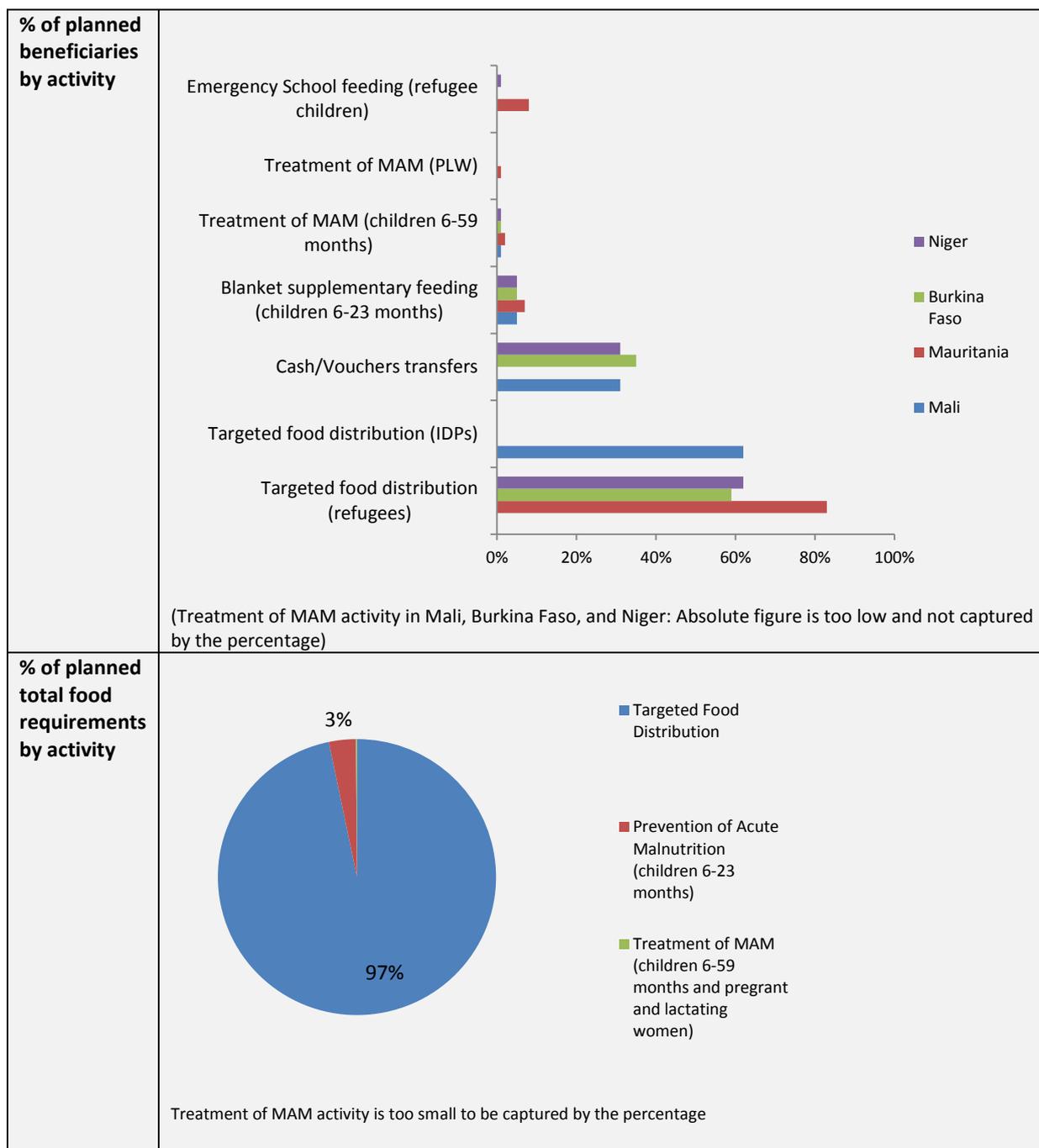
Table 2: Key characteristics of the operation

Approval	The EMOP was approved by WFP's Executive Director in May 2012.	
Duration	Initial: 7 months (01 Jun to 31 December 2012)	Revised: 19 months (until 31 December 2013)
Amendments	There have been 3 amendments (Budget Revisions BRS) to the initial project document.	

	The various BRs resulted in either an increase or a decrease of the planned requirements depending on the assessed needs. BR 1 increased transportation costs; BR2 extended the operation until 31 December 2013, resulting in a budget increase of US\$ 67 million; and BR3 decreased the number of assisted refugees leading to an 8% reduction in the operation's requirements.		
Planned beneficiaries	<u>Initial:</u> 555,000 (total) Mali: 300,000 Mauritania: 95,000 Burkina Faso: 100,000 Niger: 60,000	<u>Revised:</u> 174,000 (total) Mali: 0 as of December 2012 Mauritania: 84,000 Burkina Faso: 50,000 Niger: 40,000	
Planned food requirements	<u>Initial:</u> In-kind: 51,093 mt of food commodities Cash and Vouchers: US\$8,64 million	<u>Revised:</u> In-kind: 95,769 mt of food commodities Cash and Vouchers: US\$13,57 million	
US \$ requirements	<u>Initial:</u> US\$ 78,9 million	<u>Revised:</u> US\$136,872,518 (BR3)	
Contribution level (by August 2013)	The operation received US\$ 88 million, i.e. 60% of the total (pre-BR3) requirements.		
Top five donors (by August 2013)	U.S.A (53% of total donations); Multilateral (21%); Japan (9%); UK (9%); UN CERF (8%)		
Main Partners	<u>Government:</u> Mali: Ministry of Health, Commission for Population Movement Mauritania: Ministry of Interior Burkina Faso: Comité National des Réfugiés (Ministry of Foreign Affairs)	<u>UN:</u> Regional Coordination: UNHCR, UN Regional Humanitarian Coordinator, IOM, UNFPA, WHO Mali: FAO, UNICEF Mauritania: UNHCR Burkina Faso: UNHCR Niger: UNHCR, UNICEF	<u>NGOs:</u> 6 international NGOs

Table 3: Objectives and activities

	Corporate Strategic objectives	Operation specific objectives	Activities
MDGs 1-4-5	Strategic Objective 1	Prevent a deterioration in the food security status of Malian IDPs and refugees through targeted food distributions and/or cash transfers	<ul style="list-style-type: none"> Targeted food/cash and voucher distribution (Refugees and IDPs) Blanket supplementary feeding Treatment of MAM (children 6-59 months, PLW) Emergency School Feeding (to refugee children in Mauritania and Burkina Faso since January 2013)
		Prevent deterioration of acute malnutrition among children aged 6-23 months from IDP and refugee populations through blanket supplementary feeding	
		Treat moderate acute malnutrition (MAM) among children aged 6-59 months and PLW through targeted supplementary feeding	



4. Evaluation Approach

4.1. Scope

13. **Scope.** The evaluation will cover Regional EMOP 200438 including all activities and processes related to its formulation, implementation, resourcing, monitoring, and evaluation and reporting relevant to answer the evaluation questions. The period covered by this evaluation is April 2012 until end 2013, which captures the time from the development of the operation until the start of the evaluation.

4.2. Evaluation Questions

14. The evaluation will address the following three questions:

Question 1: How appropriate is the operation? Areas for analysis will include the extent to which the objectives, targeting, choice of activities and of transfer modalities:

- Are appropriate to the needs of the food insecure population.
- Seek complementarity with the interventions of relevant humanitarian partners as well as with other WFP interventions in the countries/region.
- Are coherent with WFP strategies, policies and normative guidance.

Question 2: What are the results of the operation? While ensuring that differences in benefits between women, men, boys and girls from different groups are considered, the evaluation will analyse:

- the level of attainment of the planned outputs;
- the extent to which the outputs led to the realisation of the operation objectives as well as to unintended effects;
- how different activities of the operation dovetail and are synergetic with other WFP operations and with what other actors are doing to contribute to the overriding WFP objective in the region;
- The efficiency of the operation.

Question 3: Why and how has the operation produced the observed results? The evaluation should generate insights into the main internal and external factors that caused the observed changes and affected how results were achieved. The inquiry is likely to focus, amongst others, on:

- Internally: the processes, systems and tools in place to support the operation design, implementation, monitoring/evaluation and reporting; the governance structure and institutional arrangements (including issues related to staffing, capacity and technical backstopping from RB/HQ); the partnership and coordination arrangements; etc.
- Externally: the external operating environment; the funding climate; external incentives and pressures; etc.

4.3 Evaluability Assessment

15. Evaluability is the extent to which an activity or a programme can be evaluated in a reliable and credible fashion. The below provides a preliminary evaluability assessment, which will be deepened by the evaluation team in the inception package. The team will notably critically assess data availability and take evaluability limitations into consideration in its choice of evaluation methods.

16. In answering question one, the team will be able to rely on assessment reports, minutes from the project review committee, the project document and logframe, as well as documents related to interventions from other actors. In addition, the team will review relevant WFP strategies, policies and normative guidance.

17. For question two the operation has been designed in line with the corporate results framework (SRF) and selected outputs, outcomes and targets are recorded in the logframe. Monitoring reports as well as the 2012 standard project report (SPR) detail achievement of outputs and outcomes thus making them evaluable against the stated objectives.

18. However, answering question two is likely to pose some challenges owing in part to: i) the absence of baseline data for the activities and ii) data gaps notably in relation to efficiency.

19. For question three, the team members will have access to some institutional planning documents and is likely to elicit further information from key informant interviews.

20. Other evaluability challenges include security concerns in some of the countries and areas where refugees are located, which might limit site visits.

4.4. Methodology

21. The methodology will be designed by the evaluation team during the inception phase. It should:
- Employ relevant internationally agreed evaluation criteria including those of relevance, coherence (internal and external), coverage, efficiency, effectiveness, impact and connectedness.
 - Use applicable frameworks and standards (e.g. SPHERE standards);
 - Demonstrate impartiality and lack of biases by relying on a cross-section of information sources (e.g. stakeholder groups, including beneficiaries, etc.) and using mixed methods (e.g. quantitative, qualitative, participatory) to ensure triangulation of information through a variety of means. In particular, the sampling technique to select field visit sites will need to demonstrate impartiality and participatory methods will be emphasised with the main stakeholders, including the RB and COs.
 - Be geared towards addressing the key evaluation questions taking into account the evaluability challenges, the budget and timing constraints;
 - Be based on an analysis of the logic model of the operation and on a thorough stakeholders analysis;
 - Be synthesised in an evaluation matrix, which should be used as the key organizing tool for the evaluation.

4.5. Quality Assurance

22. OEV’s Evaluation Quality Assurance System (EQAS) defines the quality standards expected from this evaluation and sets out processes with in-built steps for quality assurance, templates for evaluation products and checklists for the review thereof. It is based on the UNEG norms and standards and good practice of the international evaluation community (DAC and ALNAP) and aims to ensure that the evaluation process and products conform to best practice and meet OEV’s quality standards. EQAS does not interfere with the views and independence of the evaluation team.
23. At the start of the evaluation, OEV will orient the evaluation manager on EQAS and share related documents. EQAS should be systematically applied to this evaluation and the evaluation manager will be responsible to ensure that the evaluation progresses in line with its process steps and to conduct a rigorous quality control of the evaluation products ahead of their submission to WFP.
24. The evaluation company is ultimately responsible for the quality of the evaluation products. If the expected standards are not met, the evaluation company will, at its own expense, make the necessary amendments to bring the evaluation products to the required quality level.
25. OEV will also subject the evaluation report to an external post-hoc quality review to report independently on the quality, credibility and utility of the evaluation in line with evaluation norms and standards.

5. Phases and deliverables

26. Table four below highlights the main activities of the evaluation, which will unfold in five phases.

Table 4: Activities, deliverables and timeline by evaluation phase

Entity responsible	Activities	Key dates
PHASE 1 – PREPARATION		

OEV	Desk review, consultation and preparation of TOR	August- Sept
CO / RB	Stakeholders comments on TOR	23 – 30 Sep
OEV	❖ Final TOR	30 September
OEV	Evaluation company selection and contracting	1 Oct 2013
PHASE 2 – INCEPTION		
OEV	Management hand-over to the EM (including briefing on EQAS, expectations and requirements for the evaluation).	7 – 11 Oct 2013
EM	Evaluation team briefing on EQAS, expectations and requirements for the evaluation.	7 – 11 Oct 2013
ET	Desk review, initial consultation with the CO/RB, drafting of the Inception Package (including methodology and evaluation mission planning)	11-25 Oct 2013
EM	Quality Assurance of the Inception Package	30 Oct 2013
EM	❖ Final Inception Package	15 Nov 2013
PHASE 3 – EVALUATION MISSION		
CO	Preparation of the evaluation mission (including setting up meetings, arranging field visits, etc)	1 – 22 Nov
ET	Introductory briefing	25 Nov
ET	Interviews with key internal and external stakeholders, project site visits, etc	25 Nov – 15 Dec
ET	Exit debriefing / workshop	15 Dec
ET	❖ Aide memoire	15 Dec
PHASE 4 – REPORTING		
ET	Evaluation Report drafting	15 Dec – 20 Jan 2014
EM	Quality Assurance of draft Evaluation Report	20-25 Jan
EM	❖ Draft Evaluation Report	1 Feb
CO/RB/OEV	Stakeholders comments on Evaluation Report	1 – 15 Feb
EM	Comments matrix	15 - 20 Feb
ET	Revision of the Evaluation Report	20 -28 Feb
EM	❖ Final Evaluation Report	1 March
PHASE 5 – FOLLOW-UP		
CO/RB	Preparation of the Management Response	1 – 15 March
CO/RB	❖ Management Response	15 March
EM	❖ Evaluation brief	15 March
OEV	Post-hoc Quality Assurance	TBD
OEV	Publication of findings and integration of findings into OEV’s lessons learning tools.	Upon completion
OEV	Preparation of annual synthesis of operations evaluations.	June 2014

27. **Deliverables.** The evaluation company will be responsible for producing as per the timeline presented in table 4 above the following deliverables in line with the EQAS guidance and following the required templates:

- **Inception package (IP)** – This package focuses on methodological and planning aspects and will be considered the operational plan of the evaluation. It will present a preliminary analysis of the context and of the operation and present the evaluation methodology articulated around a deepened evaluability and stakeholders’ analysis; an evaluation matrix; and the sampling

technique and data collection tools. It will also present the division of tasks amongst team members as well as a detailed timeline for stakeholders' consultation.

- **Aide memoire** – This document (powerpoint presentation) will present the initial analysis from the data stemming from the desk review and evaluation mission and will support the exit-debriefing at the end of the evaluation phase.
- **Evaluation report (ER)** – The evaluation report will present the findings, conclusions and recommendations of the evaluation. Findings should be evidence-based and relevant to the evaluation questions. Data will be disaggregated by sex and the evaluation findings and conclusions will highlight differences in performance and results of the operation for different beneficiary groups as appropriate. There should be a logical flow from findings to conclusions and from conclusions to recommendations. Recommendations will be provided on what changes can be made to enhance the achievements of objectives and take the current CO's direction of travel into consideration. Recommendations will be limited in number, actionable and targeted to the relevant users. These will form the basis of the WFP management response to the evaluation.
- **Evaluation brief** – A two-page brief of the evaluation will summarise the evaluation report and serve to enhance dissemination of its main findings.

28. These deliverables will be drafted in French. The evaluation TOR, report, management response and brief will be public and posted on the WFP External Website (wfp.org/evaluation). The other evaluation products will be kept internal.

6. Organization of the Evaluation

6.1 Outsourced approach

29. Under the outsourced approach to OpEvs, the evaluation is commissioned by OEV but will be managed and conducted by an external evaluation company having a long-term agreement (LTA) with WFP for operations evaluation services. DARA will be contracted for this evaluation

30. The company will provide an evaluation manager (EM) and an independent evaluation team (ET) in line with the LTA. To ensure a rigorous review of evaluation deliverables, the evaluation manager should in no circumstances be part of the evaluation team.

31. The company, the evaluation manager and the evaluation team members will not have been involved in the design, implementation or M&E of the operation nor have other conflicts of interest or bias on the subject. They will act impartially and respect the code of conduct of the profession.

32. Given the evaluation learning objective, the evaluation manager and team will promote a participatory evaluation process. Yet, to safeguard the independence of the evaluation, WFP staff will not be part of the evaluation team or participate in meetings with external stakeholders if the evaluation team deems that their presence could bias the responses.

6.2 Evaluation Management

33. The evaluation will be managed by the company's Evaluation Manager for OpEvs (as per LTA), Belen Diaz. The EM will be responsible to manage within the given budget the evaluation process in line with EQAS and the expectations spelt out in these TOR and to deliver timely evaluation products meeting the OEV standards. In particular, the EM will:

- Mobilise and hire the evaluation team and provide administrative backstopping (contracts, visas, travel arrangements, consultants' payments, invoices to WFP, etc).
- Act as the main interlocutor between WFP stakeholders and the ET throughout the evaluation and generally facilitate communication and promote the participatory evaluation process.

- Support the evaluation team by orienting members on WFP, EQAS and the evaluation requirements; providing them with relevant documentation and generally advising on all aspects of the evaluation to ensure that the evaluation team is able to conduct its work.
- Ensure that the evaluation proceeds in line with EQAS, the norms and standards and code of conduct of the profession and that quality standards and deadlines are met.
- Ensure that a rigorous and objective quality check of all evaluation products is conducted ahead of submission to WFP. This quality check will be documented and an assessment of the extent to which quality standards are met will be provided to WFP.
- Provide feedback on the evaluation process as part of a 360 assessment of the evaluation.

6.3 Evaluation Conduct

34. The evaluation team will conduct the evaluation under the direction of the evaluation manager. The team will be hired by the company following agreement with OEV on its composition.

35. **Team composition.** The evaluation team is expected to include 2-3 members, including the team leader. It should be composed of women and men of mixed cultural backgrounds including nationals of the country or region. All team members should have refugee and Sahelian experience and be fluent in French. All evaluation products will be in French. The need for interpreters should be considered.

36. **Team competencies.** The team will be multi-disciplinary and include members who together include an appropriate balance of expertise and practical knowledge in:

- Emergency relief notably within displacement contexts.
- Food security/Livelihoods (including familiarity with the cash and voucher modality), nutrition and protection in refugee contexts.
- Emergency coordination frameworks and partnerships.

37. All team members should have strong analytical and communication skills; evaluation experience and familiarity with the country or region.

38. **The Team leader** will have technical expertise in one of the technical areas listed above as well as expertise in designing methodology and data collection tools and demonstrated experience in leading similar evaluations. She/he will also have leadership and communication skills, including a track record of excellent French writing and presentation skills.

39. Her/his primary responsibilities will be: i) defining the evaluation approach and methodology; ii) guiding and managing the team during the evaluation process; iii) leading the evaluation mission and representing the evaluation team in meetings with stakeholders; iv) drafting and revising, as required, the inception package, aide memoire and evaluation report in line with EQAS; and v) provide feedback to OEV on the evaluation process as part of a 360 assessment of the evaluation.

40. **The team members** will bring together a complementary combination of the technical expertise required and have a track record of written work on similar assignments.

41. Team members will: i) contribute to the design of the evaluation methodology in their area of expertise based on a document review; ii) conduct field work; iii) participate in team meetings and meetings with stakeholders; iv) contribute to the drafting and revision of the evaluation products in their technical area(s) and v) provide feedback on the evaluation process as part of a 360 assessment of the evaluation.

7. Roles and Responsibilities of WFP Stakeholders

42. **The Regional Bureau.** The RB management will be responsible to:

- Assign a focal point for the evaluation to liaise with the OEV focal point during the preparation phase and with the company evaluation manager thereafter, as required.
- Provide the evaluation manager with documentation and information necessary to the evaluation.
- Facilitate the team's contacts with regional stakeholders and coordinate field visits in the three countries.
- Participate in a number of discussions with the evaluation team on the evaluation design and on the operation, its performance and results, including a briefing and debriefing (possibly done in the form of a workshop).
- Provide comments on the TORs and the evaluation report.
- Prepare the management response to the evaluation and track the implementation of the recommendations.
- Provide feedback to OEV on the evaluation process as part of a 360 assessment of the evaluation.

43. **The Country Offices.** The COs will be responsible to:

- Provide relevant documentation and information necessary to the evaluation (via the RB coordination unit); facilitate the team's contacts with local stakeholders; set up meetings, field visits; provide logistic support during the fieldwork; and arrange for interpretation, if required.
- Participate in a number of discussions with the evaluation team on the evaluation design and on the operation, its performance and results and participate (possibly via teleconference to the exit debriefing).
- Comment on the TORs and the evaluation report, as required by the RB.
- Input into the management response to the evaluation, as required.

44. **Headquarters.** Some HQ divisions might, as relevant, be asked to discuss WFP strategies, policies or systems in their area of responsibility and to comment on the evaluation TOR and report. These include: Operations Department (OM), Policy and Programme Innovation Division (OSZ), Emergency Preparedness and Response (OMEPR), Procurement Division (OSP), Logistics Division (OSL), Government Partnership Division (PGG).

45. **The Office of Evaluation.** OEV is responsible for commissioning the evaluation and Claire Conan, senior Evaluation Officer is the OEV focal point. OEV's responsibilities include to:

- Set up the evaluation including drafting the TOR in consultation with concerned stakeholders; select and contract the external evaluation company; and facilitate the initial communications between the WFP stakeholders and the external evaluation company.
- Enable the company to deliver a quality process and report by providing them with the EQAS documents including process guidance and quality checklists as well as orient the evaluation manager on WFP policies, strategies, processes and systems as they relate to the operation being evaluated.
- Comment on, and approve, the evaluation report.
- Submit the evaluation report to an external post-hoc quality assurance process to independently report on the quality, credibility and utility of the evaluation and provide feedback to the evaluation company accordingly.
- Publish the final evaluation report (together with its quality assessment) on the WFP public website and incorporate findings into an annual synthesis report, which will be presented to WFP's Executive Board for consideration as well as in other lessons-learning platforms, as relevant.
- Conduct a 360 assessment (based on an e-survey) to gather perceptions about the evaluation process and the quality of the report to be used to revise the approach, as required.

8. Communication and budget

8.1. Communication

46. Issues related to language of the evaluation are noted in sections 6.3 and 5, which also specifies which evaluation products will be made public and how and provides the schedule of debriefing with key stakeholders. Section 7 describes how findings will be disseminated.

47. To enhance the learning from this evaluation, the evaluation manager and team will also emphasize transparent and open communication with WFP stakeholders. Regular teleconferences and one-on-one telephone conversations between the evaluation manager, team and RB and when relevant COs' focal point(s) will assist in discussing any arising issues and ensuring a participatory process.

8.2. Budget

48. **Funding source:** The evaluation will be funded in line with the WFP special funding mechanism for Operations Evaluations (Executive Director memo dated October 2012). The cost to be borne by the RB/COs, if applicable, will be established by the WFP Budget & Programming Division (RMB). The total cost of the evaluation will be included in the final TORs.

49. **Budget:** The budget will be prepared by the company (using the rates established in the LTA and the corresponding template) and approved by OEV. For the purpose of this evaluation the company will use the management fee corresponding to a medium operation.

Please send queries to Claire Conan, OEV at Claire.conan@wfp.org, 00 30 06 65 13 34 80.

Acronyms

BR	Budget Revision
ALNAP	Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action
CO	Country Office (WFP)
DAC	Development Assistance Committee
EB	(WFP's) Executive Board
EQAS	Evaluation Quality Assurance System
EM	Evaluation Manager
EMOP	(WFP) Emergency Operation
ER	Evaluation Report
ET	Evaluation Team
GFD	General Food Distribution
HQ	Headquarters (WFP)
IP	Inception Package
LTA	Long-Term Agreement
NGO	Non-Governmental Organisation
MDG	Millennium Development Goals
M&E	Monitoring and Evaluation
Mt	Metric Ton
OEV	Office of Evaluation (WFP)
OpEv	Operation Evaluation
RB	Regional Bureau (WFP)
TOR	Terms of Reference
UN	United Nations
UNCT	United Nations Country Team
UNEG	United Nations Evaluation Group
WFP	World Food Programme

2. Annexe 4: Méthodologie ; Annexe 5: Matrice d'Evaluation) :
- Question 1: Quelle est la pertinence de l'opération?
 - Question 2: Quels sont les résultats de l'opération?
 - Question 3: Pourquoi et comment l'opération produit-elle les résultats observés?
3. L'évaluation porte sur l'ensemble de l'EMOP régionale 200438 et couvre la période de juin 2012 à décembre 2013. Néanmoins, l'appui fourni en 2012 et 2013 aux personnes déplacées au Mali n'est analysé que sur la base des informations fournies dans les Rapports Standards de Projet (RSP) du PAM de 2012 et 2013. Pendant la mission de terrain (27 Février – 17 Mars 2014), l'attention a été portée exclusivement sur les activités de l'EMOP menées au Niger, en Mauritanie et au Burkina Faso (voir Annexe 7: Calendrier de Mission; Annexe 8: Liste de personnes rencontrées).
4. Globalement, la mission de terrain s'est bien passée et n'a pas fait face à des contraintes majeures pour la collecte et l'analyse de l'information. Parmi les contraintes qui ont affecté de manière mineure l'organisation du travail, les distances et les temps de parcours importants pour arriver aux sites et aux camps ont limité le temps de présence de l'équipe sur chaque site à un jour maximum, et souvent seulement à quelques heures. Au Niger et en Mauritanie, les plans de voyages ont été déterminés par les horaires des vols d'UNHAS. Certains rapports n'ont pas été disponibles ou ont été difficiles à obtenir. Néanmoins, les membres de l'équipe sont parvenus à trianguler et vérifier les informations dans la mesure du possible, et à clarifier les incohérences et inconsistances de certaines informations, lorsque cela s'est produit.

1.2. Contexte de la Crise Malienne

5. Le Mali se trouve au cœur de l'Afrique de l'Ouest et s'étend du Sahara, au Nord, à la zone soudano-guinéenne, au sud, en passant par le Sahel, au centre. Le contexte humanitaire du Mali se caractérise d'une part par les effets persistants de la crise nutritionnelle et de la sécheresse de 2011, et d'autre part par les conséquences des violences dans le nord d'une ampleur sans précédents, qui ont affecté autour de 1,7 millions de personnes vivant dans les localités de Gao, Kidal et Tombouctou, et qui ont provoqué le déplacement d'environ 400.000 de personnes¹¹. Ces déplacements massifs se sont produits à l'intérieur du Mali mais aussi et principalement vers le Niger, la Mauritanie et le Burkina Faso des pays voisins déjà fragilisés par la sécheresse et la pauvreté.

Le contexte politique de la Crise Malienne

6. Le Mali n'a pas connu une seule crise, mais au moins trois, qui coïncident dans le temps, s'alimentent entre elles, et affectent la stabilité des pays limitrophes :
- Crise sécuritaire : la présence des groupes armés islamistes sur toute la frange occidentale du Sahara-sahel et l'augmentation du narcotrafic depuis les années 2000, ont converti cette espace en un enjeu sécuritaire majeur pour les pays de la zone et pour la communauté internationale.
 - Conflit armé interne : le soulèvement du Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) en janvier 2012¹², réclamant l'indépendance

¹¹ Nations Unis. Mali Appel Global 2013

¹² La rébellion Touareg a eu lieu dans la période de janvier à avril 2012 lorsque le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad exigea l'obtention de l'indépendance pour la région du Nord du Mali. Le MNLA était formé par des anciens insurgés et un nombre significatif de Touaregs rentrés de Lybie fortement armés, après la chute de Gaddafi, où ils avaient combattu pendant de nombreuses années. Après avoir expulsé l'armée malienne en quelques semaines, le MNLA, indépendantiste laïque, s'est confronté avec les groupes islamistes Ansar Dine et MUJAO (Mouvance pour le Jihad en Afrique de l'Ouest) provenant

du territoire de l'Azawad, a menacé l'unité territoriale du pays, la stabilité nationale et pose la question de l'articulation du Mali avec les Touaregs sur le long terme.

- *Crise institutionnelle* : déclenchée par le coup d'état du Capitaine Amadou Sanogo le 21 Mars 2012 qui déchaoua le Président ATT à quelques semaines des élections¹³.

Conséquences humanitaires

7. Les déplacements massifs se sont produits en trois vagues principales de population. Autour de 400.000 personnes ont fui le nord du Mali lorsque les combats ont commencé en janvier 2012. Au mois de mars, suite au Coup d'Etat, il s'est produit une nouvelle vague de déplacements fuyant également l'introduction de la Sharia dans la région du nord. Début 2013, après l'intervention militaire internationale, les réfugiés ont continué de croiser la frontière vers les pays voisins. Finalement, les élections présidentielles au Mali en Juillet-Août 2013 ont entraîné de nouveaux mouvements d'aller-retour.

8. En l'absence d'un recensement exhaustif, le HCR planifie sur les estimations suivantes: a) Mali : autour de 200.000 personnes se seraient déplacées à l'intérieur du pays; b) Niger : 50.000 Maliens se sont réfugiés, trois camps dans la région de Tillabéry ont été ouverts en 2012, et deux « zones d'accueil » ont été ouvertes dans la région de Tahoua en 2013¹⁴; c) Burkina Faso : 45.700 Maliens ont trouvé refuge, principalement dans les villes de Bobo-Dioulasso et Ouagadougou (65% des réfugiés), ou dans des villages d'accueil dans les provinces du Sahel au nord du pays. Trois camps consolidés¹⁵ ont également été habilités par le HCR dans ces provinces; d) Mauritanie : autour de 70.000 Maliens se seraient réfugiés en Mauritanie. La presque totalité d'entre eux est installée dans le camp de réfugiés de Mbéra habilité par le HCR dans la région de Hodh el Chargui ; e) Autres pays d'accueil : un plus petit nombre de maliens auraient trouvé refuge en Guinée et au Togo (autour de 5.000 au total), la plupart dans des familles d'accueil ou dans le milieu urbain.

L'assistance internationale aux réfugiés maliens et aux déplacés internes

9. Le HCR et les agences humanitaires fournissent l'assistance humanitaire et la protection aux réfugiés et aux déplacés depuis le début de la crise, et malgré des difficultés importantes d'accès (espace humanitaire et logistique), d'insécurité dans la région, et de limites budgétaires de 'L'appel d'urgence 2012'¹⁶ (123,7 millions de Dollars). Les projets humanitaires ont pour objectif général de réduire la mortalité et la morbidité des réfugiés, soutenir les communautés affectées par les effets de la crise, contribuer à la protection des personnes vulnérables, et renforcer les capacités de résilience des réfugiés et des communautés hôtes.

10. Bien que le HCR n'appelle pas à une rapatriation volontaire, avec l'exception de la Mauritanie les ménages de réfugiés qui commencent à retourner dans le nord sont assistés pour faciliter leur réinstallation. Les principaux scénarios de la communauté

d'une scission d'avec Al Qaeda au Magreb Islamique. En juillet 2012, le MNLA a perdu le contrôle des trois principales villes du nord (Kidal, Gao et Tombouctou) en faveur du MUJAO, d'AQMI et d'Ansar Dine.

¹³ Le Coup d'Etat fut unanimement condamné par la communauté internationale et entraîna des sanctions par les pays voisins. Le soulèvement militaire répondait au mécontentement d'une partie de l'armée en raison de la faible réponse de Bamako face au défi séparatiste du Nord. Le coup entraîna une crise institutionnelle et limita encore plus la capacité de réponse de l'armée, ce qui facilita en définitive la prise du pouvoir au Nord par le MLNA.

¹⁴ Les camps du Niger s'appellent Abala, Mangaize et Tabareybarey, les zones d'accueil sont Intikane et Tazalit.

¹⁵ Les camps au Burkina Faso sont Goudoubo, Mentao et Sag-nioniogo.

¹⁶ UNHCR Emergency Response Appeal Mali Situation 2012 <http://www.unhcr.org/pages/4f79a77e6.html>

humanitaire¹⁷ tablent cependant sur une présence prolongée des réfugiés (persistance de poches d'instabilité et de l'insécurité au nord du Mali), ainsi que sur la persistance de la crise alimentaire et nutritionnelle.

1.3. Descriptif de l'Opération

11. L'EMOP 200438 a été approuvée le 16 mai 2012 et a démarré le 1^{er} juin 2012. Cette opération cherche :

- à prévenir une détérioration de la situation de sécurité alimentaire des personnes déplacées et des réfugiés maliens, au travers des Distributions Générales de Vivres (DGV) et des transferts Monétaires et Bons Alimentaires (TM&BA)
- à éviter une détérioration de la malnutrition chez les enfants de 6 à 23 mois par la Supplémentation Alimentaire Systématique (SAS) et le traitement de la Malnutrition Aigüe Modérée (MAM) chez les enfants de 6 à 23 mois et les femmes enceintes et allaitantes par la fourniture de Supplémentation Alimentaire Ciblée (SAC).

12. Initialement, l'EMOP 200438 devait prendre fin le 31 décembre 2012 et avait un budget de 78.884.181 dollars. Elle couvrait les personnes déplacées au Mali ainsi que les réfugiés maliens au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie. Des modifications ont été introduites lors de quatre révisions budgétaires:

- Première révision (RB1) : augmentation du budget porté à 80.837.378 dollars afin de couvrir des coûts de transport plus élevés que prévu.
- Seconde révision (RB2) : Extension de la durée de l'opération jusqu'au 31 décembre 2013, et ciblage de l'EMOP exclusivement sur les réfugiés. Les personnes déplacées au Mali ont été couvertes à partir de là par une EMOP séparée au Mali. Le budget a également été augmenté et porté à 148.028.063 dollars.
- Troisième révision (RB3) : diminution du budget, à 136.872.518 dollars, suivant la baisse du nombre de réfugiés estimés.
- Quatrième révision (RB4) : cette révision est restée à l'état de projet et n'a pas été approuvée.
- Cinquième révision (RB5 - Janvier 2014) : augmentation du budget, à hauteur de 170.300.313 dollars.

13. Selon le site internet du PAM, début 2014, 55,3% des besoins de financement de l'EMOP étaient satisfaits; le premier donateur était l'USAID, couvrant presque 20% du total des donations reçues. Les autres donateurs qui ont apporté des contributions significatives sont la Commission Européenne (3.8% des donations), le Japon (3.5%), et le Royaume Uni (3.4%).

14. Le PAM a travaillé en partenariat avec les gouvernements hôtes, qui définissent le cadre général de la prise en charge des réfugiés, et avec des ONGs nationales et internationales pour la mise en œuvre des activités. Dans les pays où les programmes nutritionnels ont été mis en œuvre par les structures publiques, un partenariat opérationnel a été établi avec les Ministères de la Santé. En Mauritanie, le manque de disponibilité des ONGs s'est révélé être une contrainte, et le PAM a dû établir une coopération plus forte avec le Ministère de la Santé pendant les premiers mois. Les

¹⁷ Voir notamment CAP 2013 Mali

ONGs qui ont participé à la mise en œuvre de l'opération sont listées par pays dans le Tableau 1 ci-dessous.

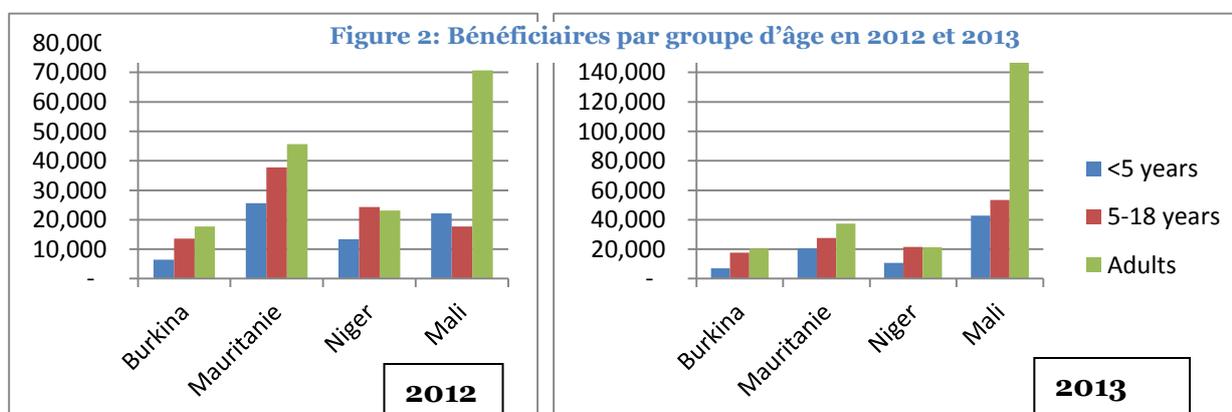
Tableau 1: Partenaires non gouvernementaux dans les trois pays

Activité	Niger	Mauritanie	Burkina Faso
DGV Réfugiés	ACTED, Plan, CRN, APBE	CSA	IEDA Relief, Croix Rouge Burkinabe
DGV pop. hôte	ACTED, Plan, CRN, APBE		
TM&BA	Islamic Relief, ACTED		MICROFI
SAC	ACTED; Islamic Relief, Plan, AKARASS, Ministère de la Santé	ADICOR, Ministère de la Santé	SCF-UK (Goudebou)
SAS	ACTED; Islamic Relief, Plan, AKARASS	Ministère de la Santé ACF	IEDA Relief (Goudebou)
Cantines scol.	-	INTERSOS	PLAN Intl

15. Dans le cadre de cette EMOP, en 2012 le PAM a appuyé 317.949 bénéficiaires au total, dont 51% de femmes. En 2013, le nombre total était de 431.163 bénéficiaires, dont 53% de femmes (Figure 1). 247.215 d'entre eux étaient des déplacés internes au Mali. En 2013, 213.374 personnes ont bénéficié de la DGV et/ou des actions TM&BA, 14.558 enfants ont bénéficié des cantines scolaires, et 14.558 femmes enceintes ou allaitantes ont reçu des rations de supplémentation alimentaire ciblée. A partir de Janvier 2013, l'EMOP n'était pas destiné à couvrir Mali, mais le programme a continué pendant quelques mois sur la base des stocks de produits alimentaires qui étaient déjà dans le pays. Les stocks restants de 2012 de la partie Mali de cet EMOP ont été distribués au début de 2013. Au Mali les activités en 2013 ont par ailleurs été menées dans le cadre Mali EMOP 200525. La Figure 2 présente le nombre de bénéficiaires par groupe d'âge en 2012 et 2013.

Figure 1: Bénéficiaires par groupe d'âge

	2012	2013
<5 ans	67,493	80,788
5-18 ans	93,280	120,067
Adultes	157,176	230,308
Totale	317,949	431,163
% Femmes	51%	53%



2. Résultats

2.1 Pertinence de l'Opération

2.1.1. Pertinence au regard des besoins¹⁸

16. Avec cette EMOP, le PAM s'attaque à des besoins humanitaires essentiels pour les réfugiés dans les trois pays d'accueil. Les Missions d'Evaluation Conjointes (JAM en anglais) réalisées courant 2013 confirment cela (voir Annexe 9 : Résultats des Missions d'Evaluation Conjointes dans les trois pays hôtes). Les réfugiés sont les premiers bénéficiaires de l'opération, mais la population hôte voit dans de nombreux cas les effets positifs de l'amélioration et de la gratuité de l'accès à la santé, aux services de nutrition ou à l'eau, de même que de l'augmentation de leurs revenus qui résulte de la disponibilité accrue en main d'œuvre et des opportunités commerciales avec les réfugiés.

17. L'évaluation des besoins a été affectée par le manque d'information fiable sur le nombre de réfugiés au démarrage de l'EMOP. Cette contrainte s'est maintenue au cours de la mise en œuvre de l'intervention, en particulier en Mauritanie. Elle est maintenant en voie de résolution avec la réalisation d'une vérification avec mesures biométriques. Le nombre réel de réfugiés est dans la plupart des cas inférieur aux planifications (jusqu'à 40% inférieur au Burkina Faso - voir la Fiche Résumée de l'Opération), comme le montre le Tableau ci-dessous.

Tableau 3: Population par niveau d'enregistrement et bénéficiaires atteints

Pays	2012			2013	
	Enregistrement niveau 1	Enregistrement niveau 2	Bénéficiaires atteints	Enregistrement niveau 3	Bénéficiaires atteints
Burkina Faso	107.927	34.877	37.626	33.000	45.202
Niger	60.000	54.000	60.909	49.000*	53.367
Mauritanie	100.000	54.117	108.953	60.000*	85.379
Total	277.927	142.994	207.488	125.500	183,948

* = Estimations non confirmées (enregistrement biométrique en cours)

Source: HCR

18. Les bénéficiaires ont indiqué qu'ils ont été peu consultés lors de la formulation de l'opération¹⁹, de même que pour sa mise en œuvre. C'est vrai que les standards de la DGV (la composition du panier alimentaire) ne laissent pas beaucoup de flexibilité pour le choix des denrées alimentaires préférées des bénéficiaires, et qu'il y avait une certaine différence entre les préférences alimentaires (du lait, de la viande) et les aliments en dedans des rations générales du PAM. L'introduction des transferts monétaires a permis aux bénéficiaires d'avoir un choix plus grand. Cependant, un certain nombre de réfugiés, en particulier au Burkina Faso, ont fait valoir leur insatisfaction vis-à-vis des transferts monétaires (et le fait qu'ils n'ont pas été consultés sur cette modalité). Pour la DGV, un certain nombre de réfugiés se sont plaints des longues distances à parcourir pour se rendre aux sites de distribution,

¹⁸ Voir: Annexe 9: Résultats des missions conjointes d'évaluation dans les trois pays d'accueil .

¹⁹ L'EMOP a été développé comme une réponse d'urgence rapide ce qui a laissé peu de temps pour la consultation. Le document a été préparé par le Bureau régional et même les Bureaux Pays ont été impliqués seulement de manière limitée.

entraînant des coûts de transport importants et obligeant à abandonner temporairement les activités génératrices de revenus (principalement les animaux) pour être présent physiquement lors des distributions..

19. Dans la plupart des camps ciblés par le PAM, au début quand l'EMOP a commencé il y avait des évaluations des besoins d'urgence, mais avec pas tellement d'information au regard du ciblage précis et des activités liées à la nutrition. Les niveaux de malnutrition étaient élevés dans tous les pays au démarrage de l'opération (voir chapitre 2.2), mais avec des différences importantes entre pays voir entre camps, alors que les causes sous-jacentes de la malnutrition n'étaient pas clairement comprises. La plupart de bénéficiaires rencontrés ont confirmé que l'alimentation constituait leur premier besoin, mais certains d'entre eux (principalement des femmes) ont également fait valoir leur préférence dans le futur pour recevoir un appui pour le développement d'activités génératrices de revenus au travers de formations ou de projets « Food dor Asset » (FFA).

20. La majorité des bénéficiaires rencontrés se sont plaint de la taille des rations, en particulier de la quantité actuelle de riz distribuée (12 kg). Les réfugiés comprennent que la ration est basée sur des standards prédéfinis, et qu'elle doit en principe être suffisante pour couvrir les besoins nutritionnels. Les rations du PAM sont basées sur des standards prédéfinis et acceptés au niveau international. En théorie, elles doivent être suffisantes pour satisfaire les besoins nutritionnels. Dans les camps où il n'y a pas eu de composante de transferts monétaires / bons alimentaires, de nombreux réfugiés doivent vendre une partie de la ration pour couvrir des besoins non alimentaires non couverts (ou plus couverts) par le HCR, ou pour acheter d'autres produits alimentaires (comme le sucre, le thé, le lait ou la viande).

21. Au cours de cette EMOP les activités mises œuvre ont été adaptées à l'évolution des besoins. La décision d'intégrer la SAS a été prise sur la base des taux élevés de MAG. La SAS est distribuée parallèlement à la DGV, ce qui conduit à une certaine duplication de ration pour les enfants ciblés. Le Tableau 4: Taux de Malnutrition Aiguë Globale (MAG) dans les camps couverts Tableau ci-dessous montre que les taux de MAG étaient au-delà du seuil de situation nutritionnelle critique de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) (15%, ou 10% s'il ya des circonstances aggravantes) dans plusieurs camps ciblés par PAM au début de l'EMOP.

Tableau 4: Taux de Malnutrition Aiguë Globale (MAG) dans les camps couverts

Date	07-12	08-12	11-12	01-13	05/06-13	10-13	11-13	12-13	12-13
Source	SMART	UNICEF HCR	MSF	SMART	SMART	SMART	Save the Children	SMART	MSF & partenaires
<i>Mauritanie</i>									
M'Bera	20%		17%	13.3%		11.8%			
<i>Burkina Faso</i>							12%	10-12%	
Goudebou					24.5%				
Mentao					4.9%				
Sag Nioniogo					5.4%				
<i>Niger</i>									
Abala					17.1%				1-4%
Ayorou		15.5%			18.8%				
Mangaize		21.2%			21.1%				
ZAR Intikane					18.5%				

X % : pourcentages au-dessus du seuil de l'OMS.

22. Au Burkina Faso, dans le camp Goudebou le taux de MAG (24.5%) était très supérieur aux autres camps (qui avaient un taux de MAG autour de 5%). De ce fait, le

PAM a décidé de mettre en œuvre la SAS pour une période de 6 mois, à partir d'avril 2013. Fin 2013, l'estimation de la MAG à 10-12%, pouvait justifier l'arrêt de la SAS. Au Niger, où la malnutrition infantile était très élevée, et ne baissait pas malgré la mise en œuvre du programme de SAS, le PAM a décidé de distribuer des rations de produits frais pendant plusieurs mois.

23. L'alimentation scolaire a démarré de manière ponctuelle, et ne s'est pas basée sur une évaluation des besoins (le suivi de cette activité a également été très faible). Au cours d'entretiens de focus groupes réalisés dans le cadre de cette évaluation, des participants ont expliqué que l'alimentation scolaire n'influçait pas la décision des parents d'envoyer ou pas leurs enfants à l'école (bien qu'il s'agisse en théorie de l'objectif principal du PAM pour les actions d'alimentation scolaire). Une discussion a lieu actuellement au Niger entre ceux qui souhaitent le démarrage d'un programme d'alimentation scolaire, et ceux qui considèrent que les besoins alimentaires sont déjà couverts par la DGV. En Mauritanie, le démarrage des activités d'alimentation scolaire a été repoussé à janvier 2014.

2.1.2. Cohérence avec la stratégie globale du PAM

24. La fourniture d'assistance humanitaire est la colonne vertébrale de l'EMOP régionale. Le programme, tel qu'il est formulé, est pleinement cohérent avec le **Cadre de Résultats Stratégiques 2008-2013 du PAM**. L'EMOP régionale a été adaptée au cours de l'année 2013 au nouveau **Plan Stratégique 2014-2018 du PAM**.

25. Tous les objectifs de l'opération sont en ligne et s'insèrent dans l'**Objectif Stratégique 1 (OS 1) du PAM**, qui a pour but de "Sauver des vies et protéger les moyens d'existence pendant les urgences"²⁰ : a) améliorer la consommation alimentaire des ménages ciblés ; b) stabiliser les niveaux de malnutrition chez les enfants de 6 à 59 mois²¹; et c) stabiliser les effectifs de filles et de garçons à haut risque d'abandon de l'école primaire²² (objectif ajouté lors de la Révision Budgétaire 2).

26. Dans l'ensemble, l'EMOP régionale est cohérente avec le cadre d'entente (Memorandum of Understanding en anglais – MoU, 2011) établi entre le PAM et le HCR, et avec les politiques sectorielles du PAM. Les remarques suivantes peuvent être faites :

- a. Comme décrit dans le **MoU PAM-HCR**, dans les opérations d'assistance aux réfugiés, le PAM joue un rôle d'appui à la gestion du HCR²³, en lien avec le contexte des pays hôtes et lors du retour ou de la relocalisation²⁴. Dans cette

²⁰ L'EMOP est en particulier liée au But 3 de l'OS1, qui se concentre de manière explicite sur la fourniture d'assistance alimentaire aux réfugiés et déplacés internes (distributions alimentaires générales et ciblées, mais aussi des modalités comme les bons alimentaires et les transferts monétaires), et sur les interventions nutritionnelles d'urgence.

²¹ Dans la RB 5, cet objectif a été étendu à la "Réduction de la sous nutrition chez les enfants de 6 à 59 mois et chez les femmes enceintes et allaitantes" (afin d'adapter les objectifs de l'EMOP au Plan Stratégique 2014-2018).

²² Dans la RB 5, cet objectif a été modifié: "Restaurer l'accès aux services de base" (afin d'adapter les objectifs de l'EMOP au Plan Stratégique 2014-2018).

²³ Le MoU PAM-HCR (2011) spécifie que le gouvernement hôte est le premier responsable de la détermination du nombre de réfugiés, avec l'appui du HCR. L'estimation du nombre de réfugiés (et de retournés) éligibles pour l'assistance alimentaire et non alimentaire est réalisée conjointement par le HCR et le PAM en consultation avec le gouvernement. L'évaluation des capacités socio-économiques doit guider le ciblage et le développement de programmes d'appui aux moyens d'existence et à l'autosuffisance, en intégrant les besoins des femmes, des enfants et des autres groupes vulnérables. La révision périodique des besoins est réalisée au travers des JAM, dont les rapports doivent être finalisés un mois après la finalisation de la mission.

²⁴ Le Document Stratégique du PAM sur l'Aide Alimentaire et les Moyens d'Existence en Urgence (2003) mentionne que lors des opérations de réfugiés, les efforts pour préserver le capital et supporter les moyens d'existence peuvent être soumis à la contrainte de devoir créer des liens entre les moyens d'existence développés pendant le refuge avec les moyens d'existence développés lors du retour des réfugiés dans leur pays d'origine (ou lors de la relocalisation dans un pays tiers). Un aspect positif

disposition, c'est le HCR qui prend la responsabilité financière pour la dernière étape de transport de EDP jusqu'au FDP, et pour contracter des agences partenaires pour les distributions. Les révisions budgétaires 2, 3 et 5 intègrent des sections sur la ré-évaluation de la situation des réfugiés à la suite des exercices d'enregistrement dans les différents pays, et les résultats des enquêtes de Monitoring Post Distribution (PDM en anglais) et SMART. La RB 2 prévoit la réalisation d'une JAM par le PAM et le HCR courant 2013, dans les trois pays hôtes²⁵.

Ces missions ont effectivement eu lieu, mais les rapports ont été préparés avec beaucoup de retard, ce qui a réduit la pertinence de l'exercice comme base de planification et de coordination (voir Annexe 9 : Résultats des Missions Conjointes d'Evaluation dans les trois pays).

- b. La **Politique du PAM pour les Transferts Monétaires et les Bons Alimentaires** (2008, actualisée en 2011) prend en compte les urgences, les situations de crise prolongée, et les systèmes nationaux de protection sociale et de filets sociaux de protection²⁶. Le **MoU PAM-HCR** prévoit que les agences doivent s'accorder au niveau pays sur les modalités d'assistance et de distribution²⁷. La répartition des responsabilités doit se faire au cas par cas. Dans le document de projet de l'EMOP régionale, la mise en oeuvre de transferts monétaires et/ou de bons alimentaires est prévue, en fonction des résultats des enquêtes de marché.
- c. La **Politique de Nutrition du PAM** (2012) fait référence aux responsabilités conjointes du HCR et du PAM (MoU 2011) pour assurer la satisfaction des besoins nutritionnels des réfugiés au travers de distributions alimentaires. Cependant, elle ne fait pas de référence spécifique aux interventions nutritionnelles dans les contextes de réfugiés²⁸. Le cadre de référence est fourni par le **MoU PAM-HCR** : a) le HCR est responsable des évaluations nutritionnelles ; b) la mise en oeuvre de programmes de supplémentation alimentaire est décidée conjointement par le PAM et le HCR ; c) le HCR est responsable du traitement thérapeutique ; et d) la mise en oeuvre d'interventions de micronutriments est décidée conjointement par le HCR et le PAM. Le document de projet de l'EMOP et les RB sont cohérents avec ces dispositions.
- d. La **Politique d'Alimentation Sociale du PAM** (2009) met l'accent sur l'intérêt de cette modalité pour les filets sociaux de sécurité sociale établis dans les cadres de développement et pendant les périodes de choc. En revanche, elle ne mentionne pas cette modalité pour les situations de réfugiés²⁹. La version

mentionné est l'opportunité pour les réfugiés de baser leurs stratégies de moyens d'existence sur les marchés fonctionnels dans les camps, et sur des opportunités de travail ("*dans ou en dehors du camp*").

²⁵ Des missions JAM ont été réalisées au Burkina Faso (avril/mai 2013), en Mauritanie (Mai 2013) et au Niger (septembre 2013). L'équipe d'évaluation n'a eu accès qu'au rapport final de la JAM de Mauritanie, et à un rapport brouillon de la JAM Burkina Faso sans conclusions ni recommandations. Le rapport de la JAM Niger n'était pas prêt au moment de l'évaluation.

²⁶ La sélection des modalités de transferts monétaires / bons alimentaires dépend de facteurs internes (par exemple, les objectifs des programmes) et de facteurs externes (fonctionnement des marchés, disponibilité de mécanismes financiers de distribution, situation sécuritaire, coûts, préférence des bénéficiaires, entre autres facteurs).

²⁷ Les facteurs qui doivent être pris en compte sont la situation socio-économique et nutritionnelle des bénéficiaires, les pratiques culturelles, la disponibilité alimentaire, les perspectives d'autosuffisance, la disponibilité de sources d'énergie pour la préparation culinaire et d'équipement de mouture, et l'impact environnemental.

²⁸ Celles-ci sont : le traitement de la malnutrition aiguë modérée, la prévention de la malnutrition aiguë et de la malnutrition chronique, et la prise en charge des déficiences en micronutriments.

²⁹ La politique met l'accent sur les bénéfices que l'alimentation scolaire peut produire dans les domaines de la nutrition, de l'éducation (également en termes d'accès pour les filles et les OVCs), de la valeur des transferts pendant les chocs, et les bénéfices socio-économiques plus larges au travers des approvisionnements locaux et d'autres opportunités de développement.

révisée en 2013 de cette politique se focalise sur l'établissement de programmes nationaux liés à la production agricole³⁰; aucune référence n'est faite de l'alimentation scolaire au bénéfice des réfugiés. Le **MoU PAM-HCR** prévoit l'évaluation conjointe des besoins en alimentation scolaire et la mise en œuvre d'interventions conjointes si nécessaire (qui peuvent également inclure l'éducation secondaire)³¹. L'alimentation scolaire a été intégrée à l'EMOP lors de la RB 2 pour le Burkina Faso et la Mauritanie.

- e. La **Politique de Protection Humanitaire du PAM** (2012), est spécifiquement orientée sur la programmation d'une assistance alimentaire sûre et digne dans les situations de conflit et de désastre. Cette politique se réfère, entre autres, aux droits tels que décrits dans la réglementation relative aux réfugiés, et au manuel Sphere qui reconnaît le droit à ne pas souffrir de la faim comme base des interventions de sécurité alimentaire et de nutrition. La politique de protection reconnaît trois types de risques³²: contextuel, institutionnel et programmatique, tous bien pris en compte dans le document de projet de l'EMOP, et actualisés dans les RB2 et 5.
- f. Les objectifs de la **Politique de Genre du PAM** (2009) sont liés à l'intégration de l'approche du genre dans les politiques et programmes alimentaires et de nutrition, mais sans référence spécifique aux situations de réfugiés. Le **MoU PAM-HCR** prévoit que le HCR et le PAM collaborent pour promouvoir l'intégration du genre dans toutes les activités. Le document de projet de l'EMOP reflète largement ces dispositions, en particulier en spécifiant que les arrangements pour la mise en œuvre des actions doivent prendre en compte le genre, et en définissant des indicateurs de résultats du cadre logique désagrégés par sexe. Le cadre logique de la RB5 intègre l'égalité des sexes et le développement des capacités des femmes parmi les résultats et indicateurs transversaux (en lien avec le nouveau **Plan Stratégique 2014-2018**).

2.1.3. Cohérence avec les politiques nationales et régionales

27. Malgré la crise alimentaire existante et les capacités limitées du Burkina Faso, du Niger et de la Mauritanie, les trois pays ont ouverts leurs frontières et ont accordé le statut de réfugiés « *prima facie* » aux dizaines de milliers de maliens fuyant la violence. Un des enjeux principaux de la réponse humanitaire a été donc de porter assistance aux réfugiés tout en limitant les effets négatifs sur les pays d'accueil déjà fragilisés, c'est-à-dire, sur les populations autochtones, sur les programmes de développement en cours et sur les projets de lutte contre la crise alimentaire dans les trois pays.

28. Le PAM a su appuyer les dispositifs mis en place par les acteurs nationaux pour faire face à la crise des réfugiés soit à travers le renforcement des capacités locales soit, le plus souvent, par sa substitution en urgence. En même temps, le PAM a réussi à maintenir dans les trois pays une réponse alignée avec les politiques nationales de développement et de lutte contre la faim. L'EMOP s'est donc inscrite dans le cadre

³⁰ Les objectifs des programmes d'alimentation scolaire varient du transfert de revenus aux ménages en insécurité alimentaire, de l'amélioration de l'accès à l'éducation, à la réduction des déficiences en micronutriments.

³¹ Le HCR suit les inscriptions et l'assiduité à l'école. Si il est décidé de mettre en œuvre des actions d'alimentation scolaire, les bénéficiaires de la DGV ne devraient pas être exclus du bénéfice de repas à l'école.

³² Ces risques sont : a) risques contextuels sur lesquels le PAM a peu de contrôle ; b) risques institutionnels qui peuvent affecter le PAM au niveau institutionnel ; c) risques programmatiques comme la non atteinte des objectifs ou les nuisances produites sur les bénéficiaires ou autres personnes.

d'une stratégie globale et concertée de réponse contre les différentes crises affectant la région.

29. La **convergence entre l'EMOP et les politiques publiques** a été facilitée par l'existence préalable de systèmes de coordination sectorielle au niveau local, national et régional. Depuis octobre 2013 le Bureau Régional du PAM développe une Feuille de Route pour la construction d'une approche régionale "plus intégrée et cohérente" qui articule la contribution du PAM dans la lutte contre la malnutrition en Afrique de l'Ouest.³³

- Au **Niger**, le dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (**DNPGCA**), structure relevant du cabinet du Premier Ministre, a été un des mécanismes consultatifs avec les partenaires techniques et financiers du Gouvernement et l'Equipe Humanitaire Pays (EHP) avec la présence du PAM³⁴. Les régions affectées par l'arrivée des réfugiés faisaient l'objet d'interventions du PAM dans le cadre des projets existants antérieurs³⁵.
- Les autorités nationales du **Burkina Faso** ont également accordé une importance prioritaire à la crise malienne. Le PAM a coordonné le soutien dans le cadre des mécanismes de contingence existants qui cherchaient à appuyer les autorités nationales pour la mise en place d'une réponse efficace et coordonnée face à des éventuels catastrophes naturelles dans le pays.
- En **Mauritanie**, la communauté internationale a intensifié son soutien face à la crise alimentaire de 2011 au travers du programme gouvernemental d'action urgente EMEL (espoir) lancé en 2012. La présence de dizaines de milliers de réfugiés dans une région militarisée et stratégique a déclenché en janvier 2012 l'intervention des autorités nationales et locales en première instance. Le HCR puis le PAM ont pris le relais de la réponse humanitaire. Mais des tensions importantes sont survenues, en particulier sur la question de l'enregistrement des réfugiés ainsi que sur les mécanismes de distribution de l'aide.

Cohérence avec les autres programmes du PAM dans les pays destinataires

30. Globalement, l'EMOP prévoit que l'assistance aux réfugiés maliens suive les mêmes approches que les programmes du PAM au bénéfice des populations affectées par la sécheresse de 2011-2012 dans le Sahel. Ces programmes (EMOP et IPSR) ont consisté en des distributions alimentaires et des transferts monétaires et bons alimentaires ciblés, des transferts monétaires et en nature conditionnels (« cash/food for asset »), de la supplémentation alimentaire systématique ou ciblée, et de l'alimentation scolaire. L'assistance humanitaire du PAM aux réfugiés maliens reprend largement ces modalités, et est donc cohérente avec les programmes de réponse à la sécheresse. Il existe néanmoins une différence importante d'approche de ciblage, les réponses à la sécheresse étant dirigées vers les ménages les plus vulnérables, alors que le ciblage de l'assistance aux réfugiés est basé sur le statut et intègre tous les réfugiés enregistrés³⁶.

31. Depuis la fin de l'année dernière, les programmes d'appui aux communautés affectées par la sécheresse autour des camps et dans les zones d'accueil des réfugiés

³³ Feuille de Route pour une Approche Régionale pour l'Afrique de l'Ouest, Octobre 2013.

³⁴ Ce dispositif évolue en dispositif national de prévention et de gestion des crises et des catastrophes (DNPGCC).

³⁵ EMOP 200398 et PRRO 200051

³⁶ A l'exception des programmes de traitement de la malnutrition (SAC), qui ciblent les bénéficiaires sur la base de leur statut nutritionnel.

évoluent vers des programmes de mitigation de sécheresse. Ceux-ci sont dirigés par la Feuille de Route Régionale de Résilience en Afrique de l'Ouest qui est développée par le Bureau Régional et récemment publiée³⁷. Le Plan Stratégique Inter-Agence de Réponse 2014-2016, coordonné par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), également élaboré récemment, constitue un document de référence clé. En revanche, les approches et modalités mises en œuvre pour l'appui aux réfugiés maliens au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie n'ont pas évolué, bien que la crise malienne entre maintenant dans sa troisième année.

2.1.4. Cohérence avec les interventions d'autres acteurs

32. Les structures existantes avant le déclenchement de la crise, qui adoptaient l'approche globale de leadership par les clusters ou groupes de travail sectoriels, ont facilité la coordination initiale de l'opération d'urgence. Les mécanismes de coordination étaient fonctionnels dans la plupart des zones d'accueil des réfugiés au Niger et au Burkina Faso. Ces mécanismes de coordination existaient également en Mauritanie, mais la présence d'organisations internationales dans la région de Hodj el Chari était très limitée, voire inexistante, en raison des difficultés d'accès et des conditions de sécurité.

33. Les EHP, soutenues par OCHA, ont fonctionné au niveau national dans les trois pays. Sous la coordination du HCR, l'intervention du PAM s'est inscrite dans la réponse de l'EHP, et s'est alignée avec la coopération internationale dans le Sahel, notamment au travers des plans cadres UNDAF et des Appels Consolidés (CAP). La contribution positive du PAM dans ces mécanismes a été saluée par tous les acteurs interviewés dans les trois pays. Depuis 2014 le Plan Stratégique Régionale (non plus des CAP au niveau national) est focalisé sur le renforcement de la résilience dans les zones Sahéliennes. L'assistance aux réfugiés n'est pas intégrée à ce plan. Suite à l'arrivée des premiers réfugiés, le HCR a ouvert des bureaux et sous bureaux dans chaque pays et mis en place des réunions multisectorielles régulières pour la coordination des actions auprès des réfugiés³⁸.

34. Au Niger et au Burkina Faso, le PAM a mis à la disposition du HCR sa structure consolidée au niveau capitale et sous-national, ce qui a été très apprécié du HCR et a facilité par la suite la coordination entre les deux agences. En revanche, en Mauritanie le HCR s'est appuyé sur d'autres éléments pour bâtir sa présence dans le Hodh el Chargui (autorités locales, staff local recruté lors de la crise précédente dans la région, programme de soutien à l'enregistrement). La coordination entre le PAM et le HCR a été problématique au cours de cette première étape, ce qui a donné lieu à une inspection du Bureau Général d'Inspection pour chacune des deux agences. Le renouvellement du personnel cadre³⁹, et la mise en place de dispositifs constructifs de coordination entre les deux agences ont permis le rétablissement de relations

³⁷ La Feuille de Route Régionale de Résilience insiste sur la nécessité de renforcer mutuellement deux piliers des interventions : a) le développement du capital humain au travers de l'accès aux services nutritionnels de prévention et de traitement et à l'éducation ; b) le renforcement du capital et de l'accès à l'alimentation par la construction d'actifs communautaires, des projets générateurs de revenus, de l'accès aux marchés pour les petits producteurs, et de l'amélioration de la gestion des greniers villageois. Les programmes de réhabilitation et de préparation intègrent généralement des actions de vivres/argent pour actif, des programmes nutritionnels préventifs et curatifs, et de l'alimentation scolaire.

³⁸ Les réunions multisectorielles de coordination fonctionnent à l'échelle nationale deux fois par mois.

³⁹ Les Directeurs pays ont été remplacés en mars 2013 (PAM) et juin 2013 (HCR).

normales. Actuellement, les stratégies de mise en œuvre de la réponse humanitaire des deux agences sont alignées⁴⁰.

35. La satisfaction des besoins alimentaires et non alimentaires liés n'a pas toujours reçu la même attention (par exemple les ustensiles de cuisine ou le bois de chauffe⁴¹), malgré quelques exceptions notables (voir chapitre 2.2.1. Distributions Générales de Vivres).

2.2. Résultats de l'Opération

2.2.1. Distributions Générales de Vivres⁴²

36. Comme défini dans le MoU PAM-HCR, dans les trois pays, le PAM a ciblé les bénéficiaires identifiés par le HCR. L'estimation du nombre de bénéficiaires a dépendu en grande partie des exercices d'enregistrement successifs réalisés par le HCR et ses partenaires. Il faut noter que le passage entre les niveaux 1 et 2 d'enregistrement des réfugiés a montré des variations très importantes, allant jusqu'à 68% de différence dans le cas du Burkina Faso⁴³, de 51% en Mauritanie, et de 10% au Niger.

37. Ces différences ont affecté considérablement la planification des activités, et en particulier la programmation du pipeline. D'une manière générale, sur l'ensemble des deux années, le PAM n'a distribué que 56,08% du tonnage planifié dans l'EMOP. L'écart positif entre le tonnage acheminé et le nombre réel de bénéficiaires dans chaque pays a néanmoins permis de combler le manque de financement. Du fait de nombreuses difficultés opérationnelles spécifiques à la Mauritanie, abordées en détail en annexe, les cycles des DGV ont été irréguliers en 2012, avec des périodes supérieures à un mois entre les distributions, ce qui a affecté les apports calorifiques prévus.

Tableau 2: Nombre de bénéficiaires planifiés et atteints

Pays	2012			2013		
	Planifié	Réalisé	Réalisé/planifié	Planifié	Réalisé	Réalisé/planifié
Burkina Faso	100.000	37.626	37.63%	90.000	45.202	50.11%
Niger	95.000	108.953	114.69%	114.000	85.397	74.89%
Mauritanie	60.000	60.909	101.52%	107.000	53.367	49.88%
Total	255.000	207.848	81.37%	311.000	183.948	59.18%

Source RSP PAM

38. Ces écarts ne doivent pas cacher une efficacité générale satisfaisante du système de distribution du PAM. On constate en effet que si le volume total de vivres distribués s'établit à 68,9 % des prévisions, les livraisons représentent presque 100% des plans opérationnels de chaque distribution, ce qui traduit une très bonne efficacité globale du dispositif de mise en œuvre sur le terrain dans les trois pays.

⁴⁰ Comme le montre le développement du Plan d'Action Conjoint, les nouveaux SOP conjoints, le MOU tripartite pour les DGC, des mécanismes de monitoring conjoints, et la mise en place d'une coordination constructive entre les deux agences au niveau capital ou la signature conjointe de la note de presse alertant de la situation financière de l'opération.

⁴¹ Le programme pilote de distribution de gaz qui se met en place actuellement à Abala, Niger, est un bon exemple de complémentarité.

⁴² Une description plus détaillée de la composante DGV est fournie en Annexe 10: Analyse Additionnelle : Distribution Générale de Vivres.

⁴³ http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SS_2012_BFA_1107_bis.pdf

39. Il faut cependant signaler qu'il a été difficile de baser l'analyse des résultats sur des chiffres fiables, en raison d'une faiblesse générale du système de suivi et de compilation des données. La base des résultats provient des données fournies par le PAM, après introduction dans le système de gestion commun (COMPAS, WINGS), ou au travers d'une capitalisation au niveau des bureaux pays ou du bureau régional (RSP, tableaux divers, fiches Excel).

Adéquation de la Ration alimentaire

40. La ration alimentaire prévue pour la DGV a été conforme aux standards nutritionnels en termes de quantités, de composition (céréales, huile, légumineuse, et sel), de contenu calorifique et de qualité⁴⁴. Du fait de l'importance des volumes requis ainsi que de l'urgence, le PAM a dû accepter de s'approvisionner en fonction des disponibilités de ses fournisseurs, d'où une certaine diversité dans les denrées distribuées dans les trois pays.

41. Au début de l'opération, le panier alimentaire, et en particulier le CSB, n'était pas adapté aux préférences alimentaires des réfugiés. Les aliments de base des populations du nord du Mali, qui constituaient la quasi-totalité de la consommation calorifique avant le déplacement⁴⁵, sont le lait et la viande, complétés par des céréales, du sucre et des dattes. On comprend alors une forte résistance en particulier au CSB, relative non seulement aux habitudes alimentaires de ces populations, mais aussi car les réfugiés ne savaient pas comment préparer les aliments distribués⁴⁶. Avec le temps le CSB+ a été mieux accepté. Le manque de diversité alimentaire du régime reste un problème.

42. La part de la ration vendue, échangée ou remboursée est très faible sur l'ensemble des camps (inférieure à 3% de la ration d'après les enquêtes PDM réalisées fin 2013 dans les trois pays, ce qui est un très bon résultat). En revanche, cet indicateur n'est pas tout à fait concordant avec les observations recueillies sur le terrain par l'équipe d'évaluation, ni avec les résultats d'autres composantes du PDM, qui montrent que les familles les plus vulnérables sont amenées à vendre une partie de leur ration pour prendre en charge les coûts de transports, l'achat du bois de chauffe, l'achat de condiments (viande, lait, thé...) ou le remboursement de dettes.

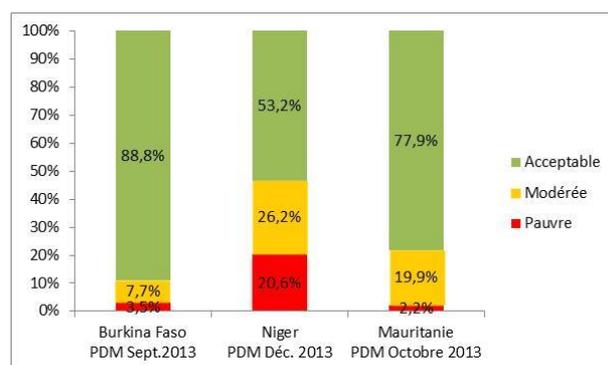
Impact sur la sécurité alimentaire

43. Dans les trois pays, l'EMOP a eu un impact positif en termes d'amélioration de la situation alimentaire des populations bénéficiaires. Cependant, malgré l'intensité de l'assistance, le taux d'insécurité alimentaire sévère reste élevé dans l'ensemble des camps du Niger, très loin de l'objectif établi.

⁴⁴ Dans les trois pays la ration prévue par personne et par mois se composait au début de l'opération de riz étuvé (12kg), haricots (3kg), CSB+ (1,5 kg), huile (0,75l) et sel (0,15 kg). Mêmes quantités aussi pour le Burkina Faso mais avec 3kg de CSB et 1,5 KG de haricots. Depuis septembre 2013, dans le cadre du programme TM&BA au Burkina Faso, la moitié de la ration a été remplacée par un montant de 3.500 CFA pour les bénéficiaires du programme de transferts monétaires.

⁴⁵ C'est le cas en particulier des populations habitants le camp de Mbéra, composées essentiellement de touareg et arabes pour qui la consommation de lait est un élément essentiel du régime alimentaire et de la culture.

⁴⁶ Les PDM ont montré que les réfugiés ne connaissaient pas le produit et ne savaient pas comment le préparer, ce qui a entraîné au début des diarrhées. Le CSB était parfois confondu avec une recette de soupe froide locale en Mauritanie, et 71% des réfugiés au Burkina Faso signalent des difficultés liés à la préparation du CSB (PDM Septembre-octobre 2012).



2.2.2. Transferts Monétaires et Bons Alimentaires

44. Comme le montre le tableau ci-dessous, la mise en œuvre de la composante de transferts monétaires et bons alimentaires était déjà prévue pour la première année de l'EMOP, ce qui s'est révélé trop ambitieux. Des études de marchés ont eu lieu fin 2012 – début 2013 dans les trois pays⁴⁷. Elles ont conclu que l'approche de modalités mixtes (combinaison de transferts monétaires et en nature) était la plus indiquée pour les camps du Burkina Faso, alors que les bons alimentaires étaient jugés plus pertinents pour remplacer les distributions alimentaires dans deux camps du Niger. L'introduction des transferts monétaires et bons alimentaires dans le camp de Mbera en Mauritanie a été recommandée, mais avec des actions complémentaires d'appui à l'approvisionnement des marchés. Voir Annexe 11 : Résumé des résultats des études de marchés réalisées dans les trois pays hôtes

Tableau 3: Couverture de la composante « Cash & vouchers » en 2012 et 2013

	2012			2013		
	Bénéficiaires planifiés	Bénéficiaires atteints	% atteints /planifiés	Bénéficiaires planifiés	Bénéficiaires atteints	% atteints /planifiés
Niger	30.000	0	0%	30.000	9.286	31%
Mauritanie	0	0	-	0	0	-
Burkina Faso	30.000	0	0%	30.000	36.870	123%
Mali	150.000	0	0%			

Source: RSP 2012 et RSP 2013

45. L'évolution vers les approches de transferts monétaires a été initiée courant 2013 au Burkina Faso et au Niger ; cela n'a pas encore eu lieu en Mauritanie⁴⁸. Au Burkina Faso, le PAM a adopté une approche mixte qui a atteint une large couverture des bénéficiaires prévus (123%). Au Niger, le processus a été plus lent et a intégré une phase pilote (réussie), avec des bons alimentaires qui ont remplacé la distribution alimentaire dans les camps de Mangaize (les distributions de CSB+ se sont poursuivies), alors que les distributions en nature ont continué dans les autres camps et dans les autres zones d'accueil. Il est actuellement envisagé d'étendre

⁴⁷ Une enquête de marché a été réalisée en décembre 2012 dans les 4 camps du Niger, en avril/mai dans 3 camps et une zone urbaine au Burkina Faso, et au cours du premier trimestre 2013 en Mauritanie.

⁴⁸ En Mauritanie, une deuxième étude de faisabilité est prévue pour la première moitié de 2014. De nombreuses personnes interrogées considèrent que l'approche des transferts monétaires ne devrait être initiée qu'après la finalisation du Niveau 3 d'enregistrement. Action Contre la Faim (ACF) met actuellement en place un programme de transferts monétaires dans le camp de Mbera sur financement de ECHO. Ce programme sera opérationnel en avril 2014 et couvrira environ 35% des ménages du camp. Le ciblage des bénéficiaires sera basé sur la vulnérabilité, analysée avec l'outil d'Analyse de l'Economie des Ménages (HEA en anglais). Les ménages sélectionnés recevront 12.000 ouguiya par mois (plus ou moins 42 dollars).

l'approche des bons aux autres camps⁴⁹. En 2013, 38% des transferts monétaires/bons alimentaires prévus ont été réalisés ; au total, 1,88 million de dollars ont été distribués au Niger et au Burkina Faso.

Bons alimentaires dans le camp de Mangaize au Niger

46. Toutes les personnes rencontrées pendant l'évaluation étaient très enthousiastes quant au passage à l'approche des bons alimentaires mis en place en avril 2013, y compris le HCR et le PAM. La Préfecture a mis l'accent sur le fait que les bons apportent des opportunités commerciales pour les commerçants locaux. Ceux-ci ont créé une coopérative pour l'approvisionnement collectif depuis Niamey (avec en plus quelques autres marchés importants), le stockage et la distribution des vivres à partir d'un entrepôt loué à proximité du camp (géré de manière tournante), et la gestion financière commune (monétarisation des bons dans une banque de Niamey). La chaîne d'approvisionnement fonctionne bien et il n'y a pas eu de rupture de stock depuis la mise en place du mécanisme. Cependant, les commerçants se sont plaints des lourdeurs administratives et du fait que la monétarisation des bons prend plus de temps que prévu (2 semaines au lieu d'une)⁵⁰. Le PAM reconnaît les limites du système et étudie actuellement la possibilité de mettre en place un système de carte à puce.

47. Au cours des entretiens de focus groupes au camp de Mangaize, les réfugiés ont unanimement fait part de l'avantage des bons qui leur permettent dorénavant de choisir les denrées qu'ils souhaitent acquérir. Ils ont mentionné la question de la valeur fixe des bons (7.000 FCFA par personne et par mois⁵¹), alors que les prix des denrées vendues par les commerçants fluctuent. Le PAM cherche actuellement des solutions à ce problème⁵². Un autre aspect mentionné au cours des entretiens concerne l'expiration des bons un mois après la distribution, ce qui crée une pression sur les réfugiés pour convertir rapidement les bons en denrées. Les entretiens avec les commerçants ont révélé que presque tous les ménages acquièrent du riz. Le mil et les autres céréales n'intéressent que très peu les réfugiés⁵³. Enfin, les réfugiés se sont plaints que les bons sont limités à certaines denrées alimentaires, alors qu'ils doivent aussi acquérir du bois de chauffe et des condiments.

48. Le bureau pays du PAM au Niger a réalisé une analyse de coûts qui a révélé que la **valeur alpha⁵⁴ des bons** au camp de Mangaize est de 1,07 pour une ration alimentaire composée de 50% de riz et de 50% de mil. Elle est de 0,9 avec 100% de mil. Etant donné que les réfugiés de Mangaize acquièrent essentiellement du riz avec les bons, la distribution d'une ration alimentaire avec pour principale céréale le riz

⁴⁹ Néanmoins, le PAM considère que la réplique de l'expérience positive de Mangaize ne sera pas facile du fait de l'absence de marché à proximité des camps de Abala et Ayorou. Aussi, l'appel d'offre qui a été lancé n'a pas enregistré beaucoup d'offres des commerçants locaux (cela est également dû à la situation de sécurité et au mauvais état des routes). Cependant, ACTED, partenaire du PAM dans tous les camps depuis janvier 2014, considère que le passage aux bons est possible dans les autres camps, et qu'il s'agit essentiellement d'une question de sensibilisation par le PAM.

⁵⁰ La Banque Atlantique de Niamey doit confronter tous les bons manuellement avec les listes de distributions avant de les convertir en argent.

⁵¹ La valeur était au départ de 6.000 FCFA et a été rapidement augmentée à hauteur de 7.000 FCFA pour permettre aux bénéficiaires d'acquérir les mêmes quantités de nourriture qu'ils recevaient avec les distributions alimentaires. La valeur des bons a été établie en prenant en compte la moyenne des prix du riz et du mil.

⁵² Le Pam négocie maintenant des nouveaux prix avec les commerçants chaque trimestre, mais des discussions sont en cours sur la possibilité de fixer les prix pour une année complète. Cela résoudrait le problème de fluctuation saisonnière des prix.

⁵³ Par exemple, en février 2014, un total de 130 tonnes de riz a été vendu, contre 6 tonnes de mil. La demande de maïs était seulement de 1 tonne, et le sorgho n'a pas été vendu du tout.

⁵⁴ La valeur alpha est le rapport entre le coût de la ration alimentaire basé sur les prix sur le marché local, et le coût d'achat international et des transports locaux. Une valeur alpha inférieure à 1 indique que les achats locaux sont plus économiques (par exemple au travers de distributions monétaires ou de bons), alors qu'une valeur alpha supérieure à 1 indique que l'approvisionnement international est plus économique.

serait toujours sensiblement plus avantageuse en termes économique. Néanmoins, la différence est faible.

49. Selon le PAM Niger, la valeur des bons distribués et des coûts associés⁵⁵ représente 18 dollars par personne et par mois. Etant donné que le coût d'impression de l'hologramme représente une large part des coûts associés, le bureau pays réfléchit actuellement à la mise en place d'un autre mécanisme comme les cartes à puce.

Approche mixte au Burkina Faso

50. Au Burkina Faso, le passage partiel aux transferts monétaires (3.500 FCFA par personne et par mois en plus d'une demi ration alimentaire) a eu lieu en août 2013 lors d'une phase pilote à Sag-Nioniogo. Les autres camps ont été intégrés dans cette approche à partir de septembre. En dehors d'un problème de disponibilité de fonds en janvier 2014 (qui a été compensé par la distribution de rations complètes), l'approvisionnement des marchés a été suffisant. Le partenaire pour cette activité (MICROFI) collabore avec le PAM depuis 2009 et a mis en place des mécanismes efficaces de gestion opérationnelle basés sur des distributions directes du fait des contraintes liées à d'autres options comme l'utilisation de téléphones mobiles ou de caisses locales.

51. L'approche monétaire est préférée par le PAM car elle permet aux réfugiés d'acheter les denrées qu'ils préfèrent (y compris la viande, le lait et le mil), elle est plus efficace en terme de temps et de logistique, et elle a permis l'obtention de résultats en termes de stabilisation/amélioration de l'Indice des Stratégies de Survie (ISS). Cependant, le PAM considère qu'elle intègre un risque inhérent d'utilisation de l'argent pour d'autres dépenses que l'alimentation. Le rapport de PDM de novembre 2013 signale néanmoins que la plupart de la nourriture distribuée est consommée et que l'argent transféré est utilisé en premier lieu pour acheter des denrées supplémentaires. Le PAM a également identifié le risque que les transferts monétaires entraînent une augmentation de l'endettement des ménages avec les commerçants locaux. Une injection substantielle d'argent dans les camps pourrait également conduire à une augmentation des prix. Le PDM de novembre de 2013 a effectivement constaté que cela se produit (selon les ménages interrogés, les prix auraient augmenté de 25%).

52. L'introduction de la composante monétaire est saluée par de nombreux réfugiés car elle diminue le sentiment de dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire. Néanmoins, comme le montre le dernier rapport de PDM (novembre 2013), 44% des ménages préféreraient recevoir uniquement une ration alimentaire complète. La perception des transferts monétaires est positive, car avant qu'ils soient mis en place, les réfugiés devaient vendre une partie des rations pour satisfaire d'autres besoins (autres produits alimentaires et non alimentaires). Cela n'est plus le cas maintenant. Les réfugiés ont suggéré que certains bénéficiaires (en particulier les ménages les plus vulnérables) bénéficient d'une proportion en nature supérieure et d'une proportion de l'assistance en argent inférieure. Lorsque l'argent est transféré avant la nourriture, certains ménages partent sans attendre la distribution en nature.

⁵⁵ Les coûts associés sont les coûts liés au FLA avec ACTED, qui tournent autour de 10% de la valeur transférée, les coûts d'impression des bons et des hologrammes, et les commissions touchées par les banques pour le remboursement des bons.

2.2.3. Supplémentation Alimentaire Ciblée (« TSF »)

53. La Supplémentation Alimentaire Ciblée cible les enfants de 6 à 59 mois et les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) qui ont été dépistés dans les centres de santé, pendant les distributions de TSF et par les équipes d'assistance communautaires (Mauritanie), et qui souffrent de malnutrition modérée. Les cas de malnutrition sévère sont pris en charge par l'UNICEF. En 2012 et 2013, respectivement 4.291 et 9.409 bénéficiaires au total ont été appuyés par le programme TSF (voir Tableau 7 ci-dessous).

Tableau 4: Bénéficiaires de la composante SAC

	Burkina Faso			Mauritanie			Niger			Mali			Total
2012	Prévu	Atteint	%	Prévu	Atteint	%	Prévu	Atteint	%	Prévu	Atteint	%	Atteint
6-23 mois	0	0	-	760	1.416	186,3%	506	0	0,0%	1.800	0	0,0%	1.416
24-59 mois	0	0	-	1.140	2.125	186,4%	694	0	0,0%	4.200	0	0,0%	2.125
FEFA	0	0	-	684	750	109,6%	432	0	0,0%	2.160	0	0,0%	750
Total	0	0 ⁵⁶	-	2.584	4.291	166,1%	1.632	0	0,0%	8.160	0	0,0%	4.291
2013	Prévu	Atteint	%	Prévu	Atteint	%	Prévu	Atteint	%	Prévu	Atteint	%	
6-23 mois	720	219	30,4%	484	2.065	426,7%	0	317	-	0	0	-	2.601
24-59 mois	1.080	329	30,5%	967	4.129	427,0%	0	743	-	0	0	-	5.201
FEFA	270	59	21,9%	522	355	68,0%	0	1193	-	0	0	-	1.607
Totale	2.070	607	29,3%	1.973	6.549	331,9%	0	2.253	-	0	0	-	9.409

54. Le pourcentage de bénéficiaires atteints varie beaucoup entre les pays. Au Mali, le TSF était prévue mais n'a jamais eu lieu. Au Burkina Faso, elle était prévue depuis avril 2013, et le PAM l'a mis en œuvre dans le camp de Goudebou où le taux de prévalence paraissait élevé.

55. En Mauritanie, les taux de couverture étaient beaucoup plus élevés que prévu (jusqu'à 427% en 2013). Si l'on considère que la population des camps n'a pas dépassé 60.000 personnes, dont environ 16% d'enfants de 6 à 59 mois, et que le taux de MAG en 2013 n'a pas dépassé 13.3% (voir chapitre 2.2.4), le nombre maximum d'enfants pris en charge n'aurait pas dû dépasser 1.600 enfants avec une couverture de 100%, tandis que le programme TSF a couvert au total 6.194 enfants en 2013. Le partenaire du PAM a rapporté des doublures considérables, provoquées par des femmes qui « font le tour des centres de santé ». Le système d'enregistrement était de faible qualité. Cette situation pose de nombreuses questions, d'autant plus que le dernier PDM a montré que seuls 30% des enfants enregistrés peuvent être retracés, et ceci bien que le système s'appuie sur les leaders communautaires.

56. Au Niger, le traitement des enfants réfugiés et des FEFA a été pris en charge par l'IPSR en 2012. Les patients ont été référés aux centres de santé dans les villages, avec l'appui de l'IPSR. En 2013, le TSF n'était pas prévue, mais 2.253 bénéficiaires ont malgré cela été atteints. Dans le ZAR, un seul CRENAM est établi, ce qui signifie que les bénéficiaires dépistés qui souffrent de MAS doivent parcourir 120 kilomètres. La population étant dispersée sur une zone de 18 km de long, il est souvent difficile pour les réfugiés (presque toujours les femmes) de se rendre au CRENAM avec des enfants malnourris.

57. Pour les femmes enceintes et allaitantes malnourries, la ration est composée de 200 grammes de CSB++ et une petite ration de l'huile par personne et par jour tandis que les enfants reçoivent PlumpySup. Le nombre de bénéficiaires du traitement de la MAM est relativement limité en comparaison avec le nombre total de bénéficiaires de l'EMOP. Des ruptures de stock de CSB ont eu lieu à plusieurs reprises. Lorsque cela s'est produit, le CSB a été remplacé par le PlumpySup, qui est peut-être plus coûteux que le CSB, mais conçu spécialement pour le traitement de la MAM. Les rations journalières de PlumpySup contiennent 534 Kcal, alors que les rations de CSB++ contiennent 760 Kcal.

⁵⁶ Les chiffres ne sont pas disponibles, mais les réfugiés ont eu accès aux centres de santé locaux et le traitement de MAM.

58. Au Niger et au Burkina Faso, les CRENAM (services publics qui couvrent également les réfugiés ciblés) semblent en général bien équipés. En revanche, en Mauritanie, mais en Mauritanie les centres (situés dans les camps) ne disposent pas de balances propres et les enfants sont souvent admis sur la base du MUAC.

59. Une ration de 21 portions est distribuée une fois par semaine ou par quinzaine (en Mauritanie). Comme pour les rations sèches du programme TSF, les enfants malnourris ne reçoivent pas toujours l'intégralité de la ration. Des bénéficiaires ont reconnu partager ou vendre les rations de temps en temps.

60. Les taux de MAG varient beaucoup entre les sites couverts par le projet. Dans l'ensemble, la MAG a néanmoins baissé au cours de la période de mise en œuvre de l'EMOP. Aucune analyse approfondie des causes de la malnutrition n'a été réalisée, mais les causes suggérées sont plus larges que la seule alimentation, et interconnectées entre elle par nature: entre autres le taux de MAG dans la région d'origine et l'état nutritionnel des enfants avant de quitter le Mali, la situation en termes de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, les connaissances et attitudes de soin des enfants.

61. Le Tableau 8 présente les effets du TSF. Tous les objectifs ont été atteints en Mauritanie et au Niger. Au Burkina Faso, sur les quatre objectifs fixés, les progrès relatifs à deux objectifs n'ont pas été mesurés, et les deux autres n'ont pas été atteints. Ces résultats, ajoutés au taux de couverture faible du TSF et à son démarrage tardif (avril 2013), suggèrent que la mise en œuvre de cette composante est susceptible d'être améliorée de manière significative.

Tableau 8: Effets de la SAC en 2012 et 2013

	Base line	SPR 2012	SPR 2013	Objectif (BR5)
SF Default rate				< 15%
Burkina Faso		61.2%	31.5%	
Mauritanie	20.2%	23.5%	3.7%	
Niger	4.9%		2.5%	
SF Mortality rate				< 3%
Burkina Faso				
Mauritanie	0%	0.29%	0%	
Niger	0.1%	0.01%	0%	
SF Recovery rate				> 75%
Burkina Faso		32.7%	68.4%	
Mauritanie	73.9%	98.4%	93%	
Niger	87.1%		97.5%	
Non-response rate				<15%
Burkina Faso				
Mauritanie	6.1%	0.5%	3%	
Niger	1.3%		0%	

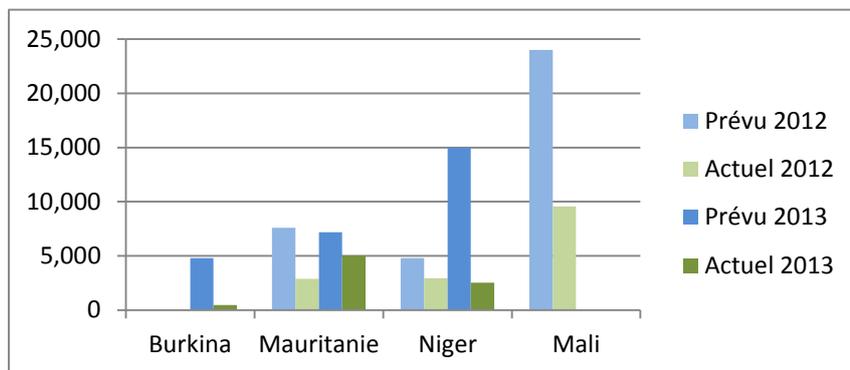
Atteint
Non atteint
Non mesuré

2.2.4. Supplémentation Alimentaire Systématique (« BSF »)

62. Le programme BSF consiste en une ration de 200 gramme de CSB+ par enfant et par jour pour les enfants de 6 à 23 mois et de 24 à 59 mois. En 2012, 29.369 enfants de 6 à 59 mois ont bénéficié du BSF. En 2013, cette composante a touché 14.616 enfants. Les nombres d'enfants bénéficiaires prévus et atteints sont présentés dans la Figure 3 ci-dessous. Pour les enfants de 6 à 23 mois, le taux de couverture était en 2012 de 42.4%, et en 2013 de 29.7%. Le ciblage des enfants de 6 à 23 mois pour le BSF comme mesure de prévention est conforme à la Politique de Nutrition du PAM et aux lignes directrices de SUN, mais moins approprié pour des taux de GAM élevés, y compris parmi les enfants de 24 à 59 mois. Au Niger, 7.556 enfants entre 24

et 59 mois ont été atteints par le BSF en 2012. Au Burkina Faso, 695 enfants entre 24 et 59 mois ont été atteints en 2013. La SAS a commencé en avril 2013 Au Burkina Faso, et n'a eu lieu qu'en 2012 au Mali.

Figure 3:
à 23 mois
de la SAS
2013



**Enfants de 6
bénéficiaires
en 2012 et**

63. Au Niger, le programme BSF a démarré en novembre 2012 avec des rations sèches. Néanmoins, le PAM a décidé par la suite de passer à des rations cuites, c'est-à-dire de faire manger un repas à base de CSB+ par les enfants, sous la supervision des mères et de quelques membres du personnel du projet. Les distributions de rations cuites ont été financées spécifiquement par ECHO. Au début, la ration était préparée trois fois par jour, mais plusieurs contraintes ont été identifiées, comme des temps d'attentes longs et une couverture faible, particulièrement pour les enfants de moins de 36 mois. De ce fait, la fréquence a été diminuée à 2 repas par jour en maintenant la même ration journalière de 200 grammes de CSB+.

64. Normalement, les rations cuites sont offertes pour une durée maximale de 3 mois. Cependant, au Niger, la décision d'arrêter la distribution de ration cuite n'a été prise et mise en œuvre qu'en février 2014. Au Niger, cette activité a été menée alors que des partenaires du PAM et MSF ont estimé fin 2013 la MAG en dessous de 4%, à l'exception de la région du Zar. La poursuite du BSF doit être remise en cause, d'autant plus qu'il s'agit d'une approche coûteuse financièrement et en termes de ressources humaines, et que la SAS n'offre pas de solution aux causes sous-jacentes de la malnutrition comme les problèmes de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

65. La Politique Nutritionnelle du PAM ne définit pas d'indicateurs ou de seuil au-delà ou en-deça desquels la décision d'interrompre le BSF doit être prise. Il en est de même pour le manuel Sphere, mais celui-ci suggère que la décision soit prise sur la base de la complexité et de la dynamique de la situation nutritionnelle, notamment les aspects comme les taux de MAG et le nombre de bénéficiaires, la qualité du système de suivi, et l'accès à la population cible. Pour le moment les décisions liées au BSF semblent être prises de manière ponctuelle, au lieu d'être orientées par des seuils de MAG déterminés à l'avance.

66. L'enquête SMART est une méthode acceptée sur le plan international pour obtenir des données de prévalence de la MAG. Les taux de MAG ont diminué considérablement pendant la durée de l'EMOP, ce qui est bien sûr un bon résultat. Cependant, au Niger et au Burkina Faso, on observe des variations considérables entre les camps et à l'intérieur des camps entre groupes ethniques (liées à des variations de statut socio-économique). De plus, les taux de malnutrition peuvent être influencés par d'autres facteurs, comme la qualité de la prise en charge des enfants, les soins de santé ou la situation en termes d'hygiène, y compris la faible

utilisation de latrines, comme l'équipe d'évaluation a pu l'observer dans certains sites. Au Niger et au Burkina Faso, aucune étude holistique n'a été menée pour déterminer les causes de la malnutrition et les aborder plus précisément.

67. Lorsque cette composante a démarré, les bénéficiaires n'ont pas apprécié le CSB et il y a eu beaucoup de résistance, mais ils s'y sont progressivement habitués. Les entretiens de focus groupes ont révélé que les bénéficiaires ont maintenant une opinion très positive du CSB. Cependant, ils ont rapporté, en particulier les femmes, des difficultés et des coûts d'acquisition du bois de chauffe pour préparer les rations sèches. Les bénéficiaires ont également indiqué que les rations de 200 grammes sont trop grandes pour les enfants les plus petits, et que les enfants ont besoin de plus de diversité alimentaire.

68. En Mauritanie, la ration de CSB a été remplacée par du PlumpySup en ration de 100 grammes par jour fin 2013. Cette modification a été réalisée du fait d'une rupture d'approvisionnement couplée avec la destruction d'une partie d'un stock de 45 tonnes de CSB. Le PlumpySup est très cher, et son utilisation pourrait compromettre la régularité des visites de BSF par les bénéficiaires, car il pourrait être vu comme un aliment normal au lieu d'un traitement de la malnutrition.

2.2.5. Cantines Scolaires⁵⁷

69. La composante d'alimentation scolaire ne faisait pas partie de la conception initiale de l'opération régionale. Elle a été introduite pour la première fois lors de la Révision Budgétaire 2⁵⁸ en Mauritanie (en réalité, elle a démarré seulement en janvier 2014) et au Burkina Faso (depuis octobre 2012). Au Niger, où l'EMOP ne met pas en œuvre de cantines scolaires, le PAM analyse toujours la pertinence d'introduire cette modalité. L'objectif est d'aider à rétablir l'accès à l'éducation et à l'apprentissage pour les enfants réfugiés, mais aussi pour les enfants des communautés hôtes.

70. En Mauritanie, le PAM et son partenaire Intersos appuient les élèves réfugiés dans le camp de Mbera et les enfants des communautés hôtes. Au Burkina Faso, le PAM, en partenariat avec le DAMSE prend en charge uniquement des enfants réfugiés car les populations d'accueil sont déjà couvertes par le Programme de Pays. L'EMOP prend cependant en charge une trentaine d'élèves burkinabés dans les écoles des camps. Le tableau ci-dessous donne une vue synoptique de l'évolution du nombre de bénéficiaires dans les deux pays⁵⁹ :

⁵⁷ Voyez aussi Annexe 12: Analyse additionnelle - l'Alimentation Scolaire Annexe 12: Analyse additionnelle - l'Alimentation Scolaire

⁵⁸ La révision budgétaire 2 étend d'un an (2013) la période d'exécution.

⁵⁹ Au Burkina Faso, certains enfants réfugiés sont assistés dans les écoles du gouvernement (en dehors des camps) mais le nombre est tellement faible (47 dans toute la province du Soum) que les données sont collectées par la DAMSE (Ministère de l'Education) dans le rapport du Programme de Pays sans désagrégation pour les élèves réfugiés.

Tableau 9 : Evolution des bénéficiaires des cantines scolaires au Burkina Faso et en Mauritanie

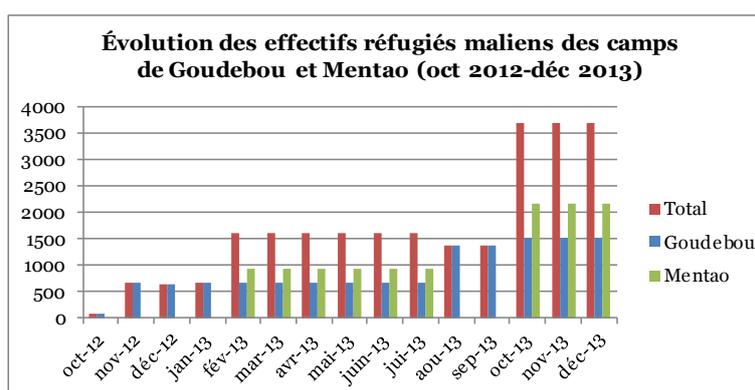
	Nombre de bénéficiaires	Mauritanie		Burkina Faso	
		Initial	Révisé	Initial	Révisé
BR 2 (2013)	Alimentation scolaire (réfugiés)	-	18.000	-	16.750
	Alimentation scolaire (communautés hôtes)	-	28.290	-	-
BR 3 (2013)	Alim. Scolaire d'urgence (réfugiés)*	18.000	9.500	16.750	2.000
BR 5 (2014)	Alim. Scolaire d'urgence (réfugiés)	9.500	12.000	2.000	3.000
RSP 2013	Enfants recevant des repas scolaires	Prévu	Réel	Prévu	Réel
		9.500	0	16.750	2.283

* Comprend des enfants de la communauté d'accueil qui fréquentent l'école du camp ou des écoles à proximité.

71. Mauritanie comme au Burkina Faso, la ration prévue est de 60g de CSB par enfant et par jour (ce qui équivaut à 225 Kcal/jour), à distribuer pendant 140 jours dans l'année.

72. Les informations recueillies et croisées sur le terrain au **Burkina Faso**, ainsi que l'information fournie par le Bureau Pays⁶⁰ permettent d'affirmer que les cantines scolaires ont produit, en général, des résultats satisfaisants (voir le graphique ci-dessous). Le taux de scolarisation a augmenté de 6% (à l'arrivée des réfugiés) à 32% en 2013, et à 48% actuellement. Le taux de fréquentation aussi bien à Goudebou qu'à Mentao paraît être élevé, environ 90%, en dépit du fait qu'un nombre considérable de parents placent les écoles coraniques au-dessus des cantines scolaires⁶¹. Alors que le PDM de 2012 identifiait des difficultés à faire scolariser les enfants, les enquêtes de 2013 font le constat que l'école ne fait pas partie des premières activités sacrifiées pour se rendre au site de distribution⁶², et que la fréquentation des écoles par les enfants s'est améliorée.

Figure 4 : Evolution des effectifs réfugiés maliens des camps de Goudebou et Mentao (oct. 2012 – déc 2013)



⁶⁰ Le Bureau Pays a fourni les documents et informations disponibles sur la réponse en alimentation scolaire mais ceux-ci s'avèrent insuffisants pour pouvoir faire une analyse plus approfondie des résultats.

⁶¹ Un des autres facteurs pour la croissance du taux de fréquentation pourrait être que la majorité des réfugiés qui possèdent plusieurs animaux (et qui emmenaient leurs enfants avec lors de leurs déplacements avec les animaux), sont retournés au Mali courant 2013.

⁶² Près de la moitié (44.8%) des chefs de ménages n'ont jamais fréquenté l'école formelle. Cela qui pourrait facilement influencer la (non) priorité donnée à la scolarisation de leurs enfants à l'école formelle.

73. D'après la JAM de mai 2013, en **Mauritanie** seulement 30% des enfants scolarisés fréquentaient l'école⁶³ avant le démarrage de l'alimentation scolaire. Les cantines scolaires ont démarré tardivement (janvier 2014)⁶⁴ du fait d'un retard dans la construction des infrastructures. Au moment de la visite de l'équipe d'évaluation, le programme de cantines paraissait être bien organisé et les enfants semblaient apprécier la bouillie à base de CSB. D'après les informations recueillies, le taux de fréquentation de l'école n'a pas changé dans les derniers mois.

74. L'équipe d'Intersos réfléchit à la possibilité d'introduire un repas complet pendant un jour, avec un complément (de viande par exemple), dans le but de varier la ration et de rendre le programme plus attractif. Cela signifierait une assistance supplémentaire alors que la DGV fournit déjà 100% des besoins nutritionnels. Actuellement, la bouillie de CSB+ fonctionne comme « goûter » lors de la pause matinale. On note, pour ce qui est de la population hôte, que le PAM ambitionne de faire de l'alimentation scolaire un instrument efficace et durable pour renforcer la résilience, établir un lien étroit avec les petits producteurs locaux, dans une approche de participation communautaire et d'engagement et d'appropriation par les gouvernements hôtes⁶⁵. Le projet pilote de distribution de lait (production locale) dans les cantines scolaires, que le PAM va démarrer au Burkina Faso, est une bonne illustration de cette approche.

2.3. Facteurs influençant les résultats

2.3.1. Facteurs sous contrôle du PAM

75. Les paragraphes suivants présentent une liste de facteurs internes qui ont influencé le processus de mise en œuvre de l'EMOP régionale et les résultats obtenus jusqu'à maintenant de manière positive ou négative.

➤ **Capacités institutionnelles**

76. La fourniture d'une assistance humanitaire pour "*sauver des vies et protéger les moyens d'existence pendant les urgences*" est un des objectifs centraux du **Cadre de Résultats Stratégiques du PAM** (pour les deux périodes couvertes par l'intervention : 2008-2013 et 2014-2018). Le **MoU PAM-HCR** est le document de référence institutionnelle principal pour la planification de l'assistance alimentaire (y compris les programmes nutritionnels) aux réfugiés. La plupart des éléments du **cadre des politiques du PAM** ne sont pas spécifiquement orientés sur la planification dans les situations de réfugiés, néanmoins elles apportent une orientation essentielle plus globale.

➤ **Coordination avec les autres programmes d'assistance aux réfugiés**

77. Lors des situations de réfugiés, le PAM devrait toujours travailler en étroite collaboration avec le HCR qui est l'agence qui détient la responsabilité de la coordination de l'assistance aux réfugiés dans son ensemble (tel que cela est établi dans le **MoU global PAM-HCR**). Au cours de cette EMOP, la collaboration entre les deux agences n'a pas toujours été fluide et efficace. En Mauritanie, des problèmes importants ont eu lieu entre les deux agences. Leur résolution a nécessité l'intervention des niveaux globaux et a pris du temps. Au Niger, et dans une moindre

⁶³ La JAM ne fournit pas d'analyse des facteurs qui expliquent les taux de fréquentation relativement faibles.

⁶⁴ Donc, au delà de la période d'évaluation.

⁶⁵ Feuille de Route pour une Approche Régionale en Afrique de l'Ouest, octobre 2013 et Note d'Orientation: Alimentation Scolaire en Afrique de l'Ouest et du Centre. Draft pour Discussion. Février 2014.

mesure au Burkina Faso, les relations ont été limitées et ont manqué de transparence (par ex. les Procédures Standards d'Opération – SoP en anglais – n'ont été développées que récemment).

78. Le Bureau Régional semble avoir un rôle limité en termes de mobilisation de ressources, tâche essentiellement effectuée au niveau des pays. Le manque de transparence sur les besoins financiers et les questions d'approvisionnement a affecté la crédibilité de l'opération vis-à-vis des **donateurs** en 2013 et pour 2014. En Mauritanie, cela provient notamment des difficultés provenant de la progression lente de la vérification des réfugiés (Niveau 3 de l'enregistrement). En 2012 et 2013, l'assistance aux réfugiés maliens était intégrée dans un chapitre à part des CAP de chaque pays. En 2014, OCHA a préparé un Plan Stratégique de Réponse régional sur la résilience au Sahel ; ce document ne couvre pas les réfugiés maliens.

79. **Les Missions d'Evaluation Conjointe** (« JAM ») représentent normalement le mécanisme principal de définition conjointe par le HCR et le PAM des stratégies d'assistance aux réfugiés. Néanmoins, pour plusieurs raisons ces missions n'ont eu lieu qu'un an après les premières vagues d'arrivée de réfugiés dans les pays voisins. Le délai prévu dans le MoU de présentation du rapport un mois après la mission de terrain n'a été respecté dans aucun des trois pays, bien que dans quelque pays les résultats préliminaires aient été présentés par PowerPoint ou par des notes courtes de restitution à la fin de la mission. Le rapport final de JAM n'est disponible que pour la Mauritanie. Pour les autres pays, les rapports sont toujours des versions draft (avec des niveaux d'avancement différents).

80. Les réunions du **groupe multisectoriel** organisées une fois pas mois dans les capitales des trois pays constituent le principal mécanisme de coordination. Ces réunions sont présidées par le HCR. Toutes les parties prenantes impliquées dans les opérations d'assistance aux réfugiés y prennent part, y compris les représentants des gouvernements des pays hôtes, les donateurs, plusieurs agences des Nations Unies, et les principales ONG. Les réunions jouent essentiellement un rôle d'échange d'information. Les questions techniques sont discutées dans les **groupes de travail sectoriels** (aide alimentaire et sécurité alimentaire, santé, nutrition, WASH, éducation, protection, etc.), mais les discussions ne débouchent souvent pas sur des conclusions ou sur des prises de décision. L'UNICEF n'est que faiblement impliqué dans les programmes nutritionnels pour les réfugiés du fait du cadre légal de l'assistance internationale aux réfugiés, alors que dans les situations de désastre naturel, l'UNICEF est l'un des acteurs les plus importants en nutrition (par ex. lors de la réponse d'urgence à la sécheresse dans le Sahel).

81. La gestion de l'opération sur le terrain est réalisée par les **Bureaux de Terrain**, qui ont des dynamiques différentes dans les trois pays. La coordination avec le HCR sur le terrain ne semble pas fluide. La communication au sein du PAM entre les bureaux pays et les sous-bureaux n'a pas toujours lieu avec une fréquence suffisante, et les décisions sont souvent prises tardivement.

➤ **Capacités opérationnelles du PAM**

82. Les **besoins en aide alimentaire** de l'EMOP étaient relativement limités en comparaison avec les larges flux d'aide mobilisés pour la réponse à la sécheresse dans le Sahel en 2012 et 2013. Il n'y a pas eu de rupture d'approvisionnement des denrées alimentaires en 2012 et pendant l'essentiel de 2013. Cela est principalement dû à la forte mobilisation des donateurs pour l'EMOP régionale du fait de la place importante donnée à la crise malienne dans l'agenda international. Pendant les

premiers mois de l'opération, l'EMOP a emprunté de manière temporaire (au niveau régional et national) des stocks destinés aux programmes de réponse à la sécheresse dans le Sahel⁶⁶. Lorsque le nombre de bénéficiaires a diminué à la suite des exercices d'enregistrement de niveaux 2 et 3, les stocks existants étaient suffisants pour couvrir les besoins pour une durée beaucoup plus longue que prévu, ce qui a permis de réduire les approvisionnements planifiés. De manière générale, avec des exceptions ponctuelles, le PAM a été efficace et a su mettre en avant sa logistique, son infrastructure et son expérience existante dans la région.

83. Dans la dernière partie de 2013, quelques ruptures d'approvisionnement ont eu lieu pour des denrées spécifiques (SuperCéréales en particulier). Depuis octobre 2013 des difficultés de financement ont créé des tensions sur le pipeline des trois pays. Avec un processus d'approvisionnement long, qui peut être supérieur à cinq mois, la logistique des achats et du transport de l'EMOP a besoin d'une base financière qu'elle n'a plus. Ces tensions se traduisent pour l'instant par des réductions de rations ou des retards⁶⁷.

84. Les trois bureaux pays ont compté avec des **capacités logistiques** suffisantes pour gérer les tonnages de l'EMOP. Au Niger et au Burkina Faso, tous deux enclavés, les délais de livraison après arrivée aux ports de Cotonou et de Lomé sont longs. De ce fait, les achats internationaux doivent être réalisés au moins trois mois à l'avance pour éviter les ruptures d'approvisionnement (ce qui n'est pas le cas pour les achats locaux/régionaux). Du fait de l'isolement du camp de Mbera dans le sud-est de la Mauritanie, un approvisionnement par le Sénégal a été requis, et cela a entraîné quelques difficultés spécifiques. Le prépositionnement des denrées est nécessaire dans les zones d'accueil du Niger et pour le camp de Mbera en Mauritanie, car ces zones sont inaccessibles en saison des pluies.

85. Les **modalités de distributions** dans les trois pays sont basées sur la méthodologie du « *scooping* », soit une distribution directe des aliments aux ménages en fonction du nombre de personnes qui composent l'unité familiale, ce qui est parfaitement adéquat pour les caractéristiques de la population bénéficiaire. Cependant, ceci n'a pas été le cas pour le camp de Mbéra jusqu'en février 2013. L'organisation des distributions alimentaires se faisait auparavant au travers de la méthodologie du '*grouping*', c'est-à-dire la distribution aux chefs traditionnels qui récupéraient les aliments et les distribuaient aux chefs de ménages dans leur communauté respective⁶⁸.

➤ **Partenariats**

86. Comme pour toutes les opérations, l'EMOP dépend largement de la qualité de ses **partenaires** pour la mise en œuvre des différentes composantes du programme :

- a. Pour la **distribution générale de vivre** (de loin la modalité la plus importante en termes de tonnage), les expériences ont varié, avec d'un côté quelques partenaires très efficaces (en particulier ACTED au Niger), et de

⁶⁶ C'était le cas par exemple des 4 premières distributions de vivres pour une moyenne de 9.300 nouveaux arrivés dans les villages de Intikan au Niger, pris en charge sous l'IPSR 20051 avant sa réinstallation et son enregistrement.

⁶⁷ En janvier 2014 par exemple, la Mauritanie n'a pu distribuer que 9 kg de riz sur les 12 prévus, et en février uniquement 3 kgs de riz, compensés avec du CSB et des légumineuses

⁶⁸ Ce système a été choisi en premier lieu par le HCR et son partenaire le CSA en janvier 2012, avant l'arrivée du PAM deux mois plus tard. Mais ce système n'était pas adapté à la situation en Mauritanie, il a généré des inégalités entre les groupes de réfugiés et a facilité la discrimination ethnique entre eux. De plus, la distribution au travers des chefs traditionnels a facilité les déviations de l'aide alimentaire et a rendu plus difficile son contrôle et suivi. Un minimum de huit cycles de distributions ont été distribués sous cette modalité, soit 10.299 tonnes d'aliments en Mauritanie, soit 44% des quantités totales de l'EMOP pour ce pays depuis le début de l'opération jusqu'en décembre 2013.

- l'autre des conditions beaucoup plus difficiles (par ex. CSA en Mauritanie). La gestion des camps et la GFD sont souvent réalisés par la même organisation. Depuis janvier 2014, un seul partenaire gère tous les camps du Niger.
- b. Au Burkina Faso, **le partenaire pour les transferts monétaires** est une organisation de microfinance expérimentée (qui travaille en coordination avec les partenaires de la DGV). Les distributions de bons alimentaires dans le camp de Mangaize au Niger sont assurées par l'organisation qui réalisait la DGV auparavant. La livraison des denrées est maintenant assurée par le groupe de commerçants contractualisés, qui ont été formés et appuyés par le PAM.
 - c. Le PAM a connu des difficultés pour identifier des partenaires capables et intéressés pour les **programmes nutritionnels**, ce qui a entraîné des retards pour le démarrage des interventions de supplémentation alimentaire ciblée dans les trois pays. Au Niger, les partenaires pour la DGV se sont également chargés de la mise en œuvre des programmes nutritionnels. Au Burkina Faso, la SAC a été mise en œuvre par Save the Children UK, et en Mauritanie par une ONG nationale (ADICOR) qui avait déjà collaboré avec le PAM dans le cadre de la réponse à la sécheresse dans d'autres parties du pays. En 2013, la mise en œuvre des programmes de traitement de la malnutrition et de supplémentation systématique s'est améliorée, bien que les capacités techniques et de gestion n'ont pas toujours respecté les standards internationaux, et malgré la vacance de postes de nutritionniste au PAM, qui a limité la capacité du PAM de fournir une supervision et un renforcement des capacités suffisants.
 - d. Au Burkina Faso, **l'alimentation scolaire** a lieu dans les écoles des camps (Goudebou et Mentao), et est gérée par le partenaire intervenant déjà dans le Programme de Pays (DAMSE). En Mauritanie, l'alimentation scolaire a démarré en janvier 2014, avec un nouveau partenaire du PAM.

➤ **Gestion globale et systèmes de suivi et évaluation**

87. Comme partie inhérente à l'efficacité de la mise en œuvre se trouvent les **processus d'apprentissage** qui permettent d'identifier les problèmes et les succès et de trouver les solutions pour améliorer l'assistance. Le **partage d'information** entre les bureaux pays et le bureau régional demeure essentiel, de même que la promotion des analyses et évaluations conjointes et l'établissement d'un **système de suivi et évaluation efficace** et harmonisé. Le partage des leçons apprises et des bonnes pratiques entre les trois pays est nécessaire et a comme but d'**optimiser les efforts** et les résultats et ce qui fonctionne bien. Le **rôle de catalyseur d'activités innovatrices** que doit exercer de plus en plus le **Bureau Régional** sert à encourager les Bureaux Pays à suivre de près les projets pilotés dans les autres pays en recherchant les conditions potentielles pour les répliquer dans leur propre région. Or, tout comme il faut bénéficier de la **valeur ajoutée de la dimension régionale de l'opération**, il demeure très important de diversifier les types de projets et d'adapter les modalités d'aide selon les **spécificités de chaque pays** pour une meilleure efficacité et pertinence pour la satisfaction des besoins.

88. Les principales sources d'informations sur la mise en œuvre du programme sont **les rapports mensuels de distribution**, les **sitreps hebdomadaires** (préparés au niveau des pays), et les **RSP**. Le PAM considère le RSP comme le principal outil de communication avec les donateurs. Cependant, le RSP ne satisfait pas les demandes des donateurs d'avoir des informations en temps réel.

89. Le système de suivi de l'EMOP dans chacun des trois pays est composé du **PDM**, du **Food Basket Monitoring (FBM)** et des enquêtes **SMART**. Cependant, dans la pratique, les standards pour ces éléments ne sont pas respectés, et les enquêtes sont réalisées avec des fréquences et régularités variables. Aussi, la concrétisation des résultats des enquêtes au travers d'adaptations programmatiques prend beaucoup de temps, notamment du fait de l'absence d'analyses qualitatives approfondies. Le nouveau système COMET devrait produire des améliorations importantes dans les performances du système de suivi et évaluation, mais son opérationnalisation prendra du temps.

2.3.2. Facteurs externes

90. Le contexte au nord du Mali et dans les trois pays hôtes a également joué un rôle important pour l'obtention des résultats de l'EMOP, encore une fois de manière positive et négative.

➤ *Caractéristiques ethnographiques*

91. Les troubles au nord du Mali ont entraîné le déplacement d'environ 400.000 personnes principalement originaires des régions de Gao, Kidal et Tombouctou. Les vagues les plus importantes de réfugiés (au total environ 150.000 personnes) ont eu lieu dans les pays frontaliers avec le nord du Mali à l'est, au sud et à l'ouest : le Niger, le Burkina Faso et la Mauritanie. Les populations des régions où les réfugiés se sont installés ont dans une large mesure la même composition ethnographique que les réfugiés maliens, et le commerce et la transhumance transfrontalière ont toujours existés. On trouve également dans ces régions d'importants groupes d'«anciens» réfugiés maliens présents depuis le conflit de 1992. Grâce à ces connections, les premières vagues de réfugiés ont été accueillies et assistées par les communautés hôtes et par leurs compatriotes maliens installés dans leur nouvelle patrie dans les années 90 du siècle dernier. L'intégration des nouveaux réfugiés dans l'économie locale (y compris pour l'utilisation des pâturages) et pour l'utilisation des services publics existants dans les pays hôtes (en particulier d'éducation et de santé) a été globalement relativement facile.

92. Lorsque l'assistance internationale aux réfugiés a été mise en place, les interrelations entre les réfugiés et la population locale ont néanmoins entraîné des problèmes importants. Cela s'est notamment produit en Mauritanie, où jusqu'à maintenant il n'a pas été possible de différencier totalement la population malienne arrivée en 2012/2013 de ceux arrivés auparavant. Aussi, l'exclusion de la population locale de l'assistance humanitaire uniquement destinée aux réfugiés pose de sérieuses difficultés (particulièrement pour la DGV). Si le ciblage basé sur le statut est maintenu dans ce type de situation, la sélection des bénéficiaires devient très difficile, car de nombreux 'faux positifs' s'insèrent parmi les destinataires de l'assistance humanitaire.

93. Une autre question importante qui doit être mentionnée est la reproduction dans les camps du système de classe sociale existant au nord du Mali. Dans les trois pays hôtes, les camps contiennent des blocs spécifiques pour les Kel-Tamasheks, les Arabes, les Bellas et les Songhais⁶⁹. D'importantes différences existent dans les niveaux de richesse et de pouvoir entre les groupes, qui n'ont pas favorisé les prises de décision 'démocratiques' des leaders réfugiés. Cela a créé des difficultés pour la

⁶⁹ Dans une moindre mesure dans les zones d'accueil où les réfugiés possèdent des troupeaux plus grands.

consultation des réfugiés pour la planification de l'assistance humanitaire. En particulier, en Mauritanie, pendant la première période d'assistance alimentaire qui était canalisée au travers des leaders des secteurs, des différences de taux de malnutrition ont signifié un accès plus difficile à l'assistance pour les Bellas, le groupe le plus bas dans l'échelle sociale. Dans les camps du Niger, environ la moitié des réfugiés sont des Touaregs Noirs (Bellas), mais les décisions sont essentiellement prises par les Kel-Tamasheks. Au Burkina Faso, la situation est sensiblement différente du fait de l'installation dans des zones urbaines des couches les plus riches de réfugiés. De ce fait, les tensions ethniques sont plus limitées dans les camps (mais les enfants bellas sont toujours séparés et exclus).

➤ ***Retour Volontaire seulement***

94. La question du retour volontaire doit également être mentionnée parmi les facteurs externes. Bien que le HCR ne favorise pas jusqu'à maintenant le rapatriement massif du fait de l'insuffisance de garanties de paix stable pour le retour au Mali, des vagues de rapatriement volontaire ont eu lieu depuis mi 2013 et ont été assistées ou non assistées par le HCR⁷⁰ (et dans ce dernier cas, elles n'ont pas été enregistrées). Au Niger et au Burkina Faso en particulier, les groupes qui ont choisi de rester sont ceux qui ne disposent pas (ou plus) de capital dans leur région d'origine. En Mauritanie, la situation est sensiblement différente, et de nombreux Kel-Tamasheks qui possèdent des grands troupeaux au nord du Mali maintiennent une base dans les camps de réfugiés dans l'attente de progrès dans la stabilisation du nord du Mali.

➤ ***Mobilisation des donateurs pour la crise des réfugiés maliens***

95. La réponse des donateurs à l'Appel d'Urgence de 2012 pour la Crise Malienne a été plutôt bonne, ce qui a favorisé la mise en œuvre de tous les programmes d'assistance humanitaire nécessaires. La mobilisation des donateurs en 2013 a été très inférieure, du fait des besoins de financement importants pour d'autres grandes crises dans d'autres régions du monde (Syrie, République Centrafricaine, Philippines). Cependant, le report de fonds importants, des nouvelles contributions de l'USAID et un financement de ECHO ciblé sur des aspects spécifiques de l'EMOP (transition vers les transferts monétaires et bons, et introduction de la supplémentation alimentaire systématique) ont permis au PAM de poursuivre la mise en œuvre de l'EMOP selon les besoins identifiés. Cependant, en 2014 des ruptures d'approvisionnement auront lieu de manière imminente, et les trois bureaux pays et l'ODD tentent de remobiliser les donateurs, par exemple au travers de la publication récente d'un communiqué de presse conjoint PAM-HCR sur les besoins humanitaires des réfugiés maliens.

➤ ***Situation agro-climatique***

96. La crise malienne a commencé début 2012, lorsque l'ensemble du Sahel était plongé dans une crise alimentaire majeure due à l'échec des récoltes de la campagne agricole de 2011/2012. L'assistance humanitaire aux réfugiés maliens a dû être mise en œuvre en parallèle à des grands programmes d'aide liés à la sécheresse, en particulier au Niger et dans une moindre mesure au Burkina Faso. Cela a représenté un défi pour le PAM, mais aussi un élément favorable du fait de la capacité déjà existante dans les bureaux pays, notamment en termes de personnel. Cependant, il semble difficile de trouver des partenaires expérimentés et compétents

⁷⁰ Le Burkina Faso est le seul pays hôte où le gouvernement a favorisé le retour volontaire au Mali.

techniquement en nutrition, car la plupart des organisations sont déjà ‘occupées’ avec la réponse à la sécheresse. Grace à la meilleure réussite de la campagne agricole 2012/2013, la situation de sécurité alimentaire des communautés hôtes et la disponibilité de vivres sur les marchés se sont beaucoup améliorées en 2013. Cela a réduit la pression sur le système humanitaire et a, par exemple, permis la mise en place des programmes de transferts monétaires et bons dans les camps de réfugiés maliens au Burkina Faso et au Niger.

➤ **Accès**

97. Les conditions d'accès ont été très inégales dans les différents sites. Dans le camp de Mbéra en particulier mais aussi dans les zones d'accueil de Tahoua, la situation sécuritaire a limité le déploiement d'organisations et de personnel des nationalités affectées par les menaces des groupes djihadistes. La situation géographique a également été déterminante pour la mise en œuvre des activités dans ces deux régions enclavées et isolées en période de pluies. La mise en place des vols humanitaires a énormément facilité l'accès à ces zones pour le personnel de plusieurs agences. Mais la logistique alimentaire reste dépendante du transport routier et de ses défis. En revanche, la mise en œuvre de l'EMOP au Burkina Faso et dans les camps de Mangaizé, Abala et Tabareybarey au Niger n'a pas supposé de défis logistiques majeurs, étant donné la proximité de la capitale et les conditions sécuritaires plus favorables.

➤ **Existence de programmes synergiques**

98. La situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle des réfugiés maliens dans les trois pays hôtes ne peut pas être uniquement attribuée aux résultats de l'appui fourni dans le cadre de l'EMOP régionale. La stabilisation de la situation observée en 2013 représente l'impact de l'ensemble de l'assistance fournie pour satisfaire les besoins humanitaires. Cela comprend par exemple un ensemble de programmes d'appui aux moyens d'existence de plus ou moins grande envergure, les services de santé et la mise en place d'infrastructures WASH dans les camps et dans les zones d'accueil dans les trois pays. De plus, l'exercice d'enregistrement de niveau 3 réalisé avec succès au Niger et au Burkina Faso par le HCR en partenariat avec les gouvernements hôtes peut être qualifié de ‘programme synergique’ qui a permis au PAM de réduire le nombre de bénéficiaires cibles. De manière indéniable, l'appui aux communautés hôtes dans le cadre de la réponse à la sécheresse a été synergique avec l'appui donné aux réfugiés maliens, car il a permis de réduire la pression en termes de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement dans les régions d'accueil des réfugiés.

3. Conclusions et Recommandations

3.1. Evaluation générale

Pertinence, cohérence et adéquation

99. Les responsabilités assumées par le PAM pendant la crise des réfugiés **correspondent pleinement avec le MoU PAM-HCR**, et sont également **totaleme nt cohérentes avec l'OS 1 du PAM** relatif à la fourniture d'assistance pendant les urgences humanitaires, de même qu'avec le **cadre des politiques du PAM**. On observe néanmoins que la gestion des situations de réfugiés est orientée par le MoU PAM-HCR et que la plupart des politiques sectorielles et transversales du PAM ne contiennent pas d'approches spécifiques pour l'assistance aux réfugiés. L'EMOP est également cohérente avec les **programmes de résilience au Sahel** dans les pays hôtes, et avec la **Feuille de Route du PAM pour la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest**, en particulier pour ce qui est des composantes de nutrition et d'alimentation scolaire.

100. Bien qu'aucune évaluation approfondie des besoins des réfugiés n'ait été réalisée, l'EMOP régionale 200438 (1^{er} juin 2012 – 31 décembre 2014), est **globalement pertinente vis-à-vis des besoins** des réfugiés maliens installés dans les trois pays couverts par cette opération, et des déplacés internes à l'intérieur du Mali. L'EMOP fournit un ensemble d'appuis pertinents au regard des résultats des **Missions Conjointes d'Evaluation** réalisées dans les trois pays en 2013.

101. Plusieurs représentants des réfugiés considèrent que la Distribution Générale de Vivres est la composante la moins adéquate de l'EMOP. L'évaluation a en particulier recueilli des **plaintes répétées quant à l'insuffisance des rations alimentaires, en termes de quantité et de qualité**. Cependant, d'un point de vue nutritionnel, selon les standards internationaux les besoins alimentaires sont couverts par les rations qui ont été distribuées. Néanmoins, une partie des rations ont été vendues pour couvrir d'autres besoins alimentaires et non alimentaires. Elles n'ont pas non plus **toujours respecté les préférences culturelles** des maliens du nord (lait, viande et mil). Celles-ci ne sont cependant pas uniformes. Au début, l'intégration du CSB++ dans les rations alimentaires a rencontré une forte résistance, mais ce produit est maintenant apprécié par une partie des bénéficiaires comme denrée nutritive adaptée au petit déjeuner.

102. Au moment de l'évaluation, beaucoup de réfugiés envisageaient leur **présence à moyen ou long termes dans les pays hôtes** du fait de la persistance de l'insécurité au nord du Mali qui rend impossibles des retours à grande échelle à court terme. En conséquence, les réfugiés expriment maintenant leur préférence pour recevoir un appui pour la génération de revenus et la production alimentaire (maraîchage, petit élevage, formation professionnelle, etc.). L'EMOP met cependant toujours en œuvre une approche d'assistance d'urgence. Le remplacement des transferts en nature (**transferts monétaires** au Burkina Faso et **bons alimentaires** dans le camp de Mangaize au Niger), qui a été engagé à la mi 2013, ouvre la voie à des approches plus de développement (notamment dans la perspective d'un nouveau programme à partir de 2015), ce qui pourrait encore augmenter la cohérence de l'assistance aux réfugiés avec les approches de la Feuille de Route sur la résilience face à la sécheresse.

103. Un autre objectif clé de l'EMOP, relatif au **traitement de la malnutrition modérée, est très pertinent et représente jusqu'à maintenant un élément essentiel de l'assistance humanitaire**. En 2012, des enquêtes SMART ont indiqué que les taux de MAG étaient très élevés dans tous les pays ; ils n'ont diminué que courant 2013 et des taux proches ou supérieurs aux seuils d'urgence persistent dans la plupart des sites. De ce fait, la supplémentation alimentaire reste une composante essentielle.

104. La supplémentation alimentaire systématique (BSF en anglais) a également été très pertinente pour réduire les taux de MAG qui atteignaient initialement les seuils d'urgence. Pour ces programmes (normalement de courte durée), le groupe cible aurait dû être les enfants de 6 à 59 mois. L'approche adoptée en Mauritanie n'a ciblé que les enfants de 6 à 23 mois, ce qui a été corrigé en janvier 2014. On remarque que la Politique de Nutrition du PAM n'intègre pas de seuils à partir desquels la supplémentation alimentaire systématique comme moyen de prévention de la malnutrition aigüe devrait initiée et interrompue. Il n'y a pas encore de position arrêtée au sein du PAM concernant les conditions qui justifient les programmes de BSF et le choix entre rations sèches ou distribution de produits frais. La question de la mise en oeuvre de cette modalité de manière indépendante des autres appuis alimentaires, y compris la DGV et le C&V, se pose également.

105. Une composante d'alimentation scolaire ayant pour but de contribuer au **rétablissement de l'accès à l'éducation** a été intégrée à l'EMOP lors de la Révision Budgétaire 2, et a été mise en oeuvre au Burkina Faso à partir d'octobre 2012, et de janvier 2014 en Mauritanie. Le démarrage de cette composante dans les camps et les zones d'accueil au Niger est toujours en discussion entre le HCR et le PAM. Seul le rapport de JAM de Mauritanie mentionne l'alimentation scolaire, mais sans développer une analyse des raisons qui motivent les réfugiés à envoyer ou non leurs enfants à l'école. On peut supposer que les enfants qui n'ont pas accès à l'école proviennent surtout des couches / groupes ethniques les plus désavantagés.

Efficienne

106. L'efficienne opérationnelle et financière a été affectée par les **difficultés pour estimer correctement le nombre de réfugiés**. Cela a en particulier été le cas au début de la crise malienne. En Mauritanie, il est toujours difficile d'obtenir des chiffres fiables.

107. La **répartition des rôles entre le HCR et le PAM** constitue la base de l'opération dans les trois pays. Des réunions ont eu lieu régulièrement dans tous les pays et d'autres mécanismes ont été mis en oeuvre pour la définition conjointe de stratégies et la prise de décision. Malheureusement, de sérieux problèmes de relation ont eu lieu en Mauritanie en 2012 et début 2013. Globalement, la collaboration entre les deux agences pour la réponse à la crise des réfugiés maliens a été bonne, mais il semble que la fourniture de nourriture n'ait pas toujours été accompagnée des appuis nécessaires en biens non alimentaires associés.

108. Les **structures de mise en oeuvre et les mécanismes de coordination** varient d'un pays à l'autre. Au Niger et au Burkina Faso, le réseau de partenaires présent pour la réponse à la sécheresse dans le Sahel a constitué la base de la réponse à la crise des réfugiés sur laquelle la coordination du HCR aurait pu être construite. Néanmoins, au Burkina Faso, le PAM a utilisé des partenaires « transversaux »

responsables de la mise en oeuvre de modalités particulières dans tous les camps⁷¹, alors qu'au Niger, un unique partenaire par camp est responsable de toutes les modalités⁷². En Mauritanie, très peu d'ONG étaient présentes dans la zone où le camp de Mbera a été établi. En conséquence, le programme a été dépendant de la participation des autorités locales et des ONG nationales déjà partenaires du PAM pour d'autres activités dans le pays.

109. La **Distribution Générale de Vivres** représente de loin la part la plus grande du tonnage total de l'EMOP. Bien que le Niger et le Burkina Faso sont des pays enclavés, et que la chaîne d'approvisionnement du camp de Mbera est complexe et passe partiellement par le Sénégal, la logistique n'a pas posé de problème majeur et il n'y a eu aucune rupture d'approvisionnement jusque fin 2013. Cela est en partie dû à la coexistence de l'EMOP avec d'autres programmes du PAM dans les mêmes pays, ce qui a permis à l'EMOP de profiter des réseaux de transporteurs déjà en place et d'emprunter de la nourriture en cas de rupture de certaines denrées. En Mauritanie, les distributions ont été initialement basées sur le système de '*grouping*', qui a ensuite été remplacé par le '*scooping*' (déjà mis en œuvre dans les autres pays). Cela a permis d'améliorer l'efficacité des distributions. Au Niger et au Burkina Faso, le FBM a montré que les rations pour la DGV dans un certain nombre de cas étaient insuffisantes (poids des denrées moins que les standards pour la ration).

110. Les approches de **transferts monétaires et de bons** ont mis du temps à démarrer. Des études de marché ont été réalisées fin 2012/début 2013, et ont débouché sur des transferts monétaires fournissant 50% de la ration alimentaire au Burkina Faso, et des bons alimentaires équivalents à la ration complète dans le camp de Mangaize au Niger (à l'exception du CSB+ qui est toujours distribué). Dans les deux pays, l'introduction de ces nouvelles modalités a initialement rencontré un certain scepticisme, mais leur mise en place s'est faite sans difficulté majeure. La valeur alpha pour le système de bons au Niger est 1,07⁷³, ce qui montre que les distributions en nature sont toujours sensiblement moins coûteuses, mais la différence est faible.

111. Les **programmes nutritionnels (supplémentation alimentaire ciblée et systématique)** ont été plus efficaces lorsqu'ils ont pu être intégrés dans des systèmes déjà existants. Au Niger et au Burkina Faso, des activités de traitement de la malnutrition étaient déjà mises en œuvre aux abords des camps (gérées par les gouvernements dans le cadre de la réponse à la sécheresse dans le Sahel) et les enfants réfugiés souffrant de MAM ont pu être pris en charge dans ces structures. En Mauritanie, cette approche n'a pas été possible du fait de l'absence de ces services dans la zone du camp de Mbera. En conséquence, un nouveau programme a été initié avec 6 centres à l'intérieur du camp. L'équipe d'évaluation a pu observer que ces centres étaient sous équipés, et qu'il y avait des duplications avec le programme de nutrition de MSF également mis en œuvre dans le camp.

Efficacité

112. **En 2012**, l'EMOP régionale a distribué **la quantité totale de 22.486 tonnes de vivres**. Environ 15% de cette quantité a été distribuée au Niger, 15% au Burkina Faso, 30% au Mali et 45% en Mauritanie. **En 2013**, la **quantité totale**

⁷¹ A l'exception de la DGV à Sag Nionogo qui a été réalisée par la Croix Rouge burkinabé, alors qu'elle a été réalisée par IEDA-Relief dans les autres camps.

⁷² Il n'y a plus qu'un seul partenaire (ACTED) pour toutes les activités dans tous les camps depuis janvier 2014.

⁷³ Basée sur 50 % de riz et 50% de mil

distribuée était de 35.498 tonnes, dont 15% au Mali et le reste dans les pays hôtes (autour de 20% chacun au Niger et au Burkina Faso et 40% en Mauritanie).

113. Un des éléments clés qui a affecté l'efficacité des opérations en 2012 et 2013 est la **faiblesse du ciblage** liée au fait que les dernières étapes de l'enregistrement (détermination du statut de réfugié) prennent beaucoup de temps. Le niveau 3 d'enregistrement n'a en fait été finalisé qu'au Burkina Faso (début 2013). Au Niger, des progrès importants ont été réalisés, mais en Mauritanie (qui compte le plus grand nombre de bénéficiaires de l'EMOP), le processus est en cours mais n'est pas proche d'être finalisé. L'expérience a montré que dans tous les camps et les zones d'accueil où le niveau 3 d'enregistrement a été finalisé, l'assistance humanitaire planifiée a été réduite de manière substantielle.

114. Bien que des rations complètes aient effectivement été distribuées (en partie remplacées depuis 2013 par des transferts monétaires et des bons), les effets de la DGV sur la **stabilisation de la consommation** alimentaire ont mis du temps à se manifester. Le RSP de 2013 montre qu'au Burkina Faso et en Mauritanie, le SCA correspondait à l'objectif fixé (< 20% des ménages ont un SCA pauvre) mais pas au Niger. Les raisons de ces différences entre le Niger et les deux autres pays ne sont pas très claires. Un des facteurs présent dans tous les pays est la vente ou l'échange d'une partie de la ration alimentaire par de nombreux ménages pour satisfaire d'autres besoins, y compris des denrées alimentaires supplémentaires comme le thé et le sucre. L'intégration du CSB+ dans la ration est importante d'un point de vue nutritionnel (en particulier lorsque les bénéficiaires dépendent largement des denrées distribuées), mais son acceptation par les bénéficiaires n'a pas été immédiate.

115. Au début de l'opération, **les niveaux de malnutrition aigüe modérée** étaient alarmants (18,5% au Niger, 20% en Mauritanie, 24,5% au Burkina Faso⁷⁴). Le RSP de 2013 montre que les taux ont beaucoup baissé jusqu'à des niveaux satisfaisants (MAG < 15%) au Niger⁷⁵, en Mauritanie et au Burkina Faso. La malnutrition était toujours de 24,5% en mars 2013 dans le camp de Goubedou au Burkina Faso, mais des enquêtes réalisées en novembre et décembre 2013 montrent un retour à des niveaux plus bas (10-12%). Les progrès dans la lutte contre la malnutrition aigüe dans les camps de réfugiés et les zones d'accueil sont liés en grande partie au bon niveau de mobilisation des ressources, et à la **constance de l'approvisionnement** et aux distributions ininterrompues de rations complètes qui en ont résulté jusque fin 2013.

116. La mise en place du **programme de supplémentation alimentaire systématique** a vraisemblablement contribué aux résultats enregistrés en termes de baisse de la MAG. Ce programme, qui a touché tous les enfants de 6 à 59 mois au Burkina Faso et au Niger, et les enfants de 6 à 23 mois en Mauritanie, a été lancé comme mesure temporaire d'urgence pour répondre aux taux élevés de MAG. Les dates de démarrage et de fin de ce programme varient entre les pays, en fonction des décisions prises localement par le HCR et le PAM. Au moment de la mission d'évaluation, en mars 2014, le programme était toujours en cours en Mauritanie (rations sèches, actuellement composées de PlumpySup⁷⁶ du fait des ruptures de

⁷⁴Ce chiffre est fourni dans le SPR 2012 mais reflète uniquement le camp de Goudebou et pas les autres camps.

⁷⁵ Selon l'enquête de MSF de décembre 2013 et le PDM du PAM de novembre 2013, cela s'est produit plutôt vers la fin de 2013. L'enquête SMART réalisée en mai/juin 2013 indiquait des taux de MAG toujours élevés dans tous les camps et zones d'accueil (compris entre 17,1% à Abala et 21,1% à Mangaize).

⁷⁶ On peut douter de la pertinence de l'utilisation du PlumpySup pour la supplémentation alimentaire systématique car elle va stimuler le partage avec le reste de la famille même lorsque ce produit sera utilisé pour le traitement de la MAM.

stock de CSB++) et au Niger (où la plupart des camps sont toujours couverts par un programme de rations fraîches), mais pas au Burkina Faso. Le document de projet de l'EMOP et les révisions budgétaires n'établissent pas d'objectif de taux de couverture pour cette composante. Il est difficile de se forger une opinion fiable sur la couverture réelle du programme⁷⁷. Les RSP mentionnent que la couverture était comprise entre 38% (Mauritanie) et 61% (Niger) en 2012 ; que la couverture était bonne en 2013 en Mauritanie (70%), alors qu'une faible proportion d'enfants ont été atteints au Burkina Faso et au Niger (respectivement 9,6% et 17%).

117. Les indicateurs de performance de la **Supplémentation Alimentaire Ciblée** montre une situation variable : en 2012, les taux d'échec étaient trop élevés en comparaison avec les cibles globales du PAM (équivalentes à celles des standards Sphere), mais cela c'est amélioré en 2013, à l'exception du Burkina Faso. De la même manière, les taux rapportés en 2013 de récupération étaient élevés en Mauritanie et au Niger (autour de 95% dans les deux pays, ce qui est particulièrement élevé et très au-dessus de la cible de 75%), mais sont restés juste en-dessous de l'objectif au Burkina Faso.

118. La composante d'**alimentation scolaire** a été intégrée à l'EMOP lors de la RB2 afin d'augmenter l'assiduité à l'école. Le programme d'alimentation scolaire a été mis en œuvre au Burkina Faso à partir d'octobre 2012, de janvier 2014 en Mauritanie, et n'a toujours pas démarré au Niger. L'approche prévoit la fourniture d'un goûter matinal (porridge de CSB), mais pas d'un repas complet⁷⁸. Cela est justifié par le fait que les besoins alimentaires des enfants réfugiés sont en principe déjà couverts par la DGV. Cependant, l'efficacité de cette composante est limitée par la persistance d'une proportion significative d'enfants qui n'accèdent toujours pas à l'école. Les RSP livrent peu d'information sur les résultats obtenus en termes de taux de rétention. Aussi, cette activité ne fait pas l'objet de PDM.

Impact

119. Jusqu'à la RB5, le cadre logique de l'EMOP ne contenait pas d'indicateurs d'impact au delà des effets directs attendus pour chaque composante de l'opération. Le nouveau Cadre de Résultats Stratégiques propose des indicateurs d'impact clairs sur le **genre et la protection**, qui seront mesurés à partir de 2014. Pour la période couverte par cette évaluation, les observations faites lors des missions de terrain laissent penser qu'il n'y a pas de problèmes de genre et de protection au-delà de ceux qui existaient déjà dans la société nord malienne (mariages précoces et travail des enfants, poids des tâches domestiques sur les femmes) et qui persistent dans les camps de réfugiés et les zones d'accueil.

120. Un autre aspect qui doit être mentionné est **l'impact environnemental** de l'arrivée des réfugiés, en particulier autour du camp de Mbera et de certains camps du Niger (Abala, Mangaize), où la collecte de bois de chauffe a réduit la couverture végétale et où on note un surpâturage et une utilisation excessive des points d'eau pour les animaux. Ces impacts devraient être pris en compte de manière urgente car ils pourraient engendrer des conséquences importantes à long terme pour la population et l'environnement local.

⁷⁷ La planification doit être adaptée chaque fois qu'il y a un changement significatif dans le nombre de réfugiés enregistrés (lors des rapatriements massifs, et lors de la finalisation des niveaux 2 et 3 de l'enregistrement).

⁷⁸ Cependant, au Burkina Faso le PAM fournit un repas scolaire complet, complété par des produits alimentaires supplémentaires donnés par PLAN pour apporter plus de variété au menu (spaghetti, sardines, sucre).

Pérennité et connectivité

121. L'EMOP régionale étant une opération d'urgence avec pour objectif la satisfaction des besoins immédiats des réfugiés maliens, presque tous les résultats obtenus sont **seulement de nature temporaire**. Toutes les composantes de l'EMOP dépendent entièrement de la continuité de l'appui des donateurs pour assurer la continuité de l'approvisionnement. Les **zones d'accueil** au Niger représentent néanmoins un modèle à suivre qui permet le maintien du mode de vie nomade et une dépendance moindre vis-à-vis de l'aide alimentaire. Bien qu'une transition du modèle de la distribution générale de vivres n'ait pas encore totalement été réalisée, les nouvelles approches comme l'introduction des bœufs au Niger et la décision de baser partiellement l'assistance sur des transferts monétaires au Burkina Faso sont des étapes vers une plus forte pérennité (qui pourrait prendre la forme de **mécanismes de filets sociaux de sécurité** dans lesquels le ciblage est basé sur la vulnérabilité et non plus sur le statut). L'introduction de mécanismes d'assistance alternatifs comme les **Vivres pour actifs ou Argent pour actifs** dépendrait grandement des opportunités de génération de revenus existant dans les différents contextes des régions d'accueil dans les trois pays.

3.2. Leçons pour le futur

122. L'assistance apportée aux réfugiés et communautés hôtes pendant la période 2012-2013 a tiré des leçons principales communes et aussi spécifiques au contexte de chaque contexte. Ces leçons aident à identifier les priorités d'action qui sont restées à aborder pour améliorer les résultats de l'opération régionale.

123. Déjà en 2012, un besoin identifié portait sur le fait « d'avoir des **responsabilités définies** et documentées entre les partenaires »⁷⁹. On doit ajouter à cela la nécessité d'avoir tout d'abord une meilleure connaissance et **vue d'ensemble des partenaires clés** (cartographie), aussi bien d'urgence que de développement, **et de toutes les interventions complémentaires** qui visent les réfugiés et les communautés hôtes. Il s'agit en effet d'assurer un effort conjoint de tous les acteurs afin de non seulement garantir une **couverture holistique (multisectorielle) des besoins**, mais aussi de passer les **mêmes messages** permettant, entre autres, la rationalisation de la distribution de l'aide. La fourniture efficace de l'aide nécessite la proximité entre les acteurs, voire une **coordination solide sur place**.

124. Or, il est nécessaire que la bonne coordination et connaissance des interventions et rôles des partenaires soient accompagnées d'une **analyse et d'un renforcement des capacités techniques et de gestion** au sein du PAM et des partenaires, y compris des capacités de mise en œuvre des gouvernements hôtes.

125. **L'accès à l'aide alimentaire** n'est pas le même pour tous les camps et pour tous les ménages réfugiés. Les ménages de plus grande taille sont plus exposés à l'insécurité alimentaire. De la même manière, les **modalités monétaires et bœufs** peuvent avoir des **impacts différents** sur la vie des réfugiés selon le niveau de vulnérabilité et la taille des ménages. Une **prise de décision informée et pertinente** sur les modalités d'aide qui composent le paquet alimentaire du PAM doit ainsi être basée sur des études approfondies d'impact, de faisabilité et de coût-efficacité de chaque modalité. Le séjour prolongé des réfugiés impose de développer les actions qui visent à renforcer la participation communautaire et à développer des

⁷⁹ RSP 2102.

moyens d'existence durables pour une plus grande autonomie des réfugiés et pour éviter d'aggraver la pression sur les ressources environnementales.

126. Le Niger

- Les sensibilisations porte-à-porte faites aux mères ont amélioré considérablement l'identification des réfugiés malnutris, mais beaucoup plus dans les camps que dans les zones d'accueil ; ceci met en évidence le besoin de renforcer la composante de l'éducation nutritionnelle.
- Après avoir constaté que les enfants de 6 à 23 mois, qui doivent être accompagnés par leur mère 3 fois par jour au programme de rations fraîches, ne participent pas beaucoup au programme, le PAM a su adapter avec succès l'approche en réduisant les repas à 2 fois par jour ; il reste à mettre en place un bon mécanisme de suivi des enfants absents.
- Le système de bons a produit des résultats positifs tels que la bonne collaboration des différents acteurs, la bonne acceptation par les réfugiés, plus de cohésion à l'intérieur des ménages où les membres participent à la planification des achats, la disponibilité des différentes denrées permet plus de choix et de dignité pour les réfugiés, les prix sont stables sur dans les marchés environnants.
- Des petites améliorations sont encore possibles dans le système de bons, et semblent être engagées, comme le fait d'intégrer des personnes ressources réfugiées dans le système, d'émettre des e-coupons pour réduire la charge administrative, ou d'envisager la possibilité d'étendre le système transferts monétaire/bons à d'autres modalités de l'aide pour les réfugiés; aussi, des études de faisabilité des bons dans d'autres sites doivent être réalisées ; la faisabilité dépend en partie des stratégies pour résoudre les problèmes de protection liés aux distributions de coupons, et du renforcement des partenariats pour les transferts monétaires et les bons.

127. Le Burkina Faso

- Pour les nouvelles activités telles que les transferts monétaires, des campagnes d'information et de communication ciblées sont indispensables.
- Les taux de malnutrition sont probablement une résultante de plusieurs facteurs. Sans une analyse approfondie de ces facteurs, il est difficile de trouver une solution optimale.
- La planification du PAM et des bailleurs dépend en grande mesure de l'estimation du HCR du nombre de réfugiés. L'enregistrement biométrique a permis de fournir des chiffres plus précis et, en conséquence, d'améliorer l'efficacité de l'aide aux réfugiés.
- La bonne coordination et la synergie avec les acteurs de développement a entraîné des effets positifs sur la malnutrition et la prévention de la diarrhée.
- Le manque de fourniture de biens non alimentaires en temps opportun a amené les réfugiés à compromettre la couverture leurs besoins alimentaires.
- Les cantines scolaires semblent avoir favorisé le taux de rétention ; il reste en tout cas à analyser les causes possibles de l'absentéisme dans la protection et dans les habitudes nutritionnelles et éducatives maliennes.

128. La Mauritanie

- Le PAM, en collaboration avec le HCR, a décidé de manière pertinente de distribuer la ration alimentaire directement aux ménages au lieu des chefs de secteur pour s'assurer que les ménages reçoivent leur ration complète.

- Le temps d'attente lors des distributions doit être diminué. Des améliorations peuvent encore être apportées dans le suivi du panier alimentaire (food basket monitoring).
- Le fait que de nombreux ménages vendent une partie de la ration pour acheter des aliments complémentaires renforce la nécessité d'étudier d'avantage la faisabilité d'introduire les modalités transferts monétaires/bons. Néanmoins, cette évolution vers une approche de transferts monétaires ne devrait avoir lieu que lorsque les exercices d'enregistrement de niveau 3 seront plus avancés, et lorsque l'on connaîtra l'impact des transferts monétaires réalisés par ACF dans le camp de Mbera.
- La pression évidente sur les ressources environnementales impose de prioriser l'intensification des activités génératrices de revenus visant le développement des moyens d'existence locaux.

3.3 Recommandations

129. Ce chapitre présente les recommandations globales pour l'ensemble de l'EMOP. Des recommandations plus spécifiques pour chaque pays sont formulées dans les annexes pays du rapport.

130. Le PAM devrait chercher à s'assurer que les **éléments de base suivants soient rassemblés pour promouvoir une assistance pertinente, efficace et efficiente aux réfugiés** installés au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie : a) L'EMOP devrait être gérée comme un programme régional avec un lien fort entre les bureaux pays impliqués, de manière à favoriser l'apprentissage mutuel, et une bonne compréhension et prise en compte aussi bien des aspects spécifiques aux différents contextes que des similitudes régionales liés à la crise des réfugiés maliens ; b) des réunions régulières et l'établissement de mécanismes fluides de prise de décision entre le HCR, le PAM et les autorités nationales ; c) des statistiques fiables sur les réfugiés (finalisation du niveau 3 d'enregistrement par le HCR et ses partenaires) ; d) la sélection de partenaires de mise en œuvre qui apportent une bonne combinaison de capacités techniques et de gestion ; e) un processus transparent de mise en œuvre incluant l'échange d'informations et la coordination fluide de toutes les parties prenantes (y compris en premier lieu des réfugiés eux mêmes); et f) des actualisations régulières à destination des donateurs, des progrès en termes d'achat/approvisionnement, résultats et effets obtenus.

131. Etant donné que deux années se sont déjà écoulées depuis l'arrivée des réfugiés, et que des retours massifs au Mali ne sont pas envisagés à court terme, il est recommandé au PAM, en étroite collaboration avec le HCR et les autres partenaires, de commencer à étudier **des approches alternatives pour l'appui à la sécurité alimentaire** qui permettent une sortie progressive des distributions générales de vivres et en argent. Une telle transition est nécessaire et devrait inclure un système de **ciblage basé sur la vulnérabilité**. Elle devrait être accompagnée de décisions pertinentes concernant le choix entre les modalités en nature ou les transferts d'argent et bons (ou une combinaison des deux). Dans chaque site, la meilleure modalité (ou combinaison) devra être identifiée en fonction de l'efficacité financière (faibles coûts opérationnels), du souhait et de la satisfaction des bénéficiaires, et des objectifs de promotion d'une variété alimentaire suffisante (comme mesuré par le score de consommation alimentaire et l'indice des stratégies de survie).

132. Le PAM continuera à assumer la responsabilité d'assurer la qualité du régime alimentaire des réfugiés afin que les déficiences en micronutriments n'augmentent pas. Par conséquent, il est nécessaire de **continuer les distributions d'aliments fortifiés comme le CSB+** pour tous les réfugiés pour une durée plus ou moins longue. Cela pourrait être mis en œuvre en intégrant le CSB+ dans les rations de la distribution générale, en parallèle aux activités de transferts monétaires et de bons, ou en parallèle aux autres programmes qui visent l'amélioration de la sécurité alimentaire (voir ci-dessus). Lorsque les programmes qui ciblent une population aussi large prendront fin, il sera nécessaire d'établir un programme permanent de prévention de la malnutrition chronique en lien avec les priorités de SUN, qui ciblent les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 2 ans.

133. Le PAM devrait également continuer à appuyer le **traitement de la malnutrition aigüe modérée** chez les enfants de 6 à 59 mois. Pour assurer la pérennité à long terme, en Mauritanie, le programme TSF devrait être amélioré et rationalisé (cela inclus l'adéquation des activités avec le nombre actuel de réfugiés enregistrés dans les différents camps/sites). Aussi, le programme devrait être progressivement intégré dans les services permanents de santé et de nutrition au bénéfice de la population locale (comme c'est le cas au Niger et au Burkina Faso depuis le début).

134. Cependant, la poursuite à long terme de **la supplémentation alimentaire systématique** (par le PAM et ses partenaires) ne doit pas être envisagée étant donnée la baisse des taux de MAG en 2013. Il est recommandé que les programmes actuels prennent fin dans les prochains mois.

135. Avec la transition vers une approche plus de développement pour le soutien aux réfugiés dans les trois pays hôtes, **l'alimentation scolaire** devrait prendre de l'importance et devenir l'un des piliers des opérations du PAM, comme le définit la Feuille de Route de résilience à la sécheresse. L'objectif pour le PAM devrait continuer à être la réduction du nombre d'enfants réfugiés qui n'ont pas accès à l'école.

136. Dans la ligne du Plan de Suivi et Evaluation présenté par le Bureau Régional, il est recommandé au PAM dans les trois pays concernés de renforcer les mécanismes de suivi de la situation nutritionnelle ainsi que le suivi des distributions générales de vivres et/ou transferts monétaires (PDM et FBM), en assurant une régularité suffisante, en améliorant sa fiabilité et en intégrant des éléments qualitatifs, afin de contribuer à éclairer la prise de décisions opérationnelles et programmatiques dans chacun des pays.

137. Concernant l'éventuel retour d'une partie des réfugiés au Mali dans le futur, le PAM devra s'assurer de la coordination effective avec le HCR ainsi qu'avec les différents acteurs humanitaires du Mali, afin de garantir la convergence entre les programmes de réinsertion au Mali avec les éventuelles dispositions prises dans les camps de réfugiés, d'éviter des duplications ou des manques, et de faciliter les éléments nécessaires aux réfugiés pour une prise de décision informée sur la situation spécifique dans les différentes zones de retour.

Annexes

Annexe 1: D'autres programmes du PAM au Mali et dans les trois pays d'accueil

Country	Title	Main activities	Timeframe
Mali	EMOP 200525	Targeted GFD and C&V; nutrition (BSF & TSF); School feeding	01/01 – 31/12/2013
	SO 200534	Logistics cluster and telecommunications cluster	01/01 – 31/12/2013
	SO 200521	Humanitarian Air Services within Mali	01/01 – 31/12/2013
	CP 10583.0	School feeding; FFW; Capacity building	01/01/2008 – 31/12/2012
Niger	PRRO 200583	Targeted GFD & C&V; nutrition (BSF & TSF); Local purchase; School feeding, Capacity building	01/01/2014 – 31/12/2016
	CP 106140	School feeding; cereal banks & FFT; nutrition support to HIV/TB clients	01/01/2009 – 31/12/2013
	PRRO 200051	Targeted GFD; FFW & CFW; nutrition (BSF & TSF)	01/07/2011 – 31/12/2013
	SO 200520	Humanitarian Air Services in Niger	01/01 – 31/12/2013
	SO 200316	Humanitarian Air Services in Niger and Northern Mali	01/01 – 31/12/2012
	EMOP 200398	Targeted GFD & C&V; nutrition (BSF)	01/04 – 30/09/2012
Mauritania	CP 200251	Nutrition (TSF); School feeding; FFA & Villages Food Reserves	01/01/2012-31/12/2016
	PRRO 200474	Village Food Reserves & FFA; nutrition (TSF & BSF)	01/05/2013 – 30/04/2014
	EMOP 200333	Targeted GFD & C&V; FFA & Village Food Reserves; nutrition (BSF & TSF)	01/02-31/12/2012
	SO 200406	Humanitarian Air Services in Mauritania	15/03-15/08/2012
Burkina Faso	CP 200163 (Sahel, North, East)	School feeding; targeted and blanket supplementary feeding; HIV/AIDS orphan support; IGAs and Cash for Work	01/01/2011 – 31/12/2015
	PRRO 200509	Targeted and blanket supplementary feeding; nutrition awareness and training; cash for assets; cash for training; gender advocacy.	01/04/2013 – 31/12/2014
	PRRO 200054	Targeted food distributions, food- and cash-for-work, and targeted and blanket suppl. Feeding	01/01/2010-31/12/2012

Annexe 2: Vue d'ensemble des sites. Activités de l'EMOP régional et les agences partenaires

Région/ Province	WFP SO / AO	Camp / Site	DGV (Beneficiaries, Dec'13)	CPs	TSF / BSF (No. Of Ben.ies, Dec 13)	CPs	Cash & Vouchers	CPs	Cantines Scolaires	CPs
NIGER										
Région de Tillabéry Dép. Ouallam, Commune Tondikiwindi	SO Niamey (antenneOuallam)	<u>Mangaize</u> <u>camp</u>	Dec '12 4.628; Dec '13 8.856	Islamic Relief	BSF (Wet feeding, till Nov '13) : 1.076	Islamic Relief (2013), ACTED (2014)	Cash & Vouchers (Nov'13): 9.232	CRN, Islamic Relief (2013), ACTED (2014)	-	-
Région de Tillabéry , Dép. Ayorou, commune Ayorou		<u>TabareyBarey</u> <u>camp</u>	Dec '12 6.198 ; Dec '13 8.906	PLAN (2013), ACTED (2014)	BSF (Wet feeding till Nov '13): 1.103	PLAN (2013), ACTED (2014)				
Région de Tillabéry , Dép. Abala, Commune Abala		<u>Ahala camp</u>	Dec '12 11.043 ; Dec '13 12.731	ACTED	BSF (Wet feeding till Nov '13): 3.700	ACTED				
Région de Tahoua Dép. Tassara, commune Tassara	SO Tahoua	Zone d'accueil <u>Tazalit</u>	Dec '13 : 1600	APBE						
Région de Tahoua, Dép. Tillia, commune Telemces		Zone d'accueil <u>Intikan</u>	Dec '13 : 11,092	Croix Rouge Nigérienne	BSF: (Wet feeding, till Nov '13): 1.109	AKARASS				
Niamey	SO Niamey	<u>Niamey</u> <u>refugee site</u>	Oct '12 6,327 ; Dec '13 7.724	ACTED, PLAN, Islamic relief, AKARASS						
Region de Dosso	?	<u>Kizamou</u> site	Oct '12 139 ; Dec '13 3.918	?						
		<u>Tigzefan</u> site	Dec '12 1.163 ; Dec '13 1.067							
		<u>Banibangou</u> site	Dec '12 2.862 ; Dec '13 538							
		<u>Miel</u> site :	Dec '12 1.116 ;							

Région/ Province	WFP SO / AO	Camp / Site	DGV (Beneficiaries, Dec'13)	CPs	TSF / BSF (No. Of Ben.ies, Dec 13)	CPs	Cash & Vouchers	CPs	Cantines Scolaires	CPs
			Dec '13 499							
		<u>Chinegodrar</u> site	Dec '12 665 ; Dec '13 346							
		<u>Koutougou</u> site :	Dec '12 37 ; Dec '13 35							
MAURITANIA										
Hod El Chargui	SO Bassikounou	<u>Mbéra</u> camp	TFD: 64.011	CSA - HCR	TSF: 1.101 BSF: 4.709 (sept 2012).	ADICOR ACF (depuis dec.'12)	N.A.		No data available	INTERSOS (depuis oct. '12)
BURKINA FASO										
Sahel (Seno)	SO Dori	<u>Goudebou</u> camp	TFD : 11,764	UNHCR, IEDA-Relief	TSF: 119 BSF: 1,106 (wet feeding until May '13; BSF until Oct. '13)	SCF-UK IEDA-Relief	Cash: 11,443	MICROFI
		<u>Tin-Hedia</u> site	TFD : 826							
		<u>Dibissi</u> site	TFD : 2,921							
		<u>Deou</u> site	TFD : 1,272							
Sahel (Soum)		Mentao camp	TFD: 11,691	UNHCR, IEDA-Relief	BSF:1,486 (wet feeding until Apr '13)		Cash: 11,695	MICROFI		
Sahel Qudalan		Gorom Gorom site	TFD: 61							
Centre (Kadiogo)	SO Ouagadougou	Sag-Nioniogo	TFD: 2,066	UNHCR, Burkinabé Red Cross			Cash: 2,059	MICROFI		
Haut Bassins (Houet)	SO Ouagadougou	Bobo Dioulasso	TFD: 1,029	UNHCR IEDA-Relief			Cash: 1,016	MICROFI		

Annexe 3. Mandat de l'évaluation



EVALUATION QUALITY ASSURANCE SYSTEM

Office Of Evaluation

Measuring Results, Sharing Lessons

DRAFT 1, 20 SEPTEMBER 2013

TERMS OF REFERENCE - OPERATION EVALUATION
REGIONAL EMERGENCY OPERATION 200438
ASSISTANCE TO REFUGEES AND INTERNALLY DISPLACED PERSONS
AFFECTED BY INSECURITY IN MALI.
(MALI, MAURITANIA, BURKINA FASO, NIGER)
(2012 – 2013)

9. Introduction

50. These Terms of Reference (TOR) are for the evaluation of the Emergency Operation (EMOP) 200438 – Assistance to Refugees and Internally Displaced Persons affected by Insecurity in Mali, which span over four countries: Mali, Mauritania, Burkina Faso and Niger. This evaluation is commissioned by the WFP Office of Evaluation (OEV) and will take place from October 2013 to March 2014. In line with WFP's outsourced approach for operations evaluations (OpEvs), the evaluation will be managed and conducted by an external evaluation company amongst those having a long-term agreement with WFP for operations evaluations.
51. These TOR were prepared by the OEV focal point based on an initial document review and consultation with stakeholders and following a standard template. The purpose of the TOR is twofold: 1) to provide key information to the company selected for the evaluation and to guide the company's Evaluation Manager and Team throughout the evaluation process; and 2) to provide key information to stakeholders about the proposed evaluation.
52. The TOR will be finalised based on comments received on the draft version and on the agreement reached with the selected company. The evaluation shall be conducted in conformity with the TOR.

10. Reasons for the Evaluation

2.1. Rationale

53. In the context of renewed corporate emphasis on providing evidence and accountability for results, WFP has committed to increase evaluation coverage of operations and mandated OEV to commission 12 Operations Evaluations (OpEvs) in 2013; 24 in 2014 and up to 30 in 2015.

54. Operations to be evaluated are selected based on utility and risk criteria.⁸⁰ From a shortlist of operations meeting these criteria prepared by OEV, the Regional Bureau (RB) has selected the Regional EMOP 200438 for an independent evaluation.

2.2. Objectives

55. This evaluation serves the dual and mutually reinforcing objectives of accountability and learning:

- **Accountability** – The evaluation will assess and report on the performance and results of the operation. A management response to the evaluation recommendations will be prepared.
- **Learning** – The evaluation will determine the reasons why certain results occurred or not to draw lessons, derive good practices and pointers for learning. It will provide evidence-based findings to inform operational and strategic decision-making. Findings will be actively disseminated and lessons will be incorporated into relevant lesson sharing systems.

2.3. Stakeholders and Users

56. **Stakeholders.** A number of stakeholders both inside and outside of WFP have interests in the results of the evaluation and many of these will be asked to play a role in the evaluation process. Table one below provides a preliminary stakeholders’ analysis, which will be deepened by the evaluation team in the inception package.

Table 1: Preliminary stakeholders’ analysis

Stakeholders	Interest in the evaluation
INTERNAL STAKEHOLDERS	
Regional Bureau (RB) in Dakar	The RB is responsible for coordinating this regional EMOP in addition to being responsible for COs’ oversight and technical guidance and support. The RB is the primary stakeholder in this evaluation and its management has an interest in an independent account of the operational performance as well as in learning from the evaluation findings to apply this learning to similar initiatives.
Country Offices (CO) in Mali, Mauritania, Burkina Faso and Niger	Responsible for the country level planning and operation implementation, the COs have a direct stake in the evaluation and an interest in learning from experience to inform decision-making. COs are called upon to account internally as well as to its beneficiaries, partners for the performance and results of the operation locally.
Office of Evaluation (OEV)	OEV is responsible for commissioning OpEvs over 2013-2015. As these evaluations follow a new outsourced approach, OEV has a stake in ensuring that this approach is effective in delivering quality, useful and credible evaluations.
WFP Management and Executive Board (EB)	The WFP management and its governing body has an interest in being informed about the effectiveness of WFP operations. This evaluation will not be presented to the EB but its findings will feed into an annual synthesis of all OpEvs, which will be presented to the EB at its November session.
EXTERNAL STAKEHOLDERS	
Beneficiaries	As the ultimate recipients of food assistance, beneficiaries have a stake in WFP determining whether its assistance is appropriate and effective. As such, the level of participation in the evaluation of women, men, boys and girls from different

⁸⁰ The utility criteria looked both at the timeliness of the evaluation given the operation’s cycle and the coverage of recent/planned evaluations. The risk criteria was based on a classification and risk ranking of WFP COs taking into consideration a wide range of risk factors, including operational and external factors as well as COs’ internal control self-assessments.

	groups will be determined and their respective perspectives will be sought.
UNHCR	As the lead agency for refugees, UNHCR has a stake in this evaluation. Staff from the refugee agency at both regional and local levels will be considered key informants.
UN Agencies	As the operation is managed with the framework of the UN humanitarian coordination mechanisms, including the cluster system, the perspectives of representatives of these bodies will be sought.
The host Governments of Mauritania, Burkina Faso and Niger	Host Governments have an interest in knowing whether WFP activities in the country conform are harmonised with the action of other partners and meet the expected results. Specific government bodies for refugees are also engaged in protection and assistance to refugees.
NGOs	NGOs are WFP's partners for the implementation of some activities. The results of the evaluation might affect future implementation modalities, strategic orientations and partnerships.
Donors	WFP operations are voluntarily funded by a number of donors. They have an interest in knowing whether their funds have been spent efficiently and if WFP's work has been effective and contributed to their own strategies and programmes.

57. **Users.** The primary users of this evaluation will be:

- The RB, which is responsible for coordinating this emergency operation, is expected to use the evaluation findings as part of the definition of the next phase of assistance to Malian refugees. An independent assessment of the effectiveness and efficiency of the regional operation will also serve the RB's oversight function and will generate findings that can be applied to other similar regional initiatives and/or refugee operations.
- The COs, host government and partners in informing decisions related to programme implementation and/or partnerships.
- OEV will use the evaluation findings to feed into an annual synthesis report of all OpEvs and will reflect upon the evaluation process to refine its OpEv approach, as required.

11. Subject of the Evaluation

58. Following the outbreak of violence in the Gao, Kidal, and Timbuktu regions of Mali in April 2012, hundreds of thousands of people have fled northern Mali and sought refuge with host communities and in refugee camps in neighbouring countries.

59. Regional EMOP 200438 addresses life-saving needs of refugee populations fleeing conflict in northern Mali since early 2012 and aims to (i) prevent a deterioration in the food security status of Malian refugees in Burkina Faso, Mauritania and Niger through targeted food distributions (TFD) and/or cash transfers; (ii) prevent an increase in the incidence of global acute malnutrition (GAM) among children 6-23 months through blanket supplementary feeding (BSF); and (iii) provide treatment for children 6-59 months with moderate acute malnutrition (MAM) and malnourished pregnant and lactating women (PLW) through targeted supplementary feeding (TSF).

60. The regional EMOP is coordinated by the WFP Regional Bureau in partnership with the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and within the framework of the UN Regional Humanitarian Coordination. Relief activities are conducted in partnership with national governments and NGOs, and in parallel WFP on-going operations making up the regional Sahel drought response framework.

61. The EMOP 200438 project document including the project logframe, related amendments (Budget revisions) and the latest resource situation are available by clicking [here](#)⁸¹. The key characteristics of the operation are outlined in table two below, while table three summarizes the operation's specific objectives and corresponding activities. Annex one provides a map of the EMOP activities.

Table 2: Key characteristics of the operation

Approval	The EMOP was approved by WFP's Executive Director in May 2012.		
Duration	Initial: 7 months (01 Jun to 31 December 2012)	Revised: 19 months (until 31 December 2013)	
Amendments	There have been 3 amendments (Budget Revisions BRS) to the initial project document. The various BRs resulted in either an increase or a decrease of the planned requirements depending on the assessed needs. BR 1 increased transportation costs; BR2 extended the operation until 31 December 2013, resulting in a budget increase of US\$ 67 million; and BR3 decreased the number of assisted refugees leading to an 8% reduction in the operation's requirements.		
Planned beneficiaries	<u>Initial:</u> 555,000 (total) Mali: 300,000 Mauritania: 95,000 Burkina Faso: 100,000 Niger: 60,000	<u>Revised:</u> 174,000 (total) Mali: 0 as of December 2012 Mauritania: 84,000 Burkina Faso: 50,000 Niger: 40,000	
Planned food requirements	<u>Initial:</u> In-kind: 51,093 mt of food commodities Cash and Vouchers: US\$8,64 million	<u>Revised:</u> In-kind: 95,769 mt of food commodities Cash and Vouchers: US\$13,57 million	
US \$ requirements	<u>Initial:</u> US\$ 78,9 million	<u>Revised:</u> US\$136,872,518 (BR3)	
Contribution level (by August 2013)	The operation received US\$ 88 million, i.e. 60% of the total (pre-BR3) requirements.		
Top five donors (by August 2013)	U.S.A (53% of total donations); Multilateral (21%); Japan (9%); UK (9%); UN CERF (8%)		
Main Partners	<u>Government:</u> Mali: Ministry of Health, Commission for Population Movement Mauritania: Ministry of Interior Burkina Faso: Comité National des Réfugiés (Ministry of Foreign Affairs)	<u>UN:</u> Regional Coordination: UNHCR, UN Regional Humanitarian Coordinator, IOM, UNFPA, WHO Mali: FAO, UNICEF Mauritania: UNHCR Burkina Faso: UNHCR Niger: UNHCR, UNICEF	<u>NGOs:</u> 6 international NGOs

Table 3: Objectives and activities

	Corporate Strategic objectives	Operation specific objectives	Activities
MDGs 1-4-5		Prevent a deterioration in the food security status of Malian IDPs and refugees through targeted food distributions and/or cash transfers	<ul style="list-style-type: none"> Targeted food/cash and voucher distribution (Refugees and IDPs) Blanket supplementary feeding
		Prevent deterioration of acute malnutrition	

⁸¹ From WFP.org – Countries – Mauritania– Operations or <http://www.wfp.org/node/3519/4905/384621>.

	Strategic Objective 1	among children aged 6-23 months from IDP and refugee populations through blanket supplementary feeding Treat moderate acute malnutrition (MAM) among children aged 6-59 months and PLW through targeted supplementary feeding	<ul style="list-style-type: none"> • Treatment of MAM (children 6-59 months, PLW) • Emergency School Feeding (to refugee children in Mauritania and Burkina Faso since January 2013) 																																								
% of planned beneficiaries by activity	<table border="1"> <caption>Approximate data for % of planned beneficiaries by activity</caption> <thead> <tr> <th>Activity</th> <th>Niger</th> <th>Burkina Faso</th> <th>Mauritania</th> <th>Mali</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Emergency School feeding (refugee children)</td> <td>0%</td> <td>0%</td> <td>~10%</td> <td>0%</td> </tr> <tr> <td>Treatment of MAM (PLW)</td> <td>~1%</td> <td>~1%</td> <td>~1%</td> <td>~1%</td> </tr> <tr> <td>Treatment of MAM (children 6-59 months)</td> <td>~1%</td> <td>~1%</td> <td>~1%</td> <td>~1%</td> </tr> <tr> <td>Blanket supplementary feeding (children 6-23 months)</td> <td>~5%</td> <td>~5%</td> <td>~5%</td> <td>~5%</td> </tr> <tr> <td>Cash/Vouchers transfers</td> <td>~35%</td> <td>~35%</td> <td>~35%</td> <td>~35%</td> </tr> <tr> <td>Targeted food distribution (IDPs)</td> <td>~60%</td> <td>~60%</td> <td>~60%</td> <td>~60%</td> </tr> <tr> <td>Targeted food distribution (refugees)</td> <td>~60%</td> <td>~60%</td> <td>~80%</td> <td>~60%</td> </tr> </tbody> </table> <p>(Treatment of MAM activity in Mali, Burkina Faso, and Niger: Absolute figure is too low and not captured by the percentage)</p>			Activity	Niger	Burkina Faso	Mauritania	Mali	Emergency School feeding (refugee children)	0%	0%	~10%	0%	Treatment of MAM (PLW)	~1%	~1%	~1%	~1%	Treatment of MAM (children 6-59 months)	~1%	~1%	~1%	~1%	Blanket supplementary feeding (children 6-23 months)	~5%	~5%	~5%	~5%	Cash/Vouchers transfers	~35%	~35%	~35%	~35%	Targeted food distribution (IDPs)	~60%	~60%	~60%	~60%	Targeted food distribution (refugees)	~60%	~60%	~80%	~60%
Activity	Niger	Burkina Faso	Mauritania	Mali																																							
Emergency School feeding (refugee children)	0%	0%	~10%	0%																																							
Treatment of MAM (PLW)	~1%	~1%	~1%	~1%																																							
Treatment of MAM (children 6-59 months)	~1%	~1%	~1%	~1%																																							
Blanket supplementary feeding (children 6-23 months)	~5%	~5%	~5%	~5%																																							
Cash/Vouchers transfers	~35%	~35%	~35%	~35%																																							
Targeted food distribution (IDPs)	~60%	~60%	~60%	~60%																																							
Targeted food distribution (refugees)	~60%	~60%	~80%	~60%																																							
% of planned total food requirements by activity	<table border="1"> <caption>Approximate data for % of planned total food requirements by activity</caption> <thead> <tr> <th>Activity</th> <th>Percentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Targeted Food Distribution</td> <td>97%</td> </tr> <tr> <td>Prevention of Acute Malnutrition (children 6-23 months)</td> <td>3%</td> </tr> <tr> <td>Treatment of MAM (children 6-59 months and pregrant and lactating women)</td> <td>Too small to be captured</td> </tr> </tbody> </table> <p>Treatment of MAM activity is too small to be captured by the percentage</p>			Activity	Percentage	Targeted Food Distribution	97%	Prevention of Acute Malnutrition (children 6-23 months)	3%	Treatment of MAM (children 6-59 months and pregrant and lactating women)	Too small to be captured																																
Activity	Percentage																																										
Targeted Food Distribution	97%																																										
Prevention of Acute Malnutrition (children 6-23 months)	3%																																										
Treatment of MAM (children 6-59 months and pregrant and lactating women)	Too small to be captured																																										

12. Evaluation Approach

4.1. Scope

62. **Scope.** The evaluation will cover Regional EMOP 200438 including all activities and processes related to its formulation, implementation, resourcing, monitoring, and evaluation and reporting relevant to answer the evaluation questions. The period covered by this evaluation is April 2012 until

end 2013, which captures the time from the development of the operation until the start of the evaluation.

4.2. Evaluation Questions

63. The evaluation will address the following three questions:

Question 1: How appropriate is the operation? Areas for analysis will include the extent to which the objectives, targeting, choice of activities and of transfer modalities:

- Are appropriate to the needs of the food insecure population.
- Seek complementarity with the interventions of relevant humanitarian partners as well as with other WFP interventions in the countries/region.
- Are coherent with WFP strategies, policies and normative guidance.

Question 2: What are the results of the operation? While ensuring that differences in benefits between women, men, boys and girls from different groups are considered, the evaluation will analyse:

- the level of attainment of the planned outputs;
- the extent to which the outputs led to the realisation of the operation objectives as well as to unintended effects;
- how different activities of the operation dovetail and are synergetic with other WFP operations and with what other actors are doing to contribute to the overriding WFP objective in the region;
- The efficiency of the operation.

Question 3: Why and how has the operation produced the observed results? The evaluation should generate insights into the main internal and external factors that caused the observed changes and affected how results were achieved. The inquiry is likely to focus, amongst others, on:

- Internally: the processes, systems and tools in place to support the operation design, implementation, monitoring/evaluation and reporting; the governance structure and institutional arrangements (including issues related to staffing, capacity and technical backstopping from RB/HQ); the partnership and coordination arrangements; etc.
- Externally: the external operating environment; the funding climate; external incentives and pressures; etc.

4.3 Evaluability Assessment

64. Evaluability is the extent to which an activity or a programme can be evaluated in a reliable and credible fashion. The below provides a preliminary evaluability assessment, which will be deepened by the evaluation team in the inception package. The team will notably critically assess data availability and take evaluability limitations into consideration in its choice of evaluation methods.

65. In answering question one, the team will be able to rely on assessment reports, minutes from the project review committee, the project document and logframe, as well as documents related to interventions from other actors. In addition, the team will review relevant WFP strategies, policies and normative guidance.

66. For question two the operation has been designed in line with the corporate results framework (SRF) and selected outputs, outcomes and targets are recorded in the logframe. Monitoring reports as well as the 2012 standard project report (SPR) detail achievement of outputs and outcomes thus making them evaluable against the stated objectives.

67. However, answering question two is likely to pose some challenges owing in part to: i) the absence of baseline data for the activities and ii) data gaps notably in relation to efficiency.
68. For question three, the team members will have access to some institutional planning documents and is likely to elicit further information from key informant interviews.
69. Other evaluability challenges include security concerns in some of the countries and areas where refugees are located, which might limit site visits.

4.4. Methodology

70. The methodology will be designed by the evaluation team during the inception phase. It should:
- Employ relevant internationally agreed evaluation criteria including those of relevance, coherence (internal and external), coverage, efficiency, effectiveness, impact and connectedness.
 - Use applicable frameworks and standards (e.g. SPHERE standards);
 - Demonstrate impartiality and lack of biases by relying on a cross-section of information sources (e.g. stakeholder groups, including beneficiaries, etc.) and using mixed methods (e.g. quantitative, qualitative, participatory) to ensure triangulation of information through a variety of means. In particular, the sampling technique to select field visit sites will need to demonstrate impartiality and participatory methods will be emphasised with the main stakeholders, including the RB and COs.
 - Be geared towards addressing the key evaluation questions taking into account the evaluability challenges, the budget and timing constraints;
 - Be based on an analysis of the logic model of the operation and on a thorough stakeholders analysis;
 - Be synthesised in an evaluation matrix, which should be used as the key organizing tool for the evaluation.

4.5. Quality Assurance

71. OEV's Evaluation Quality Assurance System (EQAS) defines the quality standards expected from this evaluation and sets out processes with in-built steps for quality assurance, templates for evaluation products and checklists for the review thereof. It is based on the UNEG norms and standards and good practice of the international evaluation community (DAC and ALNAP) and aims to ensure that the evaluation process and products conform to best practice and meet OEV's quality standards. EQAS does not interfere with the views and independence of the evaluation team.
72. At the start of the evaluation, OEV will orient the evaluation manager on EQAS and share related documents. EQAS should be systematically applied to this evaluation and the evaluation manager will be responsible to ensure that the evaluation progresses in line with its process steps and to conduct a rigorous quality control of the evaluation products ahead of their submission to WFP.
73. The evaluation company is ultimately responsible for the quality of the evaluation products. If the expected standards are not met, the evaluation company will, at its own expense, make the necessary amendments to bring the evaluation products to the required quality level.
74. OEV will also subject the evaluation report to an external post-hoc quality review to report independently on the quality, credibility and utility of the evaluation in line with evaluation norms and standards.

13. Phases and deliverables

75. Table four below highlights the main activities of the evaluation, which will unfold in five phases.

Table 4: Activities, deliverables and timeline by evaluation phase

Entity responsible	Activities	Key dates
PHASE 1 – PREPARATION		
OEV	Desk review, consultation and preparation of TOR	August- Sept
CO / RB	Stakeholders comments on TOR	23 – 30 Sep
OEV	❖ Final TOR	30 September
OEV	Evaluation company selection and contracting	1 Oct 2013
PHASE 2 – INCEPTION		
OEV	Management hand-over to the EM (including briefing on EQAS, expectations and requirements for the evaluation).	7 – 11 Oct 2013
EM	Evaluation team briefing on EQAS, expectations and requirements for the evaluation.	7 – 11 Oct 2013
ET	Desk review, initial consultation with the CO/RB, drafting of the Inception Package (including methodology and evaluation mission planning)	11-25 Oct 2013
EM	Quality Assurance of the Inception Package	30 Oct 2013
EM	❖ Final Inception Package	15 Nov 2013
PHASE 3 – EVALUATION MISSION		
CO	Preparation of the evaluation mission (including setting up meetings, arranging field visits, etc)	1 – 22 Nov
ET	Introductory briefing	25 Nov
ET	Interviews with key internal and external stakeholders, project site visits, etc	25 Nov – 15 Dec
ET	Exit debriefing / workshop	15 Dec
ET	❖ Aide memoire	15 Dec
PHASE 4 – REPORTING		
ET	Evaluation Report drafting	15 Dec – 20 Jan 2014
EM	Quality Assurance of draft Evaluation Report	20-25 Jan
EM	❖ Draft Evaluation Report	1 Feb
CO/RB/OEV	Stakeholders comments on Evaluation Report	1 – 15 Feb
EM	Comments matrix	15 - 20 Feb
ET	Revision of the Evaluation Report	20 -28 Feb
EM	❖ Final Evaluation Report	1 March
PHASE 5 – FOLLOW-UP		
CO/RB	Preparation of the Management Response	1 – 15 March
CO/RB	❖ Management Response	15 March
EM	❖ Evaluation brief	15 March
OEV	Post-hoc Quality Assurance	TBD
OEV	Publication of findings and integration of findings into OEV's lessons learning tools.	Upon completion
OEV	Preparation of annual synthesis of operations evaluations.	June 2014

76. **Deliverables.** The evaluation company will be responsible for producing as per the timeline presented in table 4 above the following deliverables in line with the EQAS guidance and following the required templates:

- **Inception package (IP)** – This package focuses on methodological and planning aspects and will be considered the operational plan of the evaluation. It will present a preliminary analysis of the context and of the operation and present the evaluation methodology articulated around a deepened evaluability and stakeholders’ analysis; an evaluation matrix; and the sampling technique and data collection tools. It will also present the division of tasks amongst team members as well as a detailed timeline for stakeholders’ consultation.
- **Aide memoire** – This document (powerpoint presentation) will present the initial analysis from the data stemming from the desk review and evaluation mission and will support the exit-debriefing at the end of the evaluation phase.
- **Evaluation report (ER)** – The evaluation report will present the findings, conclusions and recommendations of the evaluation. Findings should be evidence-based and relevant to the evaluation questions. Data will be disaggregated by sex and the evaluation findings and conclusions will highlight differences in performance and results of the operation for different beneficiary groups as appropriate. There should be a logical flow from findings to conclusions and from conclusions to recommendations. Recommendations will be provided on what changes can be made to enhance the achievements of objectives and take the current CO’s direction of travel into consideration. Recommendations will be limited in number, actionable and targeted to the relevant users. These will form the basis of the WFP management response to the evaluation.
- **Evaluation brief** – A two-page brief of the evaluation will summarise the evaluation report and serve to enhance dissemination of its main findings.

77. These deliverables will be drafted in French. The evaluation TOR, report, management response and brief will be public and posted on the WFP External Website (wfp.org/evaluation). The other evaluation products will be kept internal.

14. Organization of the Evaluation

6.4 Outsourced approach

78. Under the outsourced approach to OpEvs, the evaluation is commissioned by OEV but will be managed and conducted by an external evaluation company having a long-term agreement (LTA) with WFP for operations evaluation services. DARA will be contracted for this evaluation

79. The company will provide an evaluation manager (EM) and an independent evaluation team (ET) in line with the LTA. To ensure a rigorous review of evaluation deliverables, the evaluation manager should in no circumstances be part of the evaluation team.

80. The company, the evaluation manager and the evaluation team members will not have been involved in the design, implementation or M&E of the operation nor have other conflicts of interest or bias on the subject. They will act impartially and respect the [code of conduct of the profession](#).

81. Given the evaluation learning objective, the evaluation manager and team will promote a participatory evaluation process. Yet, to safeguard the independence of the evaluation, WFP staff will not be part of the evaluation team or participate in meetings with external stakeholders if the evaluation team deems that their presence could bias the responses.

6.5 Evaluation Management

82. The evaluation will be managed by the company’s Evaluation Manager for OpEvs (as per LTA), Belen Diaz. The EM will be responsible to manage within the given budget the evaluation process in line with EQAS and the expectations spelt out in these TOR and to deliver timely evaluation products meeting the OEV standards. In particular, the EM will:

- Mobilise and hire the evaluation team and provide administrative backstopping (contracts, visas, travel arrangements, consultants' payments, invoices to WFP, etc).
- Act as the main interlocutor between WFP stakeholders and the ET throughout the evaluation and generally facilitate communication and promote the participatory evaluation process.
- Support the evaluation team by orienting members on WFP, EQAS and the evaluation requirements; providing them with relevant documentation and generally advising on all aspects of the evaluation to ensure that the evaluation team is able to conduct its work.
- Ensure that the evaluation proceeds in line with EQAS, the norms and standards and code of conduct of the profession and that quality standards and deadlines are met.
- Ensure that a rigorous and objective quality check of all evaluation products is conducted ahead of submission to WFP. This quality check will be documented and an assessment of the extent to which quality standards are met will be provided to WFP.
- Provide feedback on the evaluation process as part of a 360 assessment of the evaluation.

6.6 Evaluation Conduct

83. The evaluation team will conduct the evaluation under the direction of the evaluation manager. The team will be hired by the company following agreement with OEV on its composition.

84. **Team composition.** The evaluation team is expected to include 2-3 members, including the team leader. It should be composed of women and men of mixed cultural backgrounds including nationals of the country or region. All team members should have refugee and Sahelian experience and be fluent in French. All evaluation products will be in French. The need for interpreters should be considered.

85. **Team competencies.** The team will be multi-disciplinary and include members who together include an appropriate balance of expertise and practical knowledge in:

- Emergency relief notably within displacement contexts.
- Food security/Livelihoods (including familiarity with the cash and voucher modality), nutrition and protection in refugee contexts.
- Emergency coordination frameworks and partnerships.

86. All team members should have strong analytical and communication skills; evaluation experience and familiarity with the country or region.

87. **The Team leader** will have technical expertise in one of the technical areas listed above as well as expertise in designing methodology and data collection tools and demonstrated experience in leading similar evaluations. She/he will also have leadership and communication skills, including a track record of excellent French writing and presentation skills.

88. Her/his primary responsibilities will be: i) defining the evaluation approach and methodology; ii) guiding and managing the team during the evaluation process; iii) leading the evaluation mission and representing the evaluation team in meetings with stakeholders; iv) drafting and revising, as required, the inception package, aide memoire and evaluation report in line with EQAS; and v) provide feedback to OEV on the evaluation process as part of a 360 assessment of the evaluation.

89. **The team members** will bring together a complementary combination of the technical expertise required and have a track record of written work on similar assignments.

90. Team members will: i) contribute to the design of the evaluation methodology in their area of expertise based on a document review; ii) conduct field work; iii) participate in team meetings and meetings with stakeholders; iv) contribute to the drafting and revision of the evaluation products in their technical area(s) and v) provide feedback on the evaluation process as part of a 360 assessment of the evaluation.

15. Roles and Responsibilities of WFP Stakeholders

91. **The Regional Bureau.** The RB management will be responsible to:

- Assign a focal point for the evaluation to liaise with the OEV focal point during the preparation phase and with the company evaluation manager thereafter, as required.
- Provide the evaluation manager with documentation and information necessary to the evaluation.
- Facilitate the team's contacts with regional stakeholders and coordinate field visits in the three countries.
- Participate in a number of discussions with the evaluation team on the evaluation design and on the operation, its performance and results, including a briefing and debriefing (possibly done in the form of a workshop).
- Provide comments on the TORs and the evaluation report.
- Prepare the management response to the evaluation and track the implementation of the recommendations.
- Provide feedback to OEV on the evaluation process as part of a 360 assessment of the evaluation.

92. **The Country Offices.** The COs will be responsible to:

- Provide relevant documentation and information necessary to the evaluation (via the RB coordination unit); facilitate the team's contacts with local stakeholders; set up meetings, field visits; provide logistic support during the fieldwork; and arrange for interpretation, if required.
- Participate in a number of discussions with the evaluation team on the evaluation design and on the operation, its performance and results and participate (possibly via teleconference to the exit debriefing).
- Comment on the TORs and the evaluation report, as required by the RB.
- Input into the management response to the evaluation, as required.

93. **Headquarters.** Some HQ divisions might, as relevant, be asked to discuss WFP strategies, policies or systems in their area of responsibility and to comment on the evaluation TOR and report. These include: Operations Department (OM), Policy and Programme Innovation Division (OSZ), Emergency Preparedness and Response (OMEP), Procurement Division (OSP), Logistics Division (OSL), Government Partnership Division (PGG).

94. **The Office of Evaluation.** OEV is responsible for commissioning the evaluation and Claire Conan, senior Evaluation Officer is the OEV focal point. OEV's responsibilities include to:

- Set up the evaluation including drafting the TOR in consultation with concerned stakeholders; select and contract the external evaluation company; and facilitate the initial communications between the WFP stakeholders and the external evaluation company.
- Enable the company to deliver a quality process and report by providing them with the EQAS documents including process guidance and quality checklists as well as orient the evaluation manager on WFP policies, strategies, processes and systems as they relate to the operation being evaluated.
- Comment on, and approve, the evaluation report.
- Submit the evaluation report to an external post-hoc quality assurance process to independently report on the quality, credibility and utility of the evaluation and provide feedback to the evaluation company accordingly.
- Publish the final evaluation report (together with its quality assessment) on the WFP public website and incorporate findings into an annual synthesis report, which will be presented to WFP's Executive Board for consideration as well as in other lessons-learning platforms, as relevant.

- Conduct a 360 assessment (based on an e-survey) to gather perceptions about the evaluation process and the quality of the report to be used to revise the approach, as required.

16. Communication and budget

8.3. Communication

95. Issues related to language of the evaluation are noted in sections 6.3 and 5, which also specifies which evaluation products will be made public and how and provides the schedule of debriefing with key stakeholders. Section 7 describes how findings will be disseminated.

96. To enhance the learning from this evaluation, the evaluation manager and team will also emphasize transparent and open communication with WFP stakeholders. Regular teleconferences and one-on-one telephone conversations between the evaluation manager, team and RB and when relevant COs' focal point(s) will assist in discussing any arising issues and ensuring a participatory process.

8.4. Budget

97. **Funding source:** The evaluation will be funded in line with the WFP special funding mechanism for Operations Evaluations (Executive Director memo dated October 2012). The cost to be borne by the RB/COs, if applicable, will be established by the WFP Budget & Programming Division (RMB). The total cost of the evaluation will be included in the final TORs.

98. **Budget:** The budget will be prepared by the company (using the rates established in the LTA and the corresponding template) and approved by OEV. For the purpose of this evaluation the company will use the management fee corresponding to a medium operation.

Please send queries to Claire Conan, OEV at Claire.conan@wfp.org, 00 30 06 65 13 34 80.

Acronyms

BR	Budget Revision
ALNAP	Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action
CO	Country Office (WFP)
DAC	Development Assistance Committee
EB	(WFP's) Executive Board
EQAS	Evaluation Quality Assurance System
EM	Evaluation Manager
EMOP	(WFP) Emergency Operation
ER	Evaluation Report
ET	Evaluation Team
GFD	General Food Distribution
HQ	Headquarters (WFP)
IP	Inception Package
LTA	Long-Term Agreement
NGO	Non-Governmental Organisation
MDG	Millennium Development Goals
M&E	Monitoring and Evaluation
Mt	Metric Ton
OEV	Office of Evaluation (WFP)
OpEv	Operation Evaluation
RB	Regional Bureau (WFP)
TOR	Terms of Reference
UN	United Nations
UNCT	United Nations Country Team
UNEG	United Nations Evaluation Group
WFP	World Food Programme

Annexe 4: Méthodologie

Dans le cadre d'une série d'évaluations opérationnelles (OpEv) à entreprendre dans la période 2013-2015, le Bureau d'évaluation du PAM (OEV) a choisi le programme "EMOP régionale 200438" « Assistance aux réfugiés et personnes déplacées touchés par l'insécurité au Mali (Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger) (2012-2013)" pour une évaluation indépendante.

Objectifs de l'évaluation

L'évaluation externe de l'EMOP 200438 a deux objectifs qui se renforcent mutuellement :

- **Redevabilité** - L'équipe d'évaluation permettra d'apprécier et rendre compte de la mise en œuvre et des résultats de l'opération. Sur la base des recommandations formulées par l'équipe d'évaluation, le PAM proposera une réponse de gestion ('*management response*') pour la mise en œuvre (des recommandations).
- **Apprentissage** - L'équipe d'évaluation permettra également de déterminer les raisons pour lesquelles certains résultats ont été obtenus, d'en tirer des leçons, de veiller sur les bonnes pratiques et les pointeurs utiles pour l'apprentissage. Cette analyse permettra des conclusions fondées sur des preuves concrètes afin de faciliter une prise de décision opérationnelle et stratégique, au niveau national et plus particulièrement au niveau du Bureau régional (ODD). Dans l'ensemble, le PAM prend son engagement dans la diffusion active et l'intégration des résultats dans des systèmes pertinents de partage des leçons.

Selon l'approche des évaluations opérationnelles, l'évaluation fut confiée à DARA, une organisation de recherche et d'évaluation à but non lucratif basée à Madrid avec un contrat à long terme (LTA) avec le PAM. La préparation initiale de l'évaluation était prise en charge par le bureau d'évaluation du PAM ensemble avec l'ODD et la gestionnaire de l'évaluation de DARA (EM). DARA est engagée dans les phases successives suivantes de travail dans le processus d'évaluation: 1) Conception; 2) Mission d'évaluation, 3) Rapport, et 4) Follow-Up. Ces phases ont eu lieu dans la période de Janvier à Mai 2014. La phase finale consistait à préparer la réponse de gestion ainsi que d'autres activités de suivi requises pour être entreprises par le PAM, et à la préparation d'un résumé de l'évaluation ('*evaluation brief*') par la gestionnaire de l'évaluation de DARA. La période de l'évaluation a été accordée de manière à ce que les résultats puissent être intégrés dans l'ensemble des travaux qui sera présenté à la réunion du Conseil exécutif en Octobre 2014.

Portée de l'évaluation

L'évaluation est été effectuée en pleine conformité avec les Termes de Référence (TdR) du 4 Octobre 2013 (voir Annexe 9), préparés par le point focal OEV en consultation avec l'ODD. L'évaluation se ferait en conformité avec les normes et standards EQAS. Les normes et standards UNEG seront respectés. Cela s'appliquait à tous les aspects de l'évaluation.

L'évaluation engloberait l'EMOP régionale 200438, et toutes les activités et les processus liés à sa formulation, la mise en œuvre, les ressources, le suivi et l'évaluation et les rapports pertinents pour répondre aux questions d'évaluation. La période couverte par cette évaluation est de Juin 2012 à Décembre 2013, comprenant le temps de la mise au point de l'opération, y compris la période couverte par le deuxième prolongement du projet approuvé dans la révision budgétaire 3. L'évaluation comprend l'appui en 2012 aux personnes déplacées au Mali⁸², mais ne couvrirait cette partie que sur la base des informations fournies dans le rapport SPR du PAM 2012 et dans les informations complémentaires (le cas échéant) fournies par le Bureau régional de Dakar et par téléconférence avec le Bureau Pays au Mali si nécessaire. Pendant la phase de terrain, l'attention sera portée exclusivement sur les activités

⁸² Depuis Janvier 2013 l'appui du PAM aux personnes déplacées à l'intérieur du Mali ne faisait plus partie de l'EMOP régionale car elle a été prise en vertu de l'EMOP spécifique Mali 200525.

EMOP menées au Niger, en Mauritanie et au Burkina Faso. En accord avec les TdR, l'évaluation se portait sur les trois principales questions d'évaluation suivantes:

Question 1: Quelle est la pertinence de l'opération?

Les domaines d'analyse comprennent la mesure dans laquelle les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert sont:

- Adéquats aux besoins de la population en insécurité alimentaire.
- Cohérents avec les politiques nationales pertinentes, y compris les politiques sectorielles et stratégies;
- Cohérents avec les stratégies, les politiques et les orientations normatives du PAM (y inclus les stratégies régionales).

Question 2: Quels sont les résultats de l'opération?

Tout en assurant que les différences de bénéficiaires entre les femmes, les hommes, les garçons et les filles de différents groupes sont prises en considération, l'évaluation analysera et prendra en compte:

- Le niveau de réalisation des résultats escomptés.
- La mesure dans laquelle les résultats ont conduit à la réalisation des objectifs de l'opération ainsi qu'à des effets inattendus.
- La complémentarité avec les interventions du PAM envers les populations hôtes (particulièrement par rapport aux réponses à la sécheresse sahélienne) et des interventions par des autres parties prenantes humanitaires aux camps de réfugiés.
- Efficacité de l'opération et la probabilité que les bénéficiaires se poursuivront après la fin de l'opération.

Question 3: Pourquoi et comment l'opération produit-elle les résultats observés?

L'évaluation devrait générer un aperçu des principaux facteurs internes et externes qui ont produit les changements observés et ont conduit aux résultats atteints. L'analyse est susceptible de se concentrer, entre autres, sur:

- Facteurs internes (sous le contrôle du PAM): les processus, les systèmes et les outils mis en place pour appuyer la conception de l'opération, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation et les rapports; la structure de gouvernance et les arrangements institutionnels (y compris les questions liées au personnel, la capacité et l'appui technique du RB/Siège) ; les accords de partenariat et de coordination, etc.
- Facteurs externes (hors du contrôle du PAM): l'environnement opérationnel externe; le climat de financement, les stimulants et pressions externes; etc.

Méthodologie d'évaluation

DARA a assuré que la méthodologie utilisée était en conformité aux TdR. L'évaluation opérationnelle:

- Utilise des critères d'évaluation pertinents reconnus au niveau international, y compris ceux de la pertinence, la cohérence (interne et externe), la couverture, l'efficacité, l'impact, la durabilité (ou la connectivité pour les opérations d'urgence);
- Utilise les normes en vigueur (par exemple les normes SPHERE) ;
- Démontre l'impartialité et l'absence de préjugés en s'appuyant sur un croisement de sources d'information (par exemple, les groupes de parties prenantes, y compris les bénéficiaires, etc.) et utilise des méthodes mixtes (par exemple quantitatives, qualitatives, participatives) pour assurer la triangulation de l'information à travers une variété de moyens.
- Est orientée à répondre aux questions d'évaluation tenant compte des défis de l'évaluabilité, du budget et des contraintes de temps;
- Elle se fonde sur l'analyse du document de projet EMOP régionale et sur une analyse approfondie des parties prenantes;
- Comprend une matrice d'évaluation comme outil d'organisation clé pour l'évaluation.

- Se déroule avec des outils basés sur la matrice d'évaluation qui consiste d'un checklist pour les réunions avec les répondants clés, une questionnaire pour les Discussions en Groupes Focaux, et d'un tableau générique pour la révision de la littérature). Les outils seront appliqués de manière homogène dans tous les pays à visiter, ce qui facilitera l'analyse comparative des données;
- Applique une approche de méthodes mixtes dans laquelle les données qualitatives obtenues lors des missions dans les trois pays seront croisées et triangulées avec des données quantitatives des sources secondaires.
- Est conforme aux exigences de promouvoir la participation tout au long du processus à la fois du Bureau régional ainsi que des bureaux des trois pays où l'EMOP se déroule.
- Au cours des missions sur le terrain, l'équipe sera divisée en deux afin de faire le meilleur usage du temps et d'assurer une bonne couverture des camps de réfugiés/zones d'accueil. La nécessité de se prévaloir de deux sous équipes qui soient multisectorielles a été prise en compte lorsque les membres de l'équipe ont été sélectionnés.

Quality assurance

La qualité du processus de gestion de l'évaluation sera assurée par l'EM avec la participation de la chef d'équipe (TL) et les membres de l'équipe. Les principaux outils pour la gestion efficace de l'évaluation seront:

- Une planification adéquate, réaliste et adaptée qui comprend des mises à jour régulières des plans de travail ainsi qu'une adaptation et une capacité de réaction à des événements inattendus.
- Une communication fluide à tous les niveaux (équipe d'évaluation, experts d'assurance de la qualité, point focal au niveau OEV, CO, RB, PAM et partenaires du HCR, et parties prenantes).
- Une liaison efficace avec le PAM (OEV, CO et RB) et une participation adéquate des **parties prenantes aux différents stades de l'évaluation.**

La qualité des produits de l'évaluation (le rapport de conception ('*inception package*'), le rapport d'évaluation, le résumé de l'évaluation ('*evaluation brief*') sera assurée de la manière suivante:

- La gestionnaire de l'évaluation révisera de manière exigeante les versions préliminaires du rapport de conception, la première version de rapport d'évaluation et le rapport final tout en veillant à ce que ces produits répondent aux normes de qualité en conformité avec EQAS. La gestionnaire fournira des commentaires par écrit et participera à des discussions à travers Skype avec la chef et membres de l'équipe d'évaluation afin de canaliser les commentaires apportés.
- DARA impliquera deux experts supplémentaires pour l'assurance de la qualité (un membre *senior* interne à DARA et un évaluateur *senior* externe) afin d'assurer que tous les produits soient réalisés en conformité avec EQAS, les exigences des TdR, le rapport de conception approuvé, ou autres ajustements éventuels convenus au cours de la séance de briefing. Les experts d'assurance de la qualité se concentreront en particulier sur le rapport d'évaluation en regardant si celui-ci contient une analyse cohérente et complète qui conduit de manière logique à des conclusions suffisamment fondées sur des preuves et qui reflètent les points de vue des parties prenantes d'une manière équilibrée. Ils veilleront à ce que le rapport énonce des recommandations SMART aux niveaux stratégiques et opérationnels, avec indication des délais et responsables de leur mise en œuvre.
- Le rôle de la chef d'équipe sera de produire des produits de haute qualité en conformité avec EQAS et autres procédures du PAM. Elle sera guidée dans ce processus par la gestionnaire de l'évaluation.

- Les membres de l'équipe d'évaluation feront tous référence à des normes de haute qualité. Leurs contributions au cours de toutes les phases du processus d'évaluation devront adhérer à EQAS et aux conseils fournis par la chef de l'équipe.

Analyse de l'évaluabilité et limites potentielles:

Jusqu'à présent, aucun empêchement majeur n'a été rencontré pour le démarrage du processus d'évaluation. L'équipe est en contact avec les acteurs stratégiques de cette évaluation au sein du Bureau régional (Dakar) et les trois bureaux de pays (Niamey, Nouakchott, Ouagadougou). Les énoncés généraux de la mission ont déjà été convenus avec les décideurs concernés. Une planification plus détaillée est en cours. La documentation de base est déjà disponible pour l'équipe, les lacunes d'information sont actuellement comblées par des recherches sur Internet et en collaboration avec les points focaux des trois pays.

Il est important de mettre en évidence certains aspects qui pourraient avoir eu un impact sur le processus de collecte de données au cours de la phase de terrain:

- Le Risque de payer plus d'attention aux activités en cours (non incluses dans la portée de l'évaluation) au détriment des activités menées depuis la moitié de 2012 jusqu'à la fin de 2013. En étant conscient de ce risque, l'équipe devra essayer de le réduire en examinant le plus grand nombre possible de documents qui concernent les premières étapes de l'opération.
- La non-disponibilité des rapports et/ou d'autres limitations du système M&E pourraient influencer sur la fiabilité des données qui sont disponibles et sur les possibilités de croisement et vérification des données. Cela aurait des conséquences fâcheuses sur l'analyse de l'efficacité de l'intervention (par exemple sur la couverture atteinte).
- On peut imaginer que de nouvelles questions apparaîtront au cours de la phase de terrain, qui pourraient être liées à la nécessité de croisement et vérification d'information additionnelle en raison d'incohérences dans les informations disponibles.
- Attribution et contribution: l'EMOP est composée d'activités complexes qui impliquent de nombreux acteurs, pays et sujets. En outre, les activités ont lieu dans des contextes où de nombreuses autres interventions humanitaires sont mises en œuvre. Cela signifie que le PAM n'est pas le seul organisme responsable des résultats définitifs au niveau des «outcomes». L'implication pour l'évaluation est que l'accent devrait plutôt être mis sur la «contribution» que sur «l'attribution».
- Certaines parties prenantes peuvent ne pas être disponibles pour une réunion au cours de la phase de terrain (les missions dans chaque pays sont limitées à une semaine et incluent les entretiens dans la capitale et les visites sur les sites de réfugiés).
- La situation humanitaire dans la région de l'Afrique de l'Ouest et la logistique et les défis de sécurité sont différents d'une zone d'accueil à une autre. Ces zones d'accueil des réfugiés sont généralement assez loin des capitales et certains d'entre elles doivent être atteints par des vols UNHAS..

Les outils de collecte de données

La collecte d'information pour l'évaluation se fait à travers un ensemble d'outils et d'approches qui assurent une bonne triangulation des sources et vise à une vue d'ensemble.

Comme indiqué dans le cadre d'évaluation, les principaux outils à utiliser sont:

- L'analyse de la documentation et des données secondaires (informations reçues des bureaux de pays du PAM ainsi que d'un large éventail d'autres documents qui sont obtenus à partir des principales parties prenantes et par une recherche sur internet, etc.) Compte tenu de la dimension régionale (multi-pays) de l'évaluation, l'examen des documents sera un élément clé dans la reconstitution de la façon dont l'intervention a été conçue ainsi que des objectifs stratégiques et opérationnels qui ont servi de base de l'EMOP. Le PAM devrait fournir la plupart des informations

secondaires. Logiquement, la qualité des données disponibles dépend de la consistance et cohérence des mécanismes de suivi au cours de la période d'évaluation. L'équipe mettra l'accent sur une révision littéraire aussi systématique et structurée que possible.

- Les Entretiens semi-structurés et les réunions de groupes sectoriels fourniront des informations détaillées sur les questions clés qui sont décrites dans la matrice d'évaluation. Les entretiens et les réunions seront utilisés pour valider des hypothèses, identifier les causalités et combler les lacunes d'information. Ils seront menés avec un éventail d'informateurs clés au niveau régional (Dakar), au niveau de la capitale des trois pays couverts par l'EMOP (Niamey, Nouakchott et Ouagadougou), et au niveau du terrain dans les camps de réfugiés et sites d'accueil. Les informateurs incluent le personnel du PAM, d'autres agences des Nations Unies, les entités au sein des gouvernements (en particulier celles qui sont engagées dans la gestion des réfugiés, la sécurité alimentaire, la nutrition et l'éducation), les principaux bailleurs de fonds internationaux de l'aide humanitaire aux réfugiés maliens dans la région de l'Afrique de l'Ouest, partenaires du PAM qui sont engagés dans la mise en œuvre de l'EMOP et/ou d'autres programmes du PAM (CPs, PRROs, EMOPs) dans les trois pays. Pour cela, la checklist commune à utiliser se trouve en annexe (annexe 8). Les questions sont tirées du cadre d'évaluation, et sont regroupées par type de partie prenante. Cette approche facilitera la comparaison croisée entre les différents groupes de personnes interrogées.
- Au cours des visites dans les camps de réfugiés et les sites d'accueil, et les villages voisins des communautés hôtes un effort sera fait pour visiter une série de sites de projets afin d'évaluer la façon dont les différentes activités sont exécutées dans la pratique. Des Groupes focaux seront organisés avec des groupes représentatifs de réfugiés/villageois qui sont informés sur les activités du programme EMOP. Après une réunion avec tout le monde, le groupe sera divisé en deux ou plusieurs sous-groupes, y compris des groupes de femmes, pour permettre une collecte de données optimale. En outre, lors des visites, il y aura une discussion séparée avec les partenaires de mise en œuvre. Les questions sont tirées du cadre d'évaluation et mises dans un format qui est gérable au cours d'une heure/une heure et demi de discussion (voir annexe 9).

Pendant et après le processus de collecte des données, l'équipe se chargera de rassembler et trianguler les différentes pièces d'information dans le but de construire une vision commune sur le programme en relation avec les questions du cadre d'évaluation. En d'autres termes, l'analyse des données est un élément important parmi les efforts globaux de collecte de données car elle identifie les tendances globales des modalités de l'aide du PAM. L'accent sera mis sur l'obtention d'une compréhension approfondie du contexte, des activités de l'EMOP entreprises, des résultats obtenus et de l'analyse des facteurs internes et externes qui ont influencé les processus de mise en œuvre et la manière dont ils ont apporté un changement réel pour les bénéficiaires. Si nécessaire, cette étape entraînera la recherche d'informations supplémentaires s'il y a encore des (grandes) lacunes dans la base de données. En outre, il pourrait être nécessaire de croiser et vérifier les données avec les informateurs clés respectifs (ou avec des documents) dans le cas où il apparaît un certain niveau de contradiction.

Dans la mesure du possible, les données seront validées par triangulation et validation croisée. Dans le processus d'analyse (à la fois pendant la phase de terrain et pendant l'étape du rapport), l'équipe va toujours chercher la validation croisée de l'information reçue: les documents par rapport aux entretiens, la recherche/preuve documentaire par rapport aux entretiens; l'observation directe par rapport aux entretiens, etc.

Les preuves seront triangulées en comparant les informations obtenues:

- À partir de différentes sources (niveaux ou organismes);
- Par différents outils, entretiens, discussions de groupe, groupes focaux, révision littéraire, observation directe;
- Par zone géographique (pour vérifier que les problématiques rencontrées ne sont pas seulement utiles ou pertinentes à un contexte/pays spécifique);
- Au fil du temps (pour vérifier que les questions ne sont pas seulement spécifiques à une période donnée).

À la fin des visites dans les pays, des séances courtes de restitution seront tenues avec les bureaux de pays du PAM. Une séance plus longue aura lieu à la fin de la mission dans le cadre de la séance de restitution avec le RB à Dakar. Ici, l'accent sera mis sur une analyse et une discussion plus approfondies des résultats.

À l'issue de la phase de terrain, l'équipe travaillera conjointement sur la préparation du rapport d'évaluation en ligne avec les guides EQAS pour les évaluations opérationnelles.

Calendrier

Entity responsible	Activities	Key dates
PHASE 2 – INCEPTION		
ET	Desk review, initial consultation with the CO/RB, drafting of IP	Dec. – 14 Febr
EM	Quality assurance of the IP	5 Febr
EM	<i>Inception Package</i>	<i>14 Febr</i>
PHASE 3 – EVALUATION MISSION		
CO	Preparation of the evaluation mission	20 Jan – 21 Febr
ET	Introductory briefing	28 Febr
ET	Interviews with stakeholders, project site visits, etc.	28 Febr - 17 Mrch
ET	Exit debriefing / workshop	17 Mrch
ET	<i>Aide-Memoire</i>	<i>17 Mrch</i>
PHASE 4 – REPORTING		
ET	Evaluation report drafting	17 Mrch – 20 Apr
EM	Quality assurance of draft Evaluation Report	21 – 25 April
	<i>Draft Evaluation Report</i>	<i>12 May</i>
CO/RB/OEV	Stakeholders' comments on draft report	12 – 21 May
EM	Comments matrix	21 - 22 May
ET	Revision of the Evaluation Report	22 – 29 May
EM	<i>Final Evaluation Report</i>	<i>30 May</i>
PHASE 5 – FOLLOW-UP		
EM	<i>Evaluation Brief</i>	<i>14 June</i>

Annexe 5: Matrice d'Evaluation

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
Question clé 1: Quelle est la pertinence de l'opération?					
A. Est-ce que l'ensemble des modalités d'intervention de l'EMOP régional est-il approprié pour répondre aux besoins des réfugiés maliens et déplacés?	A1. Est-ce que les objectifs de l'EMOP, le type d'activités / modalités d'intervention et les paniers d'aide (TFD, C&V, BSF, TSF, ESF) correspondent aux besoins existants (et besoins changeants) des réfugiés maliens et des communautés d'accueil (où il est jugé approprié de couvrir leurs besoins aussi) au Niger, en Mauritanie et au Burkina Faso? <ul style="list-style-type: none"> - En considérant les besoins spécifiques des hommes et femmes, y inclus leur statuts nutritionnelles ? - -En intégrant une analyse des risques et des conséquences de l'insécurité alimentaire, de la faim et de l'aide alimentaire sur la protection des populations - En intégrant des actions pour contribuer à réduire ces risques ? 	<p>Informateurs clés (ODD, COs / SOs, autres agences UN, bailleurs, Gouv nat/locale)</p> <p>Révision littéraire (rapports JAM, données d'enregistrement des réfugiés dans les trois pays, autres documents)</p> <p>Groupes focaux dans les communautés visitées (bénéf. / non-bénéf..)</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>PAM/ Recherche web</p> <p>Checklist</p>	<p>Triangulation des preuves à partir des sources d'information mentionnées</p>	OK
	A2. La conception de l'activité (systèmes de distribution y compris) de l'EMOP a été élaborée en consultation avec d'autres parties prenantes (UNHCR et autres) ?				
	A3. Est-ce que les choix de ciblage dans l'EMOP ont été identifiés de manière appropriée: <ul style="list-style-type: none"> - Intègre une analyse d'impact du ciblage et des méthodes d'enregistrement - Reflète les besoins (dynamiques) des communautés bénéficiaires avec son entourage –communautés d'accueil- - Prend en compte des questions de sécurité et de protection des réfugiés et des conflits éventuels avec la population hôte. Couverture des groupes vulnérables spécifiques (sexe, groupes d'âge, l'origine ethnique, les familles monoparentales, etc.), et incorpore le principe de non-discrimination. 				
	A4. Y a-t-il suffisamment d'attention mise à la complémentarité «interne» entre les différentes composantes de l'EMOP (TFD, BSF, TSF, ESF)?				
B. Est-ce que l'EMOP régionale est-elle cohérente avec les cadres techniques normatifs pour les interventions dans l'EMOP ? Et les cadres élaborés par la Coordination humanitaire de l'ONU pour la crise	B1. Y a-t-il une bonne correspondance entre l'EMOP et les priorités définies par les 'clusters' pour coordonner de l'aide humanitaire dans les pays concernés ?	<p>Informateurs clés (PAM COs, Gouv nat/locale, OCHA, autres agences UN, bailleurs)</p> <p>Révision littéraire Consultations avec les autorités nationales responsables des</p>	<p>Entretiens semi-structurés</p> <p>PAM / recherche web Rencontres/ interviews sur le terrain</p>	<p>Comparison of documents plus triangulation through key stakeholder interview</p>	OK
	B2. Les activités de l'EMOP sont-elles en cohérence avec les cadres politiques nationaux (aide aux réfugiés, sécurité alimentaire, nutrition, éducation)? Les activités de l'EMOP sont –elles également cohérentes avec les projets et				

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
Maliennes? Et les politiques et stratégies nationales dans les pays d'accueil?	programmes dans les mêmes secteurs pour la population d'accueil dans les régions?	refugies			
D. Les objectifs de l'EMOP régionale, le ciblage, le choix des activités et des modalités d'intervention sont-ils cohérents avec les stratégies, politiques et orientations normatives du PAM?	D1. Y a-t-il des éléments dans l'EMOP qui illustrent bien la cohérence avec les objectifs corporatifs sur l'aide d'urgence dans le cadre des résultats stratégiques du PAM 2008-2013 (objectifs, indicateurs, ciblage, choix des activités, modalités de transfert)? Y a-t-il aussi des éléments au sein de l'EMOP qui ne soient absolument pas cohérents avec le cadre des résultats stratégiques?	Révision littéraire (Doc Project et BRs; SRF 2008-2013) Informateurs clés (ODD, COs / SOs)	PAM Entretiens semi-structurés	Juxtaposition des documents et triangulation avec les preuves des entretiens avec le personnel du PAM à différents niveaux	OK
	D2. Est-ce qu'une EMOP régionale a été la réponse adéquate pour répondre aux besoins humanitaires des réfugiés maliens, ou est-ce que par contre une EMOP à niveau pays et/ou une PRRO aurait été plus appropriées?				
	D3. Quelle est la cohérence des éléments de l'EMOP (TFD, BSF, TSF, ESF) avec les documents politiques pertinents du PAM ? En particulier est-ce que l'EMOP intègre les mesures nécessaires et suffisantes afin de faire valoir : <ul style="list-style-type: none"> - les Principes directeurs du PAM de la distribution alimentaire - la Politique d'aide alimentaire et moyens d'existence d'urgence (2010) - la Politique sur la protection humanitaire (2012) - la Politique de bons /transferts cash (2008) - la Politique de la nutrition (2012) - la Politique d'alimentation scolaire (2012) - la Politique de genre (2009) - Stratégie pour la Mobilisation des Ressources (2014) 				
Question clé 2: Quels sont les résultats de l'opération?					
E. Quel est le niveau d'atteinte des résultats escomptés pour les différentes composantes de l'EMOP régionale? (désagrégés entre femmes, hommes, garçons et filles)?	E1. Résultats réels par an pour les différents composants (de ciblage géographique, types d'interventions, nombre de bénéficiaires - réfugiés et population hôte -) et dans chacun des pays : <ul style="list-style-type: none"> - Targeted Food Distribution - Blanket Supplementary Feeding - Targeted Supplementary Feeding - Emergency School Feeding 	Révision littéraire (SPRs 2012, 2013; Plans Annuels Operationnels 2012, 2013; rapports mensuelles, rapports FBM)	ODD, COs Croiser l'information (vérification) avec l'ODD et COs	Préparation de tableaux et/ou graphes	OK
F. À quel point les résultats réalisés ont-ils conduit à la	F1. Perceptions sur le niveau de réalisation des objectifs de l'EMOP régionale (tous liees au SO 1)	Informateurs clés (ODD, COs / SOs)		Compilation des preuves	OK

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
réalisation des objectifs de l'opération ainsi qu'aux effets inattendus? (désagrégés entre femmes, hommes, garçons et filles)	F2. Mesures de réalisation des résultats prévus ('outcomes') pour chacune des composantes de l'EMOP, et dans chacun des pays: <ul style="list-style-type: none"> - FCS limite au moins de 80% des ménages ciblés - Stabilisation de GAM en dessous de 10% -15% (différents objectifs pour différents pays) - Les indicateurs de performance de la TSF - Les taux de rétention scolaire (garçons et filles) 	Révision littéraire (Doc Project et BRs, SPRs, PAM données PDM, JAMs, enquêtes nutrition, etc.)	Données obtenues de l'ODD et COs Croiser l'information (vérification) avec entretiens ODD et COs	Préparation de tableaux et/ou graphes	Ok pour 2012, pas encore clair pour 2013
	F3. Liste de tous autres effets (inattendus) qui ont eu lieu pour les activités des différents composants de l'EMOP? (positifs et négatifs) <ul style="list-style-type: none"> - Impact sur les conditions socio-économiques de la population d'accueil - La structure sociale dans les camps de réfugiés / sites (y compris les aspects de genre) - La cohabitation des réfugiés et de la population locale - Impact sur les prix sur le marché local pour les produits alimentaires, bois de chauffage, autres articles - Accès aux services de nutrition et/ou d'éducation pour la population hôte - Changements dans le terrain égalité de genre et 'émancipation des femmes - Réduction des risques encourus par les populations vulnérables (recrutement de mineurs par des groupes armés irréguliers, abus/esclavage sexuel, etc.) - Autres effets ...? 	Informateurs clés (PAM CO/SOs, CPs) Groupes focaux camps réfugiés / communautés d'accueil visitées	Entretiens semi-structurés Checklist	Collecte / triangulation des preuves	Ça dépend de l'information partagée
	F4. Les bénéficiaires sont-ils satisfaits de l'appui fourni par le PAM à travers l'EMOP? (ciblage, paniers d'aide en ligne avec les préférences alimentaires locales, les systèmes de distribution incl. informations sur la composition de la ration et la création de comités de distribution de vivres régulièrement consultés, la périodicité, les liens avec d'autres programmes, existence de mécanismes effectifs de rapportage d'éventuels abus, corruption, violations, etc.). Est-ce que les bénéficiaires ont eu un accès gratuit, sans conditions et libre à l'aide du PAM? Est-ce que les bénéficiaires se sentent-ils en sécurité dans les centres de distributions du PAM ou de ses partenaires ? (Centres de Récupération Nutritionnels, Points de distributions d'aide alimentaire, trajet après la distribution, absence de vols et d'émeutes, cantines, etc.)	Révision littéraire (FBM et rapports PDM) Groupes focaux camps réfugiés / communautés d'accueil visitées	Checklist	Triangulation	OK
G. Comment les différentes activités de l'EMOP régionale font concorder et est-ce qu'elles sont en synergie avec d'autres interventions du PAM	G1. Est-ce qu'y il a t-il eu de convergence géographique (chevauchement/les environs) entre les activités de l'EMOP et d'autres activités du PAM dans les trois pays?	Informateurs clés (PAM COs/SOs, CPs)	Entretiens semi-structurés	Triangulation des déclarations des différents informateurs	OK
	G2. Est-ce que les délais pour le phasing in et phasing out des différentes composantes des différents programmes du PAM (ciblage des réfugiés maliens et / ou de la population locale) dans les trois pays ont été bien coordonnés?				

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
dans les trois pays, ainsi qu'avec ce que les autres acteurs font pour contribuer à l'objectif primordial du PAM?	G3. En quoi l'EMOP et les autres programmes du PAM bénéficient de la coexistence de divers programmes du PAM dans la même région ? Quels sont les avantages spécifiques (synergies) pour les activités de l'EMOP? Y avait-il aussi des inconvénients?				
	G4. Est-ce que le PAM COs/SOs a établi de bonnes relations avec d'autres acteurs humanitaires dans les régions où les réfugiés maliens sont hébergés?	Informateurs clés (PAM COs/SOs, CPs, bailleurs, autres ONG) Groupes focaux camps réfugiés / communautés d'accueil visitées	Entretiens semi-structurés Checklist	Triangulation des différentes sources d'information	OK
	G5. Est-ce que le PAM COs/SOs a suffisamment récolté des synergies de la mise en œuvre de l'EMOP le long d'autres supports humanitaires aux réfugiés maliens dans les trois pays?				
H. L'EMOP a-t-elle été mise en œuvre de manière efficace et par rapport aux niveaux des coûts acceptables?	H1. Les processus de mise en œuvre pour les différentes composantes de l'EMOP ont été soutenus par: - Les processus de planification en temps opportun et légers (PAM COs/SOs, la sélection des bons CP) - Tout achat local dans les pays d'accueil? Si oui, donner des détails. - La logistique alimentaire efficace (contrats d'achat, routes d'importation, système de stockage, questions de transport, ruptures d'approvisionnement ?) - Systèmes de distribution adéquats (sites à proximité des résidences, organisés de manière efficace, transparents, comités de distribution alimentaire mis en place, sécurité assurée, FAMs présentes, ...) - How were the transfer modalities selected (i.e. food/cash voucher) and is there justification that the selected was/is the most appropriate based on cost and effectiveness? - Procédures administratives bien décrites qui sont suffisamment respectées? Renforcement des capacités par le PAM pour les CPs? Que faire si les règles ne sont pas respectées? (PAM COs/SOs) - Rapports de Suivi (Monitoring) - Rapports financiers/narratifs complets (CPs)	Informateurs clés (PAM COs/SOs, CPs)	Entretiens semi-structurés	Collation et triangulation des déclarations des différents informateurs	Ça dépend de l'information partagée
	H2. Dans les équipes du PAM (ODD/CO/Sos), quelles perceptions existent en ce qui concerne les coûts par bénéficiaire (en particulier 'cash' versus 'food') pour les différentes activités sous l'EMOP dans chacun des trois pays? Ces coûts peuvent-ils être évalués comme acceptable et conforme aux résultats obtenus? Est-ce qu'ils existent des options pour économiser les dépenses ?	Informateurs clés (PAM COs) Révision littéraire	Entretiens semi-structurés docs CO / bases de données	Accent sur l'appréciation par le personnel PAM du niveau des coûts	Aucune référence (benchmarks) (spécifique au contexte)
I. Quelle est la probabilité que les avantages d'une ou plusieurs activités de l'EMOP régionale se poursuivent après la	I1. L'EMOP a-t-il contribué à la stabilisation de l'état de la sécurité alimentaire et de la malnutrition aiguë chez les ménages des réfugiés maliens /communautés hôtes? (objectifs initiaux pour l'EMOP)	Informateurs clés (PAM COs /SOs, CPs) Groupes focaux camps réfugiés /	Entretiens semi-structurés Checklist	Collation des preuves à partir de sources d'information mentionnées	Basée sur les perceptions

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
fin de l'opération?		communautés d'accueil visitées			
Question clé 3: Pourquoi et comment l'opération produit-elle les résultats observés?					
J. Quels sont les aspects de l'organisation interne au sein du PAM ont affecté la mise en œuvre et le niveau de succès de l'EMOP à ce jour?	J1. Les structures organisationnelles au sein de ODD, les trois Cos et leur SOs impliqués dans cette EMOP sont-elles marquées par: (a) La <u>division rationnelle des tâches et des responsabilités</u> (également entre le CO et SOs) (b) Une <u>communication claire et déclaration de nombres enregistrés et projections (arrivés/départs) es flux?</u> (également avec la coordination Hum ONU) (c) Des <u>mécanismes clairs pour la prise de décision opérationnelle? Liens avec les systèmes de suivi & évaluation?</u> (d) <u>Sous-bureaux et entrepôts placés à des endroits corrects?</u>	Informateurs clés (ODD, CO/SOs, CPs) Révision de la documentation ODD / CO / SO	Entretiens semi-structurés	Triangulation des preuves à partir de sources d'information mentionnées	Basée sur les perceptions
	J2. Avoir l'ODD et leurs SOs impliqués dans l'EMOP ont montré être capable de : (a) <u>Actualiser (mise à jour) la conception du programme</u> EMOP lorsque cela a été nécessaire en raison de changements de contexte / niveaux de financement ? (b) <u>Entreprendre l'identification des bénéficiaires</u> adéquate et basée sur des critères clairs (pour tous les composants) ? Les listes d'inscription sont-elles mises à jour régulièrement ? Tous les problèmes spécifiques relatifs à l'intégration des nouveaux arrivés / rapatriés ? (c) Les composantes de l'EMOP atteignent-elles de bons taux de couverture ? (d) <u>mettre en œuvre efficacement les activités</u> de l'EMOP en collaboration avec les CPs ? (e) <u>surveiller / évaluer suffisamment</u> les résultats, les résultats (outputs/outcomes) et les impacts de l'EMOP sur la base du cadre logique) ? Par le PAM ou CPs? Comment est-il organisé ? (% des distributions visées par FBM ? % couvert par PDM ?) A-t- il conduit à un changement dans les approches ? (f) <u>Bien coordonner</u> avec d'autres acteurs soutenant les réfugiés maliens ?				
	J3. Est-ce que le RB, COs et SOs impliqués dans cette EMOP disposent des ressources humaines nécessaires à la gestion adéquate du programme (n ° de personnel par rapport aux tâches à accomplir, les capacités techniques et administratives)?				
	J4. Est-ce que le PAM COs et SOs impliqués dans cette EMOP reçoivent un appui stratégique et technique de l'ODD pertinent, opportun et efficace? Est-ce que l'ODD et/ou les COs ont-ils obtenu un tel soutien du siège ?	Informateurs clés (ODD, COs/SOs) Révision des rapports de mission et autres documents (selon disponibilité)	Entretiens semi-structurés	Triangulation des preuves à partir de sources d'information mentionnées	Basée sur les perceptions

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
	J5. Est-ce que le PAM dispose de partenaires d'exécution bien-qualifiés pour cette EMOP dans chacun des pays de la mise en œuvre?	Informateurs clés (ODD, COs/SOs, CPs) Feedback des utilisateurs finaux (bénéficiaires, autorités locales)	Entretiens semi-structurés checklist	Triangulation des preuves à partir de sources d'information mentionnées	Des perceptions
	J6. Est-ce que le PAM a établi ou participé dans de bons mécanismes de coordination (sectoriels) dans tous les pays où cette EMOP est mise en œuvre?	Informateurs clés (ODD, COs/SOs, CPs)	Entretiens semi-structurés	Triangulation des preuves	Des perceptions
K. Quels sont les principaux facteurs externes qui peuvent expliquer le niveau des résultats qui ont été obtenus par cette EMOP régionale à ce jour?	K1. Est-ce que l'environnement naturel, le climat et/ou les conditions infrastructurelles dans les pays couverts par cette EMOP conduisent à des obstacles pour la mise en œuvre de l'opération? Des facteurs dans ce domaine qui ont facilité au PAM de mettre en œuvre sans heurts les activités de l'EMOP?	Informateurs clés (PAM CO/SOs, CPs, Gouv nat/locale) Révision littéraire générale Groupes focaux camps réfugiés / communautés d'accueil visitées	Entretiens semi-structurés Recherche web checklist	Triangulation des preuves à partir de différentes sources	Des perceptions
	K2. Les conditions politiques et de sécurité dans un ou plusieurs des pays couverts par cette EMOP sont-elles un facteur qui a obstrué ou amélioré la mise en œuvre des activités de l'EMOP?				
	K3. Est-ce que les conditions économiques dans un ou plusieurs des pays ont touché négativement ou positivement la mise en œuvre des activités de cette EMOP?				
	K4. Les caractéristiques socioculturelles des groupes de réfugiés maliens et/ou de la population d'accueil ont-elles eu un impact positif ou négatif sur la façon dont les activités de l'EMOP pourraient être mises en œuvre?				
	K5. Avoir d' autres programmes dans les camps et sites de réfugiés maliens et/ou dans les villages environnants (Gouv, UN, ONG) a-t-il affecté les résultats obtenus par cette EMOP? Est-ce que les réfugiés ont des besoins non-alimentaires non-satisfaits ou est-ce qu'il a d'autres engagements (du Gouv, UN, ONG) qui n'ont pas pu être réalisés qui ont affecté les résultats obtenus par cette EMOP ?				
	K6. Y a-t-il eu d' autres facteurs au niveau régional et international qui ont influencé les résultats de l'EMOP?	Informateurs clés (Siège, ODD, COs/SOs, bailleurs, autres agences UN)	Entretiens semi-structurés	Triangulation des preuves	Des perceptions

Annexe 6: Bibliographie

A: General WFP Documents

UNHCR / WFP (2011), Memorandum of Understanding between the Office of the United National High Commissioner for Refugees (UNHCR) and the World Food Programme (WFP), January 2011.

WFP (2013), Revised School Feeding Policy, Informal Consultation, 18 October 2013.

WFP (2013), WFP Strategic Plan (2014-2018), WFP/EB.A/2013/5-A/1, May 2013

WFP (2012), WFP Humanitarian Protection Policy, WFP/EB.1/2012/5-B/Rev.1, February 2012.

WFP (2012), WFP Nutrition Policy, WFP/EB.1/2012/5-A, January 2012.

WFP (2011), Update on the Implementation of WFP's Policy on Vouchers and Cash Transfers, WFP/EB.A/2011/5-A/Rev.1, June 2011.

WFP (2009), WFP School Feeding Policy, WFP/EB.2/2009/4-A, October 2009.

WFP (2009), WFP Gender Policy, WFP/EB.1/2009/5-A/Rev.1, February 2009.

WFP (n.d.), WFP Strategic Plan 2008-2013, WFP Division of Communications and Public Policy Strategy, Rome.

WFP (2003), Food Aid and Livelihoods in Emergencies: Strategies for WFP, WFP/EB.A/2003/5-A, May 2003.

B: WFP Regional EMOP 200438 Documents

PAM (2012), Regional Emergency Operation 200438 (Mali, Mauritania, Burkina Faso, Niger)

PAM/UNHCR (2013), Mission d'Evaluation Conjointe (MEC) - Aperçu de la sécurité alimentaire, la nutrition et les domaines connexes dans les camps de réfugiés au Burkina Faso, Avril/Mai 2013.

WFP. Décembre 2013. Note sur la Situation « Sécurité Alimentaire »

WFP (2013) Rapport PDM dans les camps de réfugiés maliens au Burkina Troisième passage, Nov. '13.

C: Other WFP Programmes in Niger, Mali, Mauritania and Burkina Faso

WFP 2010. Protracted Relief and Recovery Operation, Burkina Faso 200054. Reversing Under-Nutrition in Burkina Faso. Notes Pro Forma.

WFP 2012. Budget Increase to Protracted Relief and Recovery Operation. Burkina Faso 200054. Budget Revision 2.

WFP. Décembre 2013. Note sur la Situation « Sécurité Alimentaire »

WFP. County Programme Burkina Faso 200163 (2011-2015).

WFP. Protracted relief and Recovery Operations Burkina Faso 200509. Building Resilience and Reducing Malnutrition.

D. General literature on humanitarian / development assistance

FAO/WFP/IFAD. 2013. The State of Food Insecurity in the World. The multiple dimensions of food security

UNDP. 2013. Human Development Report. The Rise of the South: Human Progress in a Diverse World.

E. Further literature - Niger

UNFPA. Etude sur les interrelations entre population et sécurité alimentaire au Niger.

République du Niger, Ministère de l'Aménagement du territoire de du Développement communautaire (MAT/DC), Plan de Développement économique et Social (PDES) 2012-2015

Plans de soutiens préliminaires

Stratégie de Réduction de la pauvreté (SNRP)

Plans de soutiens Préliminaires aux populations vulnérables (2011-2012 et 2013-2014)

l'initiative 3N «Les Nigériens Nourrissent les Nigériens» (Avril 2012)

Document stratégique du IASC : Plan de réponse face à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel

UNDAF 2009-2013

F. Further literature - Mauritania

GIEWS Country Brief: Mauritania 15-October-2013 Report FAO

Au-delà des frontières : comment aider les réfugiés nomades IRIN Sept 2013

Quand les hôtes n'ont plus rien : comment aider les populations qui accueillent le camp de réfugiés IRIN nov 2013

Slaves, fake refugees and lentils: the Mbera camp in Mauritania. Thomson Reuters Foundation Oct 2013

Desperate Conditions in Camps Causing Disease Among Malian Refugees, MSF BE Feb 2013

Mauritanie: des réfugiés maliens protestent contre leur traitement AFP Feb 2013

Impact du déficit pluviométrique et de la hausse des prix des produits alimentaires sur la sécurité alimentaire des ménages, Novembre-Décembre 2011 Gouvernement de la Mauritanie, PAM Décembre 2011.

The crisis in the Sahel, Special feature #55, HPN Sept 2012

WFP (2013), WFP Operations in Mauritania Office of the Inspector General Inspection Report IR/01/2013

UNHCR (2013), Ad-Hoc Inspection of UNHCR's management of Humanitarian Assistance for Malian Refugees in Mauritania, with a food and nutrition focus (12 to 20 April 2013). Final summary report to the High Commissioner from the Inspector General

WFP/UNHCR Joint Plan of Action pour la Mauritanie (Juin- Décembre 2013

PAM / UNHCR (2013), « Communiqué de presse conjoint : Un besoin urgent de fonds pour poursuivre l'assistance vitale aux réfugiés maliens », 4 mars 2013.

G. Further literature - Burkina Faso

Burkina Faso. Ministry of Economy and Development. July 2004. Poverty Reduction Strategy Paper.

Burkina Faso. 2011-2015.Strategy for Accelerated Growth and Sustained Development (SCADD) Burkina Faso. Ministry of Agriculture and Livestock; United Nations System in Burkina Faso. August 2012. Accelerating Progress towards the MDGs. Eradicate Extreme Poverty and Hunger.

United Nations Burkina Faso. Consolidated Appeal 2013. May 2012.

World Bank. August 10, 2009. Country Assistance Strategy for Burkina Faso for the period 2010-2012.

World Bank. June 23, 2011. Burkina Faso Joint IDA-IMF Staff Advisory Note on the Poverty Reduction and Growth Strategy paper.

Système des Nations Unies au Burkina Faso. 26 Mars 2010. Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) 2011-2015. Système des Nations Unies au Burkina Faso. Mai 2010. Rapport Pays Suivi de la Mise en Œuvre des Objectives de Millénaire pour le Développement Burkina Faso OMD en 2010.

WFP/UNHCR et autres. Mars 2012. Evaluation approfondi sur la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans les camps de réfugiés Maliens et villages hôtes au Burkina Faso.

Burkina Faso. Institut National de la Statistique et de la Démographie, Ministère de l'économie et du Développement. 2003. Burkina Faso Enquête Démographique et de Santé. Burkina Faso Enquête Démographique et de Santé

Gouvernement Burkina Faso. Institut National de la Statistique et de la Démographie ; Ministère de l'Économie et des Finances. Avril 2010. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDSBF-MICS IV) 2010.

PAM, HCR. Septembre 2013. Rapport PDM dans les camps de réfugiés maliens au Burkina.

WFP/UNHCR. June 2013. The feasibility of Cash Transfers for Malian Refugees in Burkina Faso

Burkina Faso. Octobre 2013. Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

G8 New Alliance for Food Security and Nutrition. 2011. Cooperation Framework to Support the New Alliance for Food Security & Nutrition.

HCR et autres. May 2013. Rapport de l'Évaluation de l'état nutritionnel selon la méthodologie SENS dans les camps des Réfugiés maliens au Burkina Faso

UNHCR. 30 September 2013. Fact Sheet. UNHCR Operation in Burkina Faso.

UNHCR. 31 October 2013. Fact Sheet. UNHCR Operation in Burkina Faso.

Annexe 7: Calendrier de Mission

	Country	Date	Travel	Overnight	Meetings / visits / other tasks	Travel / remarks
1	Dakar	Thu 27 Febr	<i>EU - Dakar</i>	Dakar		<i>Brussels-Dakar (SN205, 11:30-16:45)</i> <i>Madrid-Dakar (IB3328, 17:55-21:45) (visa electronically)</i>
		Fri 28 Febr		Dakar	Briefing at ODD, meetings IPs + others	
		Sat 1 Mrch		Dakar	Briefing as possible, Team work	
2	Niger	Sun 2 Mrch	<i>Dakar - Niamey</i>	Niamey		<i>Dakar-Lome (KP49, 06:25-12:25)</i> <i>Lome-Niam (KP46, 13:30-17:40) (visa airport)</i>
		Mon 3 Mrch		Niamey	Briefing by CO Meetings with stakeholders	Security briefing, IPs, UNICEF, HCR, Govt, donors, non-IPs
		Tue 4 Mrch		Niamey/Tilemces	Visit sites, meeting IP staff	Team 1 (HM+IT) : Tillabery zone (camps)
		Wed 5 Mrch		Abala / Intekan	Visit sites, meeting IP staff	Team 2 (SP+AH): Intekan zone (host area)
		Thu 6 Mrch		Niamey / Tahoua	Visit sites, meeting IP staff	Armed escorts required
		Fri 7 Mrch		Niamey	Meetings and debrief with CO	PP
3	Burkina Faso (HM + SP)	Sat 8 Mrch		Niamey	Desk work / data analysis (Niger/BF)	
		Sun 9 Mrch	<i>Niamey - Ouaga</i>	Ouaga		<i>Niam-Ouaga (DN004, 15:05-15:00) (visa airport)</i>
		Mon 10 Mrch		Ouaga	Briefing by CO Meetings with stakeholders	IPs, UNICEF, HCR, Govt, donors, non-IPs
		Tue 11 Mrch	Ouaga - Dori	Dori	Goudebou visits + meetings	Military escort for sites <50 km border
		Wed 12 Mrch	Dori - Ouaga	Ouaga	Mentao visits + meetings	Meetings: Camp Management, FGD refugees and host communities, IPs
		Thu 13 Mrch		Ouaga	Sag-Nioniogo visits + meetings	
		Fri 14 Mrch		Ouaga	Meeting and debrief with CO	PP
		Sat 15 Mrch		Ouaga	Desk work / data analysis	
	Sun 16 Mrch	<i>Ouaga - Dakar</i>	Dakar		<i>Ouaga-Lome (... DN004, 15:45-19:30)</i> <i>Lome-Dakar (... KP48, 13:20-19:25)</i>	
	Mauritania (AH + IT)	Sat 8 Mrch	<i>Niamey - Nouakchott</i>	Nouakchott	Desk work / data analysis (Niger/Maur)	<i>Niam-Casab (AT543, 03:40-06:20)</i> <i>Casb-Nkcht (AT511, 20:45-23:45) (visa airport)</i>
		Sun 9 Mrch		Nouakchott	Briefing by CO, meetings with stakeholders	IPs, UNICEF, HCR, Govt, donors, non-IPs
		Mon 10 Mrch		Nouakchott	Further meetings	
		Tue 11 Mrch	<i>Nouakchott- BK</i>	Bassikounou (guesthouse)	Visit Mbera, meetings IP staff	UNHAS flight via Nema (9:00-13:00)
		Wed 12 Mrch		Bassikounou	Visit Mbera, meetings IP staff	3 groups
Thu 13 Mrch		<i>BK- Nouakchott</i>	Nouakchott	Visit Mbera (morning, 1 group) Meeting and debrief with CO	UNHAS flight via Nema (13:20 – 16:40) PP	
Fri 14 Mrch		<i>Nouakchott - Dakar</i>	Dakar	Desk work / data analysis (Maur)	<i>Nchtt – Dakar (L6 130, 16:00-16:50)</i>	
Sat 15 Mrch		Dakar	Team work (debrief)			
4	All	Sun 16 Mrch		Dakar	Team work (debrief)	
		Mon 17 Mrch	<i>Dakar - EU</i>		Debriefing at ODD (11.00-12.30, TBC)	PP <i>Dakar-Brussels (SN204, 22:35-05:30+1)</i> <i>Dakar-Madrid (IB3329, 23:15-04:40+1)</i>

Annexe 8: Liste de personnes rencontrées

Date	Organisation	Nom	Position	Email	RV par:
Dakar					
28 févr. '14	PAM ODD	Natasha Nadazdin	Conseillere Regionale Principale, Chargee de Programme	Natasha.nadazdin@wfp.org	Tous
28 févr. '14	PAM ODD	Koisha Aboubacar	Regional Programme Advisor Monitoring & Evaluation	Aboubacar.koisha@wfp.org	Tous
28 févr. '14	PAM ODD	Mouhamadou Diene	National Finance Officer	Mouhamadou.diene@wfp.org	Tous
28 févr. '14	PAM ODD	Constance Kobolar	School Feeding Programme Officer	Constance.kobolar@wfp.org	IT, SP
28 févr. '14	PAM ODD	Maurice Nsanabaganwa	Logistics officer	Maurice.nsanabaganwa @wfp.org	IT, SP
28 févr. '14	PAM ODD	Maria Santamarina	Reports officer	Maria.santamarina@wfp.org	IT, SP
28 févr. '14	PAM ODD	Ndeley Agbaw	Regional Procurement Officer	Ndele.agbaw@wfp.org	IT, SP
28 févr. '14	PAM ODD	Margie Rehm	Regional Cash & Voucher Programme Officer	margaret.rehm@wfp.org	SP, AH
28 févr. '14	UNHCR	Liz Kpam Ahua	Deputy Director, Regional bureau for Africa	ahua@unhcr.org	Tous
28 févr. '14	UNHCR	Valentin Tapsoba	Representant Regional	tapsoba@unhcr.org	Tous
28 févr. '14	UNICEF	Shameza Abdulla	Specialiste d'Urgence	sabdulla@unicef.org	HM, AH
28 févr. '14	UNICEF	Maurice Hours	Conseiller Regional Sante	mhours@unicef.org	HM, AH
28 févr. '14	FAO	Vincent Martin	Representant au Senegal	Vincent.martin@fao.org	Tous
28 févr. '14	FAO	Patrick David	Coordinator Assistant – Food Security Analyst	Patrick.david@fao.org	Tous
28 févr. '14	DG ECHO	Sophie Battas	Technical Assistant Mali Mauritanie Senegal	Sophie.battas@echofield.eu	Tous
17 mars '14	UNICEF	Roland Kupka	Regional Nutrition Advisor	rkupka@unicef.org	HM, AH
Niger					
2 mars '14	PAM Niger	Benoit Thiry Tito Nikodimos	Representative and Country Director Deputy Country Director	Benoit.thiry@wfp.org Tito.nikodimos@wfp.org	Tous
3 mars '14	PAM Niger	Giorgi Dolidze Allison Osterman Toudjanialou Darlene Raphael Susan Bounford Amina Sourage	Programme Officer / Cash&Vouchers Monitoring and Evaluation Officer Programme Officer /Rural Dev. Nutrition Officer Ressources and Reporting Officer Assistante au Programme (éducation)	Giorgi.dolidze@wfp.org Allison.osterman@wfp.org ibrahim.toudjanialou@wfp.org Darlene.rafael@wfp.org Susan.bounfad@wfp.org Amina.sourage@wfp.org	AH, HM, SP

3 mars'14	PAM Niger	Mohamed Khaïlou Ismaël	National Finances Officer	Ismael-mohamed.khailou@wfp.org	AH, HM
3 mars'14	PAM Niger	Aline Rumonge	Head of Logistics	Aline.rumonge@wfp.org	IT, SB
3 mars'14	UNICEF Niger	Fitsum Assefa	Sr. Programme Officer Nutrition	fassefa@unicef.org	AH
3 mars'14	UNHCR	Adossi Koffi Dodzi Natoy Allah Romain Barry Ahmadou	Représentant Adjoint Chef de bureau-Ouallam Livelihoods Officer	adossi@unhcr.org natoyall@unhcr.org barryah@unhcr.org	IT, SB
3 mars'14	OCHA	Olivier Eyenga	Humanitarian Affairs Officer Chief, Field Coordination Unit	eyenga@un.org	IT, SB
3 mars'14	UNICEF	Odile Bulten Abdelkadir Renejoly Dr. Boureima	Emergency Specialist Education Officer Nutrition Officer	obulten@unicef.org akrenejoly@unicef.org	AH, HM, SP
3 mars'14	ACTED ACTED CRN CRN Plan Niger	Nicolas Casale Sarmadji Mahamat Allagouma Mamane Issiakori Gaoh Abdelkader Ibrahim	Représentant Programme manager DM/CRN Watsan Food assistant	Nicolas.casale@acted.org Mahamat.sarmadji@acted.org pallagoumane@yahoo.fr issiagaoh@yahoo.fr akader@hotmail.com	AH, IT
3 mars'14	DNPGCCA	Goni Boulama	Secrétaire Permanent	goniboulamamahaman@yahoo.fr	AH, IT
3 mars'14	Cabinet du Premier Ministre	Saadatou Barmou	Coordonnatrice de la Cellule de Coordination Humanitaire	malamssa@yahoo.fr	AH, IT
3 mars'14	Islamic Relief	Abou Amadou Baikissa Kassoum Ibrahim Garba	Chargé santé nutrition Nutritioniste Coordinateur Programme Sécurité Alimentaire	abou.amadou@islamic-relief.org.ne baikissakassoum@yahoo.fr	HM, SP
3 mars'14	MSF Suisse	Federica Alberti	Chef de mission-adjointe	MSFCH-niger-hom@geneva.msf.org	IT, SB, SP
4 mars'14	UNHCR Ouallam	Romain Natoy Allah	Field Officer Ouallam	natoyall@unhcr.org	AH, SB, SP
4 mars'14	UNHCR	Aicha Taybi	Public Health Officer	taybi@unhcr.org	AH, SB, SP
5 mars'14	PAM Niger	Hama Dodo	Assistant Programme Ouallam	Hama.dodo@wfp.org	AH, SB, SP
5 mars'14	UNHCR Niger	Barry Ahmadou	Livelihoods Officer	barryah@unhcr.org	AH, SB, SP
6 mars'14	IRC ASA -	Daouda Sani Antoinette Reglan Mahomadou Haloli	CYPD Officer Administrateur terrain Protection Administrateur école camp Abala	Daouda.sani@rescue.org peglanah@asa-ci.org	SP, SB, AH
7 mars'14	ECHO Niger	Wim Fransen	Chef de Bureau	Wim.fransen@echofield.eu	Tous
7 mars'14	ECHO Niger	Jean De Lestrage	Assistent Technique	Jean.de-lestrange@echofield.eu	Tous
7 mars'14	UNHCR Niger	Karl Steinacker	Representative		AH
7 mars'14	USAID/FFP	Ahmadou Ndiade	Food for Peace Officer Niger	ndiadeab@state.gov	HM, AH,

7 mars '14	PAM Niger	Amina Sourage	Assistante au Programme (éducation)	Amina.sourage@wfp.org	SP
Mauritanie					
9 mars '14	PAM Mau	Moise Ballo	Deputy Country Director	Moise.ballo@wfp.org	IT, AH, HO
9 mars '14	PAM Mau	Samantha Sarria	Responsable de Refugies	Samantha.sarria@wfp.org	IT, AH, HO
9 mars '14	PAM Mau	Theophilde Latula	Nutrition		IT, AH, HO
10 mars '14	PAM Mau	Atsuvi Gamli	VAM M&E	Atsuvi.gamli@wfp.org	IT, AH, HO
10 mars '14	PAM Mau	Dia Amadou	Rural Development		AH, HO
10 mars '14	PAM Mau	Aziz Diallo	Cash & Vouchers		AH, HO
13 mars '14	PAM Mau	Franck Mueller	Cash & Vouchers		IT, AH, HO
9 mars '14	UNICEF	Lucia Elmi	Representative	lelmi@unicef.org	AH
9 mars '14	UNICEF	Mamadou Ndiaye	Responsable de la Nutrition	mandiaye@unicef.org	AH
9 mars '14	UNHCR	Bruno Geddo	Représentant	geddo@unhcr.org	IT, AH, HO
9 mars '14	UNHCR	Annalisa Montecalvo	Sr. Programme Officer	monteca@unhcr.org	IT, AH, HO
10 mars '14	USAID/FFP	Linda Rae Gregory	Country Programme Manager Mauritania	GregoryL@state.gov	AH, HO
9 mars '14	ACF	Amadou Diop	Directeur Pays	mdiop@mr.acfspain.org	IT, AH, HO
9 mars '14	INTERSOS	Maoj Kokcha	Chef de MIssion	mauritania@intersos.org	IT, AH, HO
10 mars '14	MSF-Belgium	Louis Kakudji Mutokhe	Coordinateur Médicale	Msfocb-mauritanie-medco@brussels.msf.org	IT, AH, HO
10 mars '14	MSF-Belgium		Responsable du Terrain		IT, AH, HO
11 mars '14	PAM BK	Anny Tchowa	Head of Sub Office	Anny.tchowa@wfp.org	IT, AH, HO
11 mars '14	PAM BK	Issaka Santi	Nutrition Officer	Issaka.santi@wfp.org	IT, AH, HO
11 mars '14	UNHCR BK	Hovig Etyemezian	Head of Sub Office BK	etyemezi@unhcr.org	IT, AH, HO
11 mars '14	ACF BK	Dieudonne Birahagazi	Chef de Base	dbirahagazi@mr.acfspain.org	AH, HO
11 mars '14	ACF BK	Hassan	Chef Project Sécurité Alimentaire		AH, HO
11 mars '14	INTERSOS BK	Desire Nkuba	Chef de Projet	Refugees.mauritania@intersos.org	AH, HO
11 mars '14	INTERSOS BK	Abdelkader	Coordonnateur Projet Education		AH, HO
11 mars '14	CSA BK	Mhd. Ould El Hassane	Directeur Adjointe		IT, AH, HO
12 mars '14	UNICEF BK	Dr. Anastace Butsuru	Head of Field Office BK	abutsuru@unicef.org	AH, HO
Burkina Faso					
Ouagadougou					
10/03	WFP	Dominique Feretti	Administrateur de Programme	Dominique.feretti@wfp.org	SP, SB, HM

10/03	WFP	Mamadou Diouf	Deputy Country Director	mamadou.diouf@wfp.org	SP, SB, HM
10/03	CONAREF	Jean Roger Tientga	Chef de Service Expatriement	roger.tientga@yahoo.fr	SB
10/03	CONAREF	Fulbert T. Simpure	Chef de Service Intégration Locale	fulbertsimpure@yahoo.fr	SB
10/03	UNDSS	Banding Drame	Conseiller en Sécurité	Bnding.drame@drame@undss.org	SP, SB, HM
10/03	WFP	Pié Ouattara	Assistant au programme- JAM/M&E	Pie.ouattara@wfp.org	SP, BS
10/03	WFP	Isabel Pike	Reports Officer	isbel.pike@wfp.org	SP, BS
10/03	UNHCR	Gogo Hukportie	Représentante	hukporti@unhcr.@unhcr.org	SP, BS
Goudebou					
11/03	UNHCR	Marie Louise Kabre	Chef de Bureau pour la Région Sahel	kabre@unhcr.org	SP, SB, HM
11/03	UNHCR	Angèle Djohossou	Deputy Representative	djohosso@unhcr.org	SP, SB
11/03	UNHCR	Gogo Hukportie	Représentante	Hukporti@unhcr.org	SP, SB
11/03	IEDA/Relief	Epiphane Lucien Yelome	Operations manager	Epiphane.yelome@iedarelief.org	SP, SB, HM
11/03	Save the Children Dori	Alice Kabore/Ouedraogo	Chef Projet Nutrition	Alice.ouedraogo@savethechildren.oeg	HM
		Sou Sie dit Sylvain	Superviseur des Programmes d'Urgences	Sylvain.sousie@savethechildren.org	HM
11/03	USAID	Michelle Corzine	Chargée d'agriculture	corzinem@state.gov	SP, SB
11/03	ECHO	Abdoulaye Ilboudou		Abdoulaye.Ilboudou@echofield.eu	SP, HM
11/03	WFP Dori	Thomas d'Aquin Lageanvare	Officer in Charge	78833047	SP, SB, HM
11/03	WFP Dori	Eustache Nare	Food Aid Monitor Dori	76083919	SP, SB, HM
11/03	IEDA Dori	Lompo Hamaite	Assistant Camp Manager		SB, HM
11/03	IEDA Dori	Alhaer Mohamed	AG		SB, HM
11/03	AIDR	Micael N. Nassa	Administrateur comptable	nascael@yahoo.fr	HM
11/03	AIDR	Désiré Gnima	Logisticien	gnimad2001@yahoo.fr	HM
11/03	IEDA	Hervé Mbouri	Camp Field Support Officer		HM
11/03	UNICEF	Sylvestre Tapsoba	Nutrition Spécialiste	stapsoba@unicef.org	HM, SP
11/03	UNICEF	Bernard M.Kitambala	Child Protection Specialist Emergency	bkitambala@unicef.org	HM, SP
Mentao					
12/03	IERD	Dicek Boubacar	Chef de Sahel		HM
12/03	IEDA	Zié Achille Ouattara	Food Monitor		HM
12/03	IEDA	Issa Ouattara	Chef d'Equipe		HM
12/03	IEDA	Emmanuel Sidyane	Food Monitor	asidyane@iedarelief.org	SP, BS

12/03	PLAN	Bance Fatmata	Coordinatrice éducation	Fatmata.bance@plan-international.org	SP
12/03	PLAN Intl	Zizien Issai	Coordinateur Protection	issai@zizien@plan-international.org	SP
12/03	MDM France	Pauln Yeeneu	Infirmier/nutritionniste	paulinyele@yahoo.fr	HM
12/03	IEDA	Zieo	Assistant programme suivi et évaluation	Zieo@iedarelief.org	SP
12/03	CONAREF	Toé Achille	Chef d'Antenne	74520407 / 70038555	HM
Ouagadougou / Sag Nioniogo					
13/03	Microfi-SA	Kabore Iouedraogo	Coordinatrice Project PAM	assouatra@yahoo.fr	SP, SB, HM
13/03	Microfi-SA	Ismaël Traore	Directeur Général	ismael_tr@yahoo.fr	SP, SB, HM
13/03	Croix-Rouge Burkinabé	Hortense Hien Sombie	Coordinatrice Devt. Communautaire	hsombie@croixrougebf.org	SP, SB, HM
13/03		P. Eric Bambara	Field staff	baeric2002@yahoo.fr	SP, SB, HM
13/03		Prosper Zombre	Field staff	pros_perez@yahoo.fr	SP, SB, HM
13/03	Croix-Rouge (Fr)s	Marie-Alexa Delerue	Chef de Délégation	hod-burkina-frc@croix-rouge.fr	SP, SB, HM
Ouagadougou					
14/03	FAO	Remy Courcier	Responsable du Programme Agricole d'Urgence et de Réhabilitation	remy.courcier@fao.org	SP, SB, HM
14/03	WFP	Bakari Barro	Finance Officer	bakari.barro@wfp.org	SP, HM
14/03	WFP	Laetitia Gahimbaza	Chef de Programme Nutrition	laetitia.gahimbaza	HM
14/03	WFP	Bernadette Tapsoba	Chargée de Programme	bernadette.tapsoba@wfp.org	SP
14/03	WFP	Dominique Feretti	Administrateur de Programme	Dominique.feretti@wfp.org	SP, SB, HM
14/03	WFP	Mamadou Diouf	Deputy Country Director	mamadou.diouf@wfp.org	SP, SB, HM

Annexe 9: Résultats des missions conjointes d'évaluation dans les trois pays d'accueil

Sector	Conclusions and Recommendations
JAM Mauritania (May 2013)	
Overall	<ul style="list-style-type: none"> - Tracking refugee numbers will remain a challenge, which inevitably has a bearing on determination of food aid needs. Reduction by 15% - 20% is expected after the completion of the biometric registration exercise. - Field-based technical coordination in Bassikounou is addressing inter-related problems in a multi-sectoral way. However, although the approach is solution-oriented, this does not translate into action. This is because decisions need to be made in Nouakchott and the two levels are insufficiently intertwined. Meetings at Nouakchott level are mainly serving as a mechanism for information sharing
Food security and livelihoods	<ul style="list-style-type: none"> - A common food and nutrition strategic framework that defines target and priorities is lacking. Needs to be taken up by sector coordination in Nouakchott. - GFD ration should consist of cereal, pulses and vegetable oil, equalling 2,000 kcal per person per day. Supercereal to be removed from the ration. - Blended food and pulses require considerable amounts of water and energy to cook. Commodities like millet and <i>niebe</i> should be sourced (preferably regionally) to better match beneficiary preferences. - Since January 2013 distributions are directly to households (scooping) which has improved the % of the food ration actually received. But 6-27% of the commodities still not effectively received by beneficiaries which requires further review of distribution arrangements. Beneficiaries should be better informed about their entitlements, and waiting time needs to be reduced. Food basket monitoring needs to be enhanced. - Opportunities for cash and voucher-based transfers should be further explored, esp. after the 2013 harvest. Currently many households are selling part of the ration to purchase complementary foods. UNHCR will scale up existing income-generating activities (production of vegetables, meat and milk, and cooking fuel). - There is geographic concentration of food insecurity within Mbera camp which should be addressed through carefully planned food security programmes. - As access to fuel for cooking is difficult, UNHCR is to advocate for more funding of domestic energy projects. UNHCR is increase dry wood collection, provision of improved stoves, and promote biomass or organic energy. - Prolonged stay of refugees argues to starting up action to support self-reliance. - The pressure on the environmental resources (grazing land, water, firewood and fodder) should be addressed before they undermine local livelihoods. Food security among the host population was found to be better than expected.
Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> - Nutrition situation remains serious in Mbera (primarily caused by presence of people with previous history of malnutrition in Mali). The JAM endorses the plan to conduct a single, joint SMART survey in third quarter of 2013 alongside on-going nutrition surveillance. - Establishment of nutrition treatment programmes was insufficient initially and only picked up after the April 2012 screening (CRENAS/CRENI by MSF) and in June 2012 (CRENAM by Adicor/WFP). GAM rates have improved, esp. when MSF started an intensified outreach campaign from December 2012 onwards. Referral between CRENI, CRENAS and CRENAM is working well. Recommended to continue improving the nutrition treatment programmes, including through community participation. - Blanket feeding implemented since Sept. 2012. As CSB appears to be poorly received (seen as causing diarrhea and requiring long cooking time), feasibility of use of PlumpyDoz and Super Cereal+ needs to be assessed. To continue blanket feeding programme and expand to coverage of all children 6-59 months of age as well as lactating women. Review of the blanket feeding programme to be do when results of SMART survey are available.

WASH	<ul style="list-style-type: none"> - Water production capacity in Mbera meets Sphere standards, but storage and distribution networks are insufficient. Efforts are underway to improve water hardware, and also the number of latrines in the camp. - Lack of hygiene and unfavourable hygiene practices are priority WASH issues in Mbera. Hygiene promotion activities are falling short of having impact on behaviour.
Health	- Capacity for service delivery has immensely improved, and there now is better inter-agency coordination and information sharing. EPI campaign is being implemented, and insecticide-treated nets have been distributed.
Education	<ul style="list-style-type: none"> - Only 30% of school age children attend school (UNHCR figures are that 67,380 children attend primary school). Classes tend to be very overcrowded. - School feeding is recommended in order to enhance access to education. To be based on use of SuperCereal, later on possibly replaced by fortified biscuits. Poor school infrastructure and low funding for education activities are recognised as challenges.
JAM Burkina Faso (April/May 2013; draft report)	
Overall	- Majority of refugees have a background of already being displaced inside Mali since the 1990s. They primarily are pastoralists or agro-pastoralists and brought about 55,000 heads of animals to Burkina (transhumance still continuing in period March-July). The refugees in urban sites have a different background (traders and business men, civil servants, students). There is a strong traditional hierarchical structure.
Food security and livelihoods	- Refugees highly dependent on cereals (sorghum and millet in particular) availability on the market, which greatly improved after the 2012 harvest although there availability is still affected by merchants keeping stocks to sell later (speculation). Prices are generally lower than in 2012 (apart from millet). The markets are in the main towns, but accessible for most refugees (taxi-moto, donkey carts). Access to food assistance is not the same for all camps and for all refugee households. Food Consumption Score are poor for 4 to 9% of the refugee households (Goudebou worst off), overall not very different from the host population. Large household are more food insecure.
Nutrition	- SMART SENS survey in March 2013 showed high anaemia rates (was already at such high rates in Mali before), and highest GAM rate in Goudebou (24.5% based on WFH, 10.3% based on MUAC) while the prevalence was low in the other camps (2-5%).
WASH	- All households in Goudebou and Sag-Nioniogo have access to potable water, but the water use per head is less than Sphere standards. Garbage disposal is problematic, and there still is considerable open-field defaecation although latrines are available.
Health	- ARI, malaria and diarrhea are the main diseases.
Education	(not covered)
JAM Niger⁸³ (September 2013, draft report March 2014)	
Overall	<ul style="list-style-type: none"> - The majority of the refugees in the camps intend to return to Mali but only when this is accompanied with projects and training opportunities in their home areas. The refugees in the hosting zones will not yet return as they think peace is not yet ensured. - Hosting zones: non-food items were only distributed once (in reception sites).
Food security and livelihoods	- WFP should continue to provide a food ration of 2100 kcal p.p.p.d. to refugees who are not capable to sufficiently meet their food needs (camps and hosting zones). Gradual shift to vulnerability-based targeting is recommended. Some problems with the distribution lists (camps and hosting zones) remain to be solved. The food rations are appreciated by the refugees; very little food is sold in the camps but more in the hosting zones (also exchange of rice for millet which is preferred by the black Touaregs and the Peulh). A market has been established in the hosting zone which facilitates access to other commodities. Although the PDM of August 2013 found that 2/3 of the refugees in Mangaize would prefer shifting back to food distribution, the recommendation is to continue the programme with extended list of commodities, and to study how to expand the coverage. Voucher programme bringing benefits to host population, but should also integrate refugee resource persons in the system.

⁸³ Here only the support to Malian refugees is summarized, not the support to the refugees from Nigeria who also reside in Niger.

	<ul style="list-style-type: none"> - Collection of firewood is problematic in the camps, somewhat less so in hosting zones. Negative impact on the environment. Recommended to provide cooking fuel to refugees. - Livelihood opportunities for refugees in the camps are meagre: About 2/3 of the refugee men do not own animals; Refugees have limited access to terrain for horticulture (except Mangaize); About 20% of the refugee households have an income (mainly daily labour) next to activities as refugee staff for humanitarian services in the camps. For refugees in the hosting zones livelihood primarily depends on livestock herding which is going well with enough pasture and access to water (borehole). Recommendation to Government of Niger to extend the animal vaccination services and drought resilience measures to include returnee / refugee households as well. Study how best to increase food availability and dietary diversity through food assistance and other programmes.
Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> - Dietary variety as refugees is less than in their home country. Especially they consume less milk and meat. Millet is the staple food in rural areas in Mali, but rice and macaroni are also eaten. Recommended to study if milk can be provided to children (not specified how this is to be done). - SMART surveys in August 2012 and June 2013 shown that GAM / SAM rates have remained high (highest in Mangaize, GAM 21.1% in 06/13). Also high anaemia rate among adults. Refugees report that malnutrition went down after introduction of vouchers (Mangaize). GAM in the hosting zones 18.5% (06/13). - Home visiting is going well in the camps, but not many malnourished children are captured through this outreach in the hosting zone. Strengthening of nutrition education component is recommended. Treatment (CRENAM and CRENAS) in the CSI in nearby village. CRENAM recovery rate among refugee children in the camps is around 80%, and 8% defaulting. In hosting zones recovery rate is nearly 100%. - Since February 2013, programme of blanket wet feeding for children 6-59 months. First 3 meals per day, since June 2013 2 meals (50 g SuperCereal per meal). In Mangaize attendance rates were around 70% - 85%. In Intikane 72% coverage is reported (but June 2013 SMART survey found coverage of 43% only, and esp. children 6—23 months frequently absent). Programme open for all children, also when not registered. Recommended to improve on the coverage of children 6-23 months (maybe limit to programme to them, depending on results of the next SMART survey), establish a better monitoring system, and consider the introduction of a daily take-home ration alongside the wet feeding.
WASH	<ul style="list-style-type: none"> - Hygiene promotion has been successful. - Borehole has been established in Intikane hosting zone but number of water points is limited and many households do not have storage containers. - Sanitary facilities generally good, both in camps and in hosting zones.
Health	<ul style="list-style-type: none"> - Free services provided by regular health centres (CSI) in neighbouring villages. Malaria is quite prevalent in rainy season. Problem of lack of health staff in the Intikane hosting zone. Recommended to improve the MCH services to reduce waiting time.
Education	(not covered)

Annexe 10: Analyse Additionnelle : Distribution Générale de Vivres

CALCUL DU CASELOAD ET DU NOMBRE DE BENEFICIAIRES

L'estimation du nombre de bénéficiaires dans les trois pays été un challenge pour le HCR et pour l'ensemble de la communauté humanitaire, ce qui a affecté la planification des activités et en particulier l'estimation du caseload pour les DGC du PAM.

Les éléments suivants expliquent ces difficultés :

- 1) *Difficulté à calculer le nombre réel des habitants sur les camps* : fraudes, doublons, population nomade, problèmes opérationnels et de capacités pour la mise en place d'un système d'enregistrement affiné, manque de collaboration des quelques autorités et secteurs de populations.
- 2) *Difficulté à anticiper les flux pour la planification*: situation sécuritaire imprévisible au Mali, évolution rapide des évènements en janvier 2012 et en janvier 2013, plusieurs options pour le déplacement (interne au Mali ou dans des pays tiers), forte mobilité de la population.
- 1) *Difficulté à calculer le nombre réel des habitants sur les camps*

L'estimation du nombre de bénéficiaires a dépendu en grande partie des exercices d'enregistrement successifs réalisés par le HCR et ses partenaires. Le passage entre les niveaux 1 et 2 d'enregistrement des réfugiés a montré des variations très importantes de jusqu'à 68% dans le cas du Burkina⁸⁴, 51% pour la Mauritanie et de 10% dans le cas du Niger.

	Niveau 1	Niveau 2		Niveau 3	
Burkina Fasso	107.927	34.877	-68%	33.000	-5%
Niger	60.000	54.000	-10%	49.000 (attendue, 2014)	-10%
Mauritanie	110.000	54.117	-51%	43.500 (attendue, 2014)	-20%
TOTAL	277.927	142.994	-48%	125.500	* -11%

Tableau 10 population par niveau d'enregistrement. Source UNHCR

Il faut noter que le deuxième niveau de vérification est intervenu à des différents moments dans chaque pays : en septembre 2012 au Burkina et en novembre 2012 en Mauritanie, alors que cet exercice n'a été conclu au Niger qu'en début de l'année 2013. Les écarts dans les chiffres du Niger entre les deux niveaux sont par conséquent moins importants car ils incluent la deuxième vague de réfugiés maliens qui est intervenue entre temps, en janvier 2013.

Les décalages dans les processus d'enregistrement s'expliquent en particulier par les capacités déployés par le HCR (en plus des raisons financières, le HCR a expérimenté des difficultés pour trouver des experts francophones non originaire d'un pays occidental en risque de menace terroriste) et selon d'autres facteurs analysés dans les annexes pour chaque pays (collaboration des autorités nationales, systèmes nationaux d'éligibilité, capacité des partenaires de mise en œuvre, etc.).

⁸⁴ http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SS_2012_BFA_1107_bis.pdf

L'enregistrement biométrique du niveau 3 a déjà été complété au Burkina mais il est en cours au Niger et dans la Mauritanie.⁸⁵ Ces retards ont entravé le profilage d'un caseload surdimensionné, surtout dans le cas de la Mauritanie (Voir Annexe Mauritanie)⁸⁶.

2) Difficulté à anticiper les flux pour la planification

L'EMOP régional a inclus une contingence pour les possibles arrivés de nouveaux réfugiés: au Burkina, malgré un nombre limité de réfugiés enregistrés dans l'année 2012 après les vérifications du niveau 2, (~35.000 réfugiés) le bureau a planifiée des distributions en 2013 avec une estimation de presque deux fois supérieure (60.000 bénéficiaires⁸⁷). Au Niger, la planification a été faite sur des chiffres également bien au-delà du nombre de bénéficiaires de l'année précédente, en comptant également sur un scénario de détérioration de la situation sécuritaire au Mali. Sur l'ensemble des deux ans la relation entre le nombre de bénéficiaires réels et la cible estimée au départ est de 65,46% dans les trois pays d'accueil, ce qui représente un écart important.

Ces contingences ont été révisées une fois que les mouvements de population se sont stabilisés (Révision Budgétaire 3).

	2012			2013		
	Planifié	Réalisé	Réalisé / Planifié	Planifié	Réalisé	Réalisé / Planifié
Burkina Faso	100.000	37.626	37,63%	60.000	45.202	75,34%
Mauritanie	95.000	108.953	114,69%	114.000	85.379	74,89%
Niger	60.000	60.909	101,52%	107.000	53.367	49,88%
Total EMOP (sans le Mali)	255.000	207.488	81,37%	281.000	183.948	65,46%

Tableau 11 Nombre de bénéficiaires planifié et réalisé, source SPR PAM. La BR3 a révisé la population bénéficiaire passant de 107.000 à 40.000 pour le Niger, de 60.000 à 50.000 pour le Burkina et de 114.000 à 60.000 pour la Mauritanie.

Ces décalages ont créé des problèmes techniques et de perception qui ne sont pas négligeables:

- *Perte de crédibilité* : certains bailleurs ont fait la réflexion que le Système des Nations Unies planifie avec des marges trop larges par-dessus des besoins. Des bailleurs et des ONGs ont manifesté également l'impression que les chiffres de contingence étaient gonflés et que la vérification du chiffre réel de bénéficiaires a mis, ou met, trop de temps à être régularisée.
- *Difficulté pour planifier les activités* : face aux disparités des chiffres, la plupart des ONG ont opté pour faire une estimation propre du nombre réel de personnes habitants les camps, avec des différentes méthodes de calcul, afin de planifier le volume des activités au niveau adéquat.

⁸⁵ Le niveau trois d'enregistrement se déroule avec beaucoup de difficultés dans la Mauritanie depuis le mois d'août 2013 : manque de collaboration des autorités locales, résistance de certains leaders parmi les réfugiés, contraintes financières et de ressources humaines du HCR. Le HCR estime que le processus sera finalisé au mois de juin 2014 au plus tard. L'enregistrement biométrique a débuté en décembre 2013 au Niger (devrait être finalisé au mois d'avril 2014 dans ce pays).

⁸⁶ Les partenaires s'accordent à estimer la population résultante du camp de Mbéra autour des 42.000 personnes soit un écart d'autour 20% sur le niveau 2.

⁸⁷ La planification estimait que parmi les 90.000 bénéficiaires pour le Burkina 60.000 recevaient une assistance à travers le programme de DGC et 30.000 à travers le C&V.

- *Difficulté pour calculer l'impact et les taux de couverture des programmes:* avec des chiffres de base surdimensionnés le calcul des taux de couverture est devenu parfois un exercice théorique sans utilité.
- *Difficulté pour écouler des stocks de vivres périssables :* lorsque le niveau du pipeline a été en adéquation avec la planification, le PAM a eu des difficultés à écouler tous les stocks de vivres pour les denrées périssables comme le CSB.

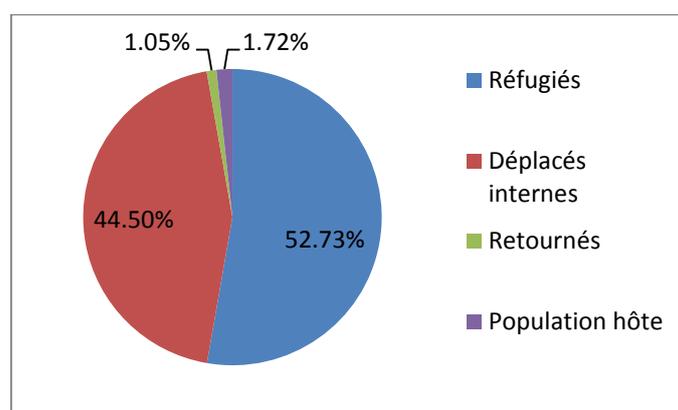
Il faut également souligner que la contingence a quand même permis de répondre à la crise de façon plus aisée.

Il faut aussi rehausser que le PAM a été un acteur demandeur de transparence et de rigueur dans le calcul du nombre réel de bénéficiaires au niveau interne du Système de Nations Unies. Certains bailleurs ont souligné par contre qu'il aurait fallu plus de leadership du PAM pour transmettre ses préoccupations officiellement à la communauté internationale, afin de provoquer des changements au niveau des autorités nationales ou des autres acteurs.

La plus grande partie de la population bénéficiaire dans les trois pays d'accueil est réfugiée mais l'EMOP inclue également les retournés nigériens (DGC au même titre que les réfugiés) et la population hôte en Mauritanie (une seule distribution en 2013).

		2012			2013		
		Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL
REF	Burkina Faso	19.190	18.436	37.626	23.234	21.968	45.202
REF	Mauritanie	49.138	59.815	108.953	39.577	45.802	85.379
HOST	Mauritanie Population Hôte	0	0	0	0	0	12.495
REF	Niger	33.500	27.409	60.909	22.123	23.585	45.708
RET	Niger retournés	0	0	0	3.712	3.947	7.659
IDP	Mali	62.119	48.342	110.461	105.620	107.754	213.374
	Total EMOP	163.947	154.002	317.949	194.266	203.056	409.817

Tableau 12 Nombre de bénéficiaires réalisés par catégorie (réfugiés, hôte, retournés et IDPs) et sexe., source SPR PAM. La distribution unique réalisé en janvier 2013 pour 12.495 bénéficiaires, attribuée à l'EMOP 200438 selon les informations COMPAS, n'est pas reflétait dans la version draft de SPR 2013 obtenue au Bureau Régional.



MISE EN ŒUVRE DE LA LOGISTIQUE

Niger : En termes de volume et de tonnage, l'EMOP représente une faible proportion par rapport au reste des opérations en cours dans le pays. En conséquence, L'EMOP n'a pas exigé d'importants efforts supplémentaires au niveau logistique : la flotte du PAM et le nombre de personnes travaillant dans la logistique dans le pays est resté le même, la plupart des achats se faisant à l'international et étant transportés par des entreprises privées. Au niveau des entrepôts et des magasins, le PAM a également mis au service de l'EMOP l'infrastructure existante au préalable à Niamey. Les partenaires sont responsables de l'acheminement des denrées depuis la capitale vers les camps situés à la frontière, ou bien depuis Tahoua pour les points de distributions dans les zones d'accueil du Nord. Malgré des contraintes logistiques (notamment l'accès en saison de pluies depuis Tahoua aux ZAR et l'accès à Mangaize pour les partenaires) les retards n'ont pas perturbé de façon substantielle l'opération.

Le **Burkina** a aussi mis en valeur son ancrage dans le pays. Comme pour le Niger, les denrées achetées internationalement ont été acheminées par les ports de Cotonou Lomé et Téma grâce à un réseau relativement solide de transporteurs régionaux. Deux nouveaux points d'emménagement ont été aménagés sous l'EMOP, le transport secondaire correspondant au HCR et à ses partenaires. Les coupures de livraison de vivres ont surtout affecté les haricots, le sel et l'huile en 2012⁸⁸ alors que pas de retards majeurs se sont produits d'après les informations du bureau pays en 2013, à l'exception du mois de septembre pour une rupture de l'approvisionnement en sel.

En **Mauritanie** le profil de l'intervention logistique a été plus exigeant, avec un seul point à approvisionner (Mbéra) mais situé à plus de 1.200 kilomètres de la capitale, dans une région sans présence substantielle préalable du PAM, ni d'autres organisations internationales, et sans les infrastructures logistiques nécessaires. Cette situation a demandé des efforts supplémentaires dans un environnement difficile, à commencer par la mise en place d'une capacité d'entreposage conséquente à Bassikounou, l'aménagement de la piste de l'aérodrome et le réaménagement de certaines routes. La construction d'une base arrière logistique à Néma -infra utilisée-, avec un montant de 1,2 millions d'USD, a été fortement contestée dans le rapport interne d'inspection du PAM à cause de la pertinence du choix, le coup d'opportunité et les procédures employées⁸⁹. En raison de nombreuses difficultés opérationnelles spécifiques abordées en Annexe, les cycles des DGC en 2012 ont été irréguliers avec des périodes supérieures à un mois entre des distributions ce qui a affecté les apports calorifiques prévus.

- Le camp de Mbéra a connu des incidents qui ont obligé à suspendre les distributions alimentaires en novembre 2012 (au moment du passage au système de distribution par scooping) et en avril 2013 (pillages en relation avec l'enregistrement biométrique).
- Ruptures de stocks : en octobre 2012 par exemple le riz dû être remplacé⁹⁰ par du blé en grain à cause de la mauvaise qualité du fournisseur local. La

⁸⁸ Suivi PDM septembre – novembre 2012 Burkina Fasso.

⁸⁹ WFP Operations in Mauritania Office of the Inspector General Inspection Report IR/01/2013 September 2013.

⁹⁰ Ce changement fut en partie mal perçu par la population, peu habituée à ce type de vivre en grain et n'ayant pas la possibilité de le mouliner. Des sensibilisations ont été effectuées par le PAM mais, selon les bénéficiaires,

distribution du mois de décembre 2012 dut être également retardée par rupture de stock de riz.

- En janvier 2013 le PAM constata une infestation sur 455,96 MT de CSB stocké depuis septembre 2012 pour cause de sur-programmation dans les entrepôts de Bassikounou.

Dans les trois pays, le HCR et les partenaires ont signalé des problèmes dans la réception des denrées, en particulier des sacs de riz, qui auraient un poids inférieur au stipulé. Il est nécessaire pour le PAM de s'assurer d'une part qu'à l'origine et dans la chaîne de transport les sacs de riz ne sont pas manipulés et d'autre part qu'un système de pesage aléatoire est réalisé, conjointement avec les partenaires, afin d'éviter des querelles persistantes dans les trois pays.

Achats : Dans l'ensemble de l'EMOP, uniquement 10,57% des denrées ont été acheté localement, ce qui s'explique bien sûr par les limites des marchés internes et le manque de disponibilité de certaines denrées. Quand les conditions de qualité prix et délais ont été réunies, le PAM a privilégié l'achat local, comme dans le cas de l'achat de riz à des fournisseurs locaux dans la Mauritanie.

Commodity	2012			2013			Total Purchased (MT)
	Local Purchases (mt)	Triangular Purchases (MT)	Other International Purchases (MT)	Local Purchases (mt)	Triangular Purchases (MT)	Other International Purchases (MT)	
Beans				217	212		429
CSB	0	302	3.563	0	517	1022	5.404
Iodised Salt		243		24	91		358
Lentils	0			0		1603	1.603
Maize Meal	1.181			0			1.181
Ready to use SF						13	13
Rice	1.087	3.689	5.049	2526	9856	6649	28.856
Sorghum/Millet		498					498
Split Peas			1.981		1081	3104	6.166
Sugar			345				345
Vegetable Oil		425	478		328	689	1.920
Total MT	2.268	5.157	11.416	2.767	12.085	13.080	46.773

Tableau 13 Origine des achats des vivres. Source SPR PAM.

Frais d'acheminement et de stockage:

La matrice des coûts associés aux transports des denrées⁹¹ (LTSH Landside Transport Storage & Handling) a été provisionnée comme suit :

de manière trop limitée : uniquement 12 femmes mauritaniennes ont fait des démonstrations culinaires à 12 femmes réfugiées pour qu'elles transmettent ensuite les pratiques apprises.

⁹¹ Depuis les ports maritimes dans le cas de l'EMOP. Cela inclut les frais de stockage, décharge, surveillance, etc..

	LTSH RATE (USD/MT)	OVERLAND (USD/MT)	ITSH ⁹² (USD/MT)
Burkina Faso	242,71	124,98	117,73
Mauritanie	265,41	8,56	256,85
Niger	296,54	148,2	148,34

Tableau 14 Matrice LTSH. Source PAM.

Le coût moyen de LTSH de l'EMOP a été donc de 268, 22 Dollars par TM, ce qui représente 18% de plus que le coût moyen des opérations du PAM dans le monde, estimé en 228 Dollars par TM.⁹³ Les longues distances à parcourir depuis les ports maritimes pour atteindre les bénéficiaires expliquent que les opérations dans ces pays sont particulièrement chères. Le monitoring des coûts réels montre qu'il est proche des estimations. Uniquement le Niger se retrouve avec un surplus de 10% du budget escompté, partiellement dû à une relocalisation des ressources allouées au Burkina qui souffre un déficit budgétaire de 8,47%. Dans l'ensemble, ces coûts reflètent la complexité de l'opération et les différences entre les pays, avec des efforts très important que réalise la Mauritanie pour l'acheminement interne des vivres.

N'ayant pas reçu l'information financière du SPR 2013 (en élaboration lors de la rédaction du rapport d'évaluation) le ratio des composants des coûts n'a pas pu être analysé.

MODALITES DE DISTRIBUTION

Le PAM et ses partenaires ont fait preuve d'une bonne capacité pour adapter les distributions générales de vivres à la complexité des différents contextes, en utilisant une combinaison de formules innovantes (Zones d'Accueil de Réfugiés –ZAR-Cash&Vouchers, assistance en milieu urbain, assistance pour les 'sites spontanés', voir annexe Burkina Faso) avec une réponse classique pour la distribution générale de vivres dans les camps de réfugiés.

Zones d'accueil des Réfugiés

- Dans la région de Tahoua, le PAM a réalisé des DGC dans des « zones d'accueil de réfugiés » à travers ses partenaires (voir annexe sur le Niger). A la différence d'autres déplacements, les populations arrivées ici sont 100% nomades et transitent tout au long de ces corridors de pâturage grâce à la concertation avec les communautés hôtes et grâce aussi au soutien conséquent pour l'amélioration des infrastructures d'eau et de santé existantes dans la région.
- Les DGC se font sur un seul point de distribution par site et se prolongent sur une semaine pour faciliter l'arrivée des réfugiés nomades. Le PAM a eu un rôle protagoniste dans le développement des ZAR puisqu'elle était présente dans la région depuis avant l'arrivée des réfugiés qui ont été prise en charge pendant 4 mois (de mars à juin 2012) sur le PRRO 20051.
- Des contraintes liées à l'accessibilité pendant la saison de pluies et l'absence des stocks tampons ont été signalées par le PAM et ses partenaires.
- Malheureusement, cette expérience n'a pas été encore capitalisée à travers une étude PDM adaptée et spécifique, ce qui permettrait de mettre en valeur et de tirer des enseignements. Les données en matière de Food Score, présentés plus

⁹² Inland transportation. Coûts associés à l'intérieur du pays.

⁹³ WFP MANAGEMENT PLAN (2014–2016) Executive Board Second Regular Session Rome, 4–7 November 2013

bas, ne montrent pas une performance particulière de cette formule, bien au contraire. Cependant il est clair que la performance et l'impact des DGC dans une Zone d'Accueil doit être mesurée de façon plus affinée, ce qui n'est pas possible avec des PDM qualitatifs qui n'utilisent pas des focus groups et qui ne font pas de différences entre « camps » et « zones ». D'ailleurs, au-delà des activités de distribution, le challenge dans les ZAR est de réfléchir sur l'applicabilité des standards Spheres.

MISE EN OEUVRE DES DISTRIBUTIONS

Rôle du PAM dans les DGC:

Les DGC dans les Camps de réfugiés sont implémentés par les partenaires du PAM sur le terrain. La visite de l'équipe d'évaluation n'a pas pu coïncider avec le moment des distributions, sauf dans le cas de la visite en Mauritanie. Cependant, l'équipe d'évaluation s'est pu s'entretenir avec les partenaires de mise en œuvre dans la plupart des sites de distribution. Le détail des observations est référé dans chaque annexe pays.

De façon globale, le rôle du PAM a été particulièrement marqué par la qualité des partenaires. En raison des conditions sécuritaires et d'accès, surtout dans le cas de Mbéra en 2012, la disponibilité de partenaires de mise en œuvre fiables a été très limitée.

De façon générale, il découle des entretiens maintenus que le PAM n'a pas su toujours trouver l'équilibre entre son rôle de bailleurs, parfois négligé ou parfois mal compris, et son rôle d'Agence Humanitaire. Le PAM a une fonction importante à jouer dans le respect des standards minimum de qualité en matière d'assistance alimentaire. Pour cela, la construction d'une relation d'accompagnement et d'appui technique aux partenaires est nécessaire, plutôt qu'une simple relation de sous-traitance ou encore, plutôt que de se conforter avec un rôle de hub logistique intermédiaire.

Il faut souligner qu'actuellement le PAM travaille dans les trois pays dans la ligne d'une relation constructive avec les partenaires, avec l'élaboration commune de SOP, des formations, des guidelines techniques, etc.

Organisation générale des distributions :

De façon générale, d'après les observations réalisés ainsi que les entretiens avec les partenaires sur le terrain et les focus groupe avec les bénéficiaires, il existe actuellement une bonne perception générale des réfugiés quant au système de distribution. Les DGC se déroulent actuellement dans les normes dans les trois pays, de façon ordonnée, dans des conditions de sécurité adéquates et des garanties suffisantes pour l'accès gratuit, équitable et effectif à l'assistance alimentaire.

Au total de 90% des réfugiés se sentent en sécurité au moment de la distribution au Niger et au Burkina selon les informations des rapports PDM. À Mbéra cependant, 27% des ménages déclarent avoir eu des craintes pour leur sécurité au moment de la distribution. Cette proportion était de 39% en septembre 2012. De nettes améliorations se sont produites déjà mais une meilleure délimitation et sécurisation des sorties des points de distribution permettrait d'éviter des éventuels vols sur les sites.

Durée des distributions :

La durée des distributions sur un cycle varie beaucoup entre les camps. Elle a été dans le passé trop longue (de plus d'une semaine dans certains cas pour compléter une distribution) ce qui affectait évidemment la durée de la ration de la distribution précédente. Actuellement cependant, les distributions sont maîtrisées et sa durée est dans les six jours en moyenne pour la plupart des camps, trois jours uniquement pour le camp de Abala⁹⁴ par exemple.

Distances à parcourir et frais de transport pour les réfugiés :

Une des conséquences directe de l'éloignement des sites de distribution est l'augmentation du coût de transport des vivres. Des dispositions ont été prises pour multiplier les lieux de distribution et limiter le temps des déplacements et les frais de transports encourus par les réfugiés. La quasi-totalité des ménages mettent moins d'une heure de temps pour aller chercher la ration.

Dans les trois pays les partenaires ont mis en marche des programmes pour aider les ménages plus vulnérables dans les transports de vivres, que ce soit à travers le soutien avec distribution de charrettes, que ce soit avec des dispositions au niveau des points de distribution avec des agents communautaires qui accompagnent les vulnérables.

Il reste qu'un grand nombre de ménages ont payé pour le transport de leur ration. Le mode de paiement le plus utilisé pour la prestation de transport des vivres est le paiement en espèce. Au Niger 58,6% des ménages ont dû payer et au Burkina environ 30% des ménages déclarent avoir payé de l'argent pour le transport des vivres reçus, 74,7% dans le camp de Bobo-Dioulasso.

Temps d'attente :

Le temps d'attente pour recevoir les vivres dans le cadre des DGC varie selon les camps mais il semble beaucoup trop long. Il excède les trois heures en moyenne au Burkina pour 59% des ménages. Dans certains camps comme à Mentao, une part importante de ménages (64,71%) sacrifient des activités pendant ce temps d'attente (activités génératrices de revenus et petit commerce).

Dans le cas du Niger, 62,2% passent plus de deux heures sur les sites de distribution avant d'être servis. En générale ce sont les femmes adultes qui sont chargées de se rendre aux points de distribution (57% à Mbéra) sauf au Burkina où les hommes sont plus nombreux (49,1% contre 46% de femmes).

Paiement pour la réception des vivres :

La gratuité est assurée actuellement dans tous les centres de distributions. Ceci n'était pas le cas du camp de Mbéra en 2012 quand le système de grouping était en place (27% des bénéficiaires déclaraient avoir payé pour l'obtention des vivres en octobre 2012, voir annexe Mauritanie).

Sensibilisation :

D'après les informations des rapports PDM, le système de sensibilisation et d'information pour les réfugiés est efficace pour la plupart de camps. La majorité des bénéficiaires connaissent la date et les heures des distributions à l'avance. Cependant, en ce qui concerne la connaissance effective des rations journalières auxquelles les ménages ont droit, il ressort qu'à peu près deux tiers des ménages n'ont pas connaissance de ces dernières. Les changements de rations par personne d'un mois à l'autre est un défi pour les partenaires qui nécessitent une sensibilisation importante auprès des réfugiés pour que ceux-ci comprennent et acceptent le

⁹⁴ D'après les informations de ACTED.

changement. Mal gérées, ces modifications peuvent être sources de tension lors des distributions.

Différences entre ration:

La plupart des ménages estiment qu’il y a une adéquation entre la quantité reçue et la quantité due d’après les rapports PDM et les entretiens sur le terrain. Cependant, en absence de FBM réguliers au Niger et au Burkina aucune conclusion ne peut être tirée au niveau des trois pays.

Durée de la ration:

Bien que la ration théorique est prévue pour trente jours, dans aucun des pays la ration ne couvre plus de 19 jours selon les rapports PDM. Au Burkina, la durée moyenne de consommation des vivres varie entre 9 jours pour certaines denrées (légumineuses, huile) et uniquement 16 jours au maximum pour le riz. Le Niger et la Mauritanie atteindraient entre 16 et 19 jours. A partir du jour 20, la principale source des denrées consommées dans les camps serait l’achat cash (71%) suivi de l’assistance alimentaire reçue dans le camp (26%) alors que 2% des denrées consommées proviendraient de l’achat à crédit⁹⁵.

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Score de consommation alimentaire.

Le cadre logique du projet EMOP 200438 établit comme premier résultat l’amélioration de la consommation alimentaire à travers les Distributions Générales Ciblées.

WFP Strategic Objective 1 : Save lives and protect livelihoods in emergencies	
<p>Outcome 1</p> <p>Improved food consumption over assistance period for targeted households</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Household food consumption score (Baseline and targets will be established during the first trimester of this operation)
<p>Output 1.1</p> <p>Food and/or C&V distributed in sufficient quantity and quality to targeted women, men, boys and girls under secure conditions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Number of men, women, boys and girls receiving food, by gender and age group as % of planned figures ➤ Tonnage of food distributed, by type, as % of planned distribution ➤ Number of security incidents

L’indicateur sélectionné pour mesurer l’objectif est le Score de Consommation Alimentaire (SCA). Le cadre logique signale que les *baseline* et le *target* pour mesurer la performance seraient spécifiés ultérieurement. Nous n’avons pas trouvé d’indication ultérieure pour les *targets* afin d’estimer une performance chiffré. Cependant les *baseline* ont été repris dans le SPR (voir plus bas) en récupérant les données de départs des premiers PDM dans chaque pays afin de comparer l’évolution des résultats, ce qui est adéquat.

Le cadre logique présenté à ECHO pour le financement de l’EMOP 200348 pour la Mauritanie ⁹⁶ est plus détaillé et définit un indicateur mesurable : « plus de 90% des ménages ont un Score de Consommation acceptable (>35) » ce qui correspond avec l’indicateur institutionnel du PAM. Dans la version finale du rapport à ECHO il est

⁹⁵ Estimation du rapport sur le camp de Mbéra qui d’après les informations des rapports PDM au Niger et au Burkina serait représentative de la dynamique dans les trois pays.

⁹⁶ Final report Single form for humanitarian Aid Actions ECHO Agreement WFP/BUD/2012/01011

expliqué que le seuil d'acceptabilité a été augmenté (à >42) ce qui serait plus adéquat pour le contexte de la Mauritanie.

En effet, l'indicateur de la consommation alimentaire utilisé généralement par le PAM peut être adapté si nécessaire. Le score de consommation alimentaire mesure la fréquence et la diversité de la consommation d'un ménage avec un poids prépondérant à la diversité et à certains groupes d'aliments comme les protéines animales et végétales. Lorsque la consommation de certaines denrées (céréales, sucre et d'huile) de l'ensemble de la population est élevée, il convient de remplacer, sur les bases des observations, les nouveaux seuils de score de la consommation alimentaire à retenir, comme cela a été fait pour la Mauritanie.

Les seuils sont alors appliqués aux scores pour déterminer les modèles de consommation alimentaire « faible », « limite » et « acceptable ». Les scores des ménages sont ensuite comparés aux seuils préétablis qui indiquent la situation de la consommation alimentaire des ménages. Dans le cas de la Mauritanie le PAM aurait retenues les valeurs suivantes⁹⁷ en 2012⁹⁸:

- consommation alimentaire faible : de 0 à 28
- consommation alimentaire limite : de 28,5 à 42
- consommation alimentaire acceptable : > 42

Et des valeurs similaires à partir de 2013, d'après les explications méthodologiques affinées dans les PDM2 de mars 2013:

- consommation alimentaire faible : de 0 à 26,5
- consommation alimentaire limite : de 26,5 à 39,5
- consommation alimentaire acceptable : > 39,5

Dans tous les cas, les valeurs retenues par le bureau de la Mauritanie sont supérieures aux valeurs institutionnelles du PAM, ce qui rend l'obtention de l'objectif plus difficile.

Dans les deux cas, un SCA faible signifierait que la consommation alimentaire du ménage se compose essentiellement de céréales souvent accompagnées de produits végétaux ou du sucre.

Un SCA acceptable signifierait un régime alimentaire assez diversifié, caractérisé par la consommation de céréales, de la viande ou du poisson, du lait, du sucre et accessoirement de légumes.

Le Score alimentaire distribué par le PAM permettrait d'atteindre un score de 42⁹⁹, soit une consommation alimentaire acceptable.

Pays	Date et Source pour la mesure du SCA	Faible	Modéré	Acceptable
MAU	Octobre 2012 PDM 1	2,7	23,1	74,2
MAU	Mars 2013 PDM 2	7,1	13,6	79,3
MAU	Mai 2013 (JAM)	6,6	15	78,4

⁹⁷ Le SCA est un indicateur reconnu et appliqué par le Gouvernement mauritanien, en partenariat avec le PAM, à travers les enquêtes FSMS (Food Security Monitoring System) réalisées 2 fois par an dans le pays (en période de soudure et en période de post-production). Selon ces Enquêtes de Sécurité Alimentaires, les seuils 28-42 ont été utilisés pour classer les ménages au lieu des seuils standards 21-35 car la consommation de céréales, huile et le sucre reste importante et constitue une habitude alimentaire en Mauritanie.

⁹⁸ D'après les explications données dans le rapport de ECHO.

⁹⁹ Enquête de suivi PDM2 Mauritanie Mars 2013.

MAU	Octobre 2013 PDM 3	2,2	19,9	77,9
-----	--------------------	-----	------	------

Ce tableau reflète la tendance positive générale dans les camps de Mbéra signifiée par la réduction du nombre de ménages avec un « SCA faible » jusqu'à des niveaux satisfaisants. La valeur du nombre de ménages avec un « SCA acceptable » 77,9% est également proche des valeurs objectifs de >90%. Par contre, le niveau de ménages avec un « SCA modéré » reste relativement élevé pour un camp recevant une assistance alimentaire massive depuis près de deux ans, même si ce niveau est meilleur que celui de la population autochtone. Les raisons de cette stagnation ne sont pas à trouver uniquement dans l'activité de distribution (adéquation de la ration) mais sont à mettre en corolaire avec d'autres facteurs qui pourraient altérer la ration au cours du mois (vente d'une partie, etc).

Les PDM réalisés en Mauritanie sont de meilleures qualités que ceux réalisés au Burkina et au Niger, qui précisent peu ou pas du tout la méthodologie et où l'analyse qualitative est très limitée.

Dans le cas du Burkina, qui utiliserait des seuils d'acceptation plus bas¹⁰⁰ (>35), la ligne de tendance des données est très positive et les scores de consommation alimentaire se trouvent dans de niveaux très satisfaisants. Il faudra par contre s'assurer que la méthodologie, la collecte et le traitement de données sont pleinement fiables.¹⁰¹

Pays	Date et Source pour la mesure du SCA	Faible	Modéré	Acceptable
BUR	Novembre 2012 PDM camps Sahel	19	23	58
BUR	Mars 2013 Evaluation approfondie sur la situation alimentaire des camps	4	10	85
BUR	Septembre 2013 PDM	3,5	7,7	88,8
BUR	Décembre 2013 PDM	2	5	94

Comme pour le Burkina, les explications méthodologiques des PDM réalisés au Niger ne permettent pas d'arriver à des conclusions. Dans tous les cas, les mesures de scores du Niger affichent des résultats qui ne sont pas satisfaisants et qui invitent à affiner sa lecture.

Pays	Date et source pour la mesure du SCA	Faible	Modéré	Acceptable
NIGER	Janvier 2013 PDM	26,3	26,8	46,9
NIGER	Décembre 2013 PDM	20,6	26,2	53,2

Pour les trois pays, les différences méthodologiques et de qualité ne permettent pas d'établir des effets fiables ni comparatifs¹⁰². Le tableau ci-dessous reprend les

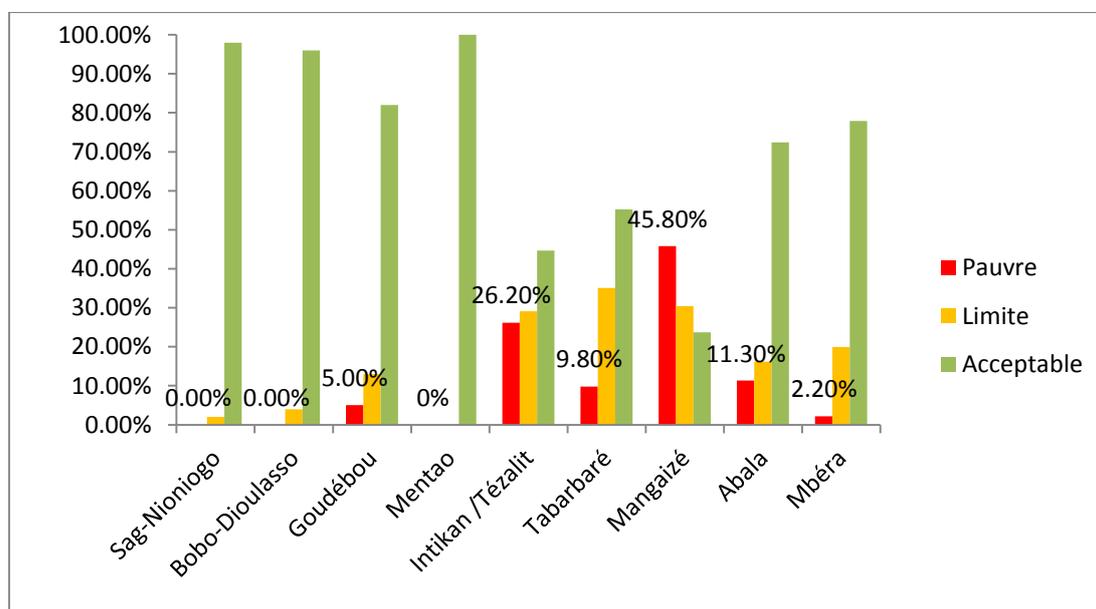
¹⁰⁰ Seule référence méthodologique rencontrée se trouve dans le rapport « Evaluation approfondie sur la situation alimentaire des camps »

¹⁰¹ La disparité entre les camps, l'obtention des taux proche de zéro ou de zéro, les réductions drastiques dans certains camps en très peu de temps, font que la question de la fiabilité se pose. Dans le camps de Mentao par exemple, qui d'après le SCA le 100% des ménages auraient une SCA acceptable sur les sept jours avant l'enquête (0% modéré et 0% pauvre), une étude SMART SENS avait déterminé que la proportion de ménages ne consommant aucun légume, fruit, viande, oeufs, poisson/fruits de mer, ou lait/produit laitier était de 19,5% en mai 2013 (sur la journée avant l'enquête).

¹⁰² Une autre limite du SCA est qu'il ne s'agit que d'une photo de la valeur d'une semaine de consommation alimentaire du ménage. Il ne reflète ni les changements saisonniers ni ne quantifie le déficit alimentaire ni ne capte la consommation alimentaire intra-ménages.

dernières données pour le scores de consommation alimentaire par site de distribution couvert par l'EMOP en 2013.

		Pauvre	Limite	Acceptable
BURKINA FASO	Sag-Nioniogo	0,00%	2,00%	98,00%
	Bobo-Dioulasso	0,00%	4,00%	96,00%
	Goudébou	5,00%	13,00%	82,00%
	Mentao	0%	0%	100%
NIGER	Intikan /Téزالit	26,20%	29,10%	44,70%
	Tabarbaré	9,80%	35,10%	55,20%
	Mangaizé	45,80%	30,40%	23,70%
	Abala	11,30%	16,20%	72,40%
MAURITANIE	Mbéra	2,20%	19,90%	77,90%



Annexe 11: Résumé des Résultats des Études d'Évaluation du marché entreprises dans les trois pays d'accueil

	Burkina Faso	Mauritania	Niger
General	Objective is to improve food consumption. Other needs (health, shelter) should be effectively covered by other programmes. Preference for mixed modality in the camps (continuation of cereals + oil), and cash for urban areas. Cash provision reduces selling of the ration. To be complemented with livelihood and nutrition education activities (by UNHCR partners). Start with pilot in Sag-Nioniogo. Good communication and close monitoring required. Maybe later on switch to 100% cash-based.	Les marchés aux environs se sont ajustés pour répondre à l'augmentation de la demande en provenance des réfugiés du camp de M'Berra. L'arrivée de l'hivernage risque de mettre à mal le circuit d'approvisionnement en provenance de Nouakchott. Il faut prendre en compte que la consommation de lait frais et de viande ne pourra se faire qu'en mettant en place des mécanismes pour assurer la disponibilité en bétail de la région. Suivi des marchés de M'Berra village et de Bassiknou doit être fait.	Les principaux indicateurs qui constituent des problématiques sont liés à la capacité financière des commerçants, à l'accessibilité physique (état des routes, surtout les marchés d'Abala et d'Agando) des marchés, et à la fluctuation des prix. Il est nécessaire de suivre des indicateurs par marché et l'utilisation faite par les ménages du cash reçu.
Type of transfer	Unconditional cash transfer is recommended, or if that is not possible, a cash voucher (not a commodity voucher)	La mise en place de programme de cash et voucher.	Au regard de la situation sécuritaire qui reste assez « instable » tout le long de la frontière avec le Mali, une opération de distribution directe de cash dans les camps de réfugiés n'est pas conseillé pour le moment.
Targeting	All registered refugees in camps and urban sites. Later on possibly vulnerability-based based on UNHCR-WFP decision-making on livelihood support. If the cash is replacing cereals then the vouchers should be given to the men. If cereal distribution is continued then the cash should be given to the women. Protection needs of women and other vulnerable groups to be taken into account.	(pas couvert dans le rapport d'étude)	Il est recommandé un système de voucher à travers les commerçants locaux dans les camps de Mangaïze et d'Ayorou (raisons de l'accessibilité physique des marchés à toutes les périodes de l'année et la volonté manifeste des commerçants). Pour le camp d'Abala, il est recommandé de continuer avec la distribution de vivres.
Value and timing of the transfer	To be based on estimates of needs and local market prices (seasonal fluctuations and transport costs to be included), not on value of current dry ration. Monthly transfer alongside monthly food distributions.	Intégrer les conséquences de l'hivernage sur les circuits d'approvisionnement surtout avec la fermeture des frontières. Prévoir une augmentation éventuelle du budget des activités de cash en période de soudure d'au moins 10 à 15% pour couvrir les probables hausses de prix. Les distributions de cash doivent avoir lieu 1 ou 2 jours avant celui du marché à M'Berra.	(pas couvert dans le rapport d'étude)

Annexe 12: Analyse additionnelle - l'Alimentation Scolaire

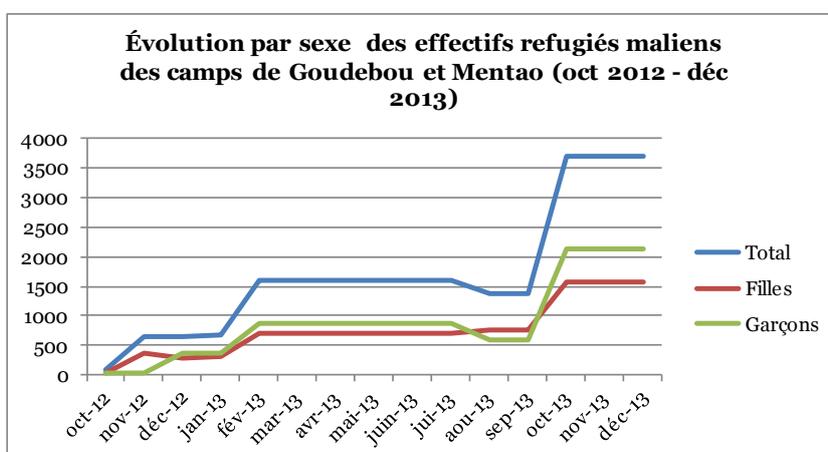
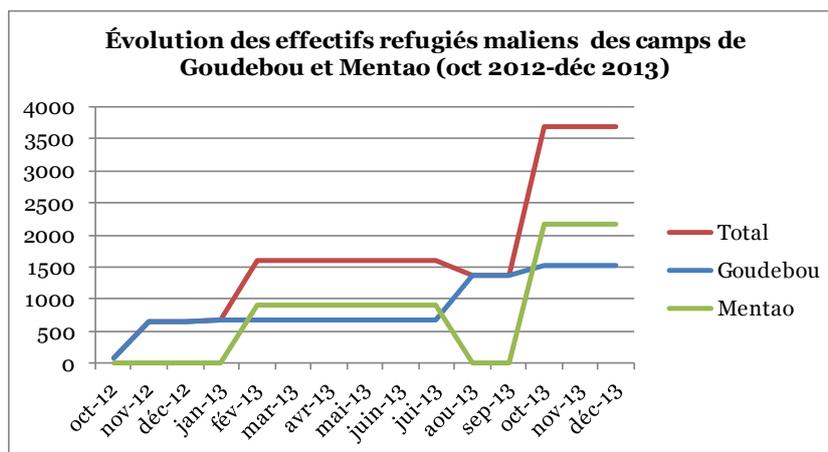
Tableau 15: Programmes PAM avec composante d'alimentation scolaire pendant la période de l'évaluation (2012-2013)

Pays	Titre	Activités principales	Délai
Mali	EMOP 200525	GFD et C&V; nutrition (BSF & TSF); Alimentation scolaire	01/01 – 31/12/2013
	CP 10583.0	Alimentation scolaire; FFW; Renforcement des capacités	01/01/2008 – 31/12/2012
Niger	PRRO 200583	GFD & C&V; nutrition (BSF & TSF); Local purchase; Alimentation scolaire, Renforcement des capacités	01/01/2014 – 31/12/2016
	CP 106140	Alimentation scolaire; cereal banks & FFT; support nutritionnel aux patients VIH/TB	01/01/2009 – 31/12/2013
Mauritanie	CP 200251	Nutrition (TSF); Alimentation scolaire; FFA & <i>Villages Food Reserves</i>	01/01/2012- 31/12/2016
Burkina Faso	CP 200163 (Sahel, Nord, Est)	Alimentation scolaire; TSF & BSF; support aux orphans VIH/SIDA; IGAs et Cash for Work	01/01/2011 – 31/12/2015

Tableau 16: Évolution des cadres stratégiques de résultats

	Résultats attendus	Indicateurs de mise en œuvre
BR 2	Outcome 3 l'inscription stabilisée des filles et des garçons à risque de décrochage dans les écoles primaires cibles'	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de maintien <ul style="list-style-type: none"> • cible: 70% pour les filles et les garçons dans les situations d'urgence).
	Output 3.1 vivres distribués en quantité et qualité suffisantes pour les garçons et les filles ciblées dans des conditions sécurisées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de garçons et de filles recevant l'alimentation scolaire, par sexe et par groupe d'âge en% des chiffres prévus ➤ Quantité d'aliments enrichis, compléments alimentaires et produits nutritionnels spéciaux distribués, par type, en% des distributions prévues ➤ Nombre d'écoles appuyées ➤ Nombre d'incidents de sécurité
BR 5	Outcome 3 Rétablir l'accès aux services de base	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de maintien des garçons et filles <ul style="list-style-type: none"> • Burkina Faso: (Ligne de base: 95%; Cible: 97%) • Mauritanie: (ligne de base: TBD; Cible: 80%)
	Output 3.1 Alimentation et produits nutritionnels distribués en quantité et en qualité suffisante et en temps opportun aux bénéficiaires ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de garçons et de filles recevant des repas scolaires en% du nombre prévu ➤ Quantité de l'aide alimentaire distribuée, désagrégée par type, en% du nombre prévu ➤ Nombre de sites institutionnels assistés (écoles), en% du nombre prévu
Cadre stratégique de résultats du PAM (School Feeding Revised Policy)	1.2. Consommation alimentaire stabilisée ou améliorée au cours de la période d'assistance pour les ménages ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire ➤ Indice de stratégie d'adaptation
	1. 3 Restauré ou stabilisé l'accès aux services de base et biens communautaires essentiels	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de rétention pour les garçons et les filles

Figure 1: Évolution des effectifs dans les camps de Goudebou et Mentao (Burkina Faso)



Source : PAM

Tableau 5: Quantités distribuées aux élèves réfugiés des camps de Goudebou et Mentao (Burkina Faso)

Période de couverture	École	Quantité en kg					Total
		F.maïs	Haricot	Huile	CSB	Sel	
Octobre- Decembre 2012	Goudebou	1950	550	234,6	725	50	3859,6
	Mentao						0
	TOTAL SAHEL	1.950	550	235	725	50	3.860
Janvier 2013	Goudebou	1600	500	252	0	25	2527
	Mentao						0
	TOTAL SAHEL	1.600	500	252	-	25	2.527
Février-Avril 2013	Goudebou	1975	950	491,4	1925	75	5666,4
	Mentao	3.950	1.900	983	3.850	150	10832,8
	TOTAL SAHEL	5.925	2.850	1.474	5.775	225	16.499
Mai-juin -	Goudebou	2275	550	270,2	825	0	4170,2
	Mentao	4.500	1.200	594	1.700	150	8144

juillet(41 jours)	TOTAL SAHEL	6.775	1.750	864	2.525	150	12.314
Aout-septembre 2013	Goudebou	5500	1100	582,4	0	100	7282,4
	Mentao	-	-	-	-	-	0
	TOTAL SAHEL	5.500	1.100	582	-	100	7.282
Aout-septembre 2013	Goudebou	10700	1500	1329	0	0	14979
	Mentao	8.200	1.650	1.147	-	100	11897
	TOTAL SAHEL	18.900	3.150	2.476	-	100	26.876

	Total livré	Quantité restante	Quantité distribuée
Goudebou	38484,6	7178,5	31306,1
Mentao	30873,8	4396	26477,8
TOTAL SAHEL	69.358	11.575	57.784

Source : PAM

Tableau 6: Effets sur les conditions de vie des ménages au Burkina: Niveau d'amélioration de l'alimentation et de la fréquentation des écoles par les enfants

Octobre 2013	Sag-Nioniogo	Bobo-Dioulasso	Goudébou	Mentao	Total
Changements sur les conditions de vie de votre ménage	96,59	98,67	94,07	98,32	96,75
Amélioration de l'alimentation	69,41	41,89	58,56	57,26	57,36
Amélioration de la fréquentation des écoles par les enfants	36,47	36,49	30,63	63,25	42,89
Novembre 2013					
Changements sur les conditions de vie de votre ménage	85,23	62,67	90,68	90,76	84,25
Amélioration de l'alimentation	80,00	31,91	71,03	86,11	72,40
Amélioration de la fréquentation des écoles par les enfants	68,00	70,21	39,25	34,26	48,37
Décembre 2013					
Changements sur les conditions de vie de votre ménage	69,32	98,31	100,00	76,47	85,75
Amélioration de l'alimentation	95,08	44,83	32,00	72,53	58,31
Amélioration de la fréquentation des écoles par les enfants	18,03	30,17	60,00	24,18	32,94

Source: données d'enquêtes PDM, octobre-décembre 2013.

Narrative 1 :

Pertinence de l'introduction des cantines scolaires au Niger dans l'EMOP régional.

Pour le PAM Niger, la question des cantines scolaires ressurgit à tout moment. Aider à trouver une réponse à cela fait partie d'une des attentes de cette évaluation exprimée par le PAM. Les documents révisés ainsi que les informations recueillies pendant la mission suggèrent qu'il y aurait des éléments a priori favorables et d'autres moins favorables à l'introduction dans l'EMOP régional des cantines scolaires au Niger.

Éléments favorables à l'introduction des cantines:

- Des études pour informer la décision sont en cours, le groupe de travail du secteur éducation sur les réfugiés est par exemple en train de développer un rapport sur les taux d'admission et d'abandon.
- La majorité des partenaires sont favorables et intéressés aux cantines. Les cantines sont perçues aussi comme un outil de protection. Donc, potentialités de partenariat et d'approche multisectorielle, nécessaires pour tout programme d'alimentation scolaire.
- L'introduction des cantines obligerait à mieux connaître les causes des taux de fréquentation/absentéisme, ce qui donnerait lieu à mieux redéfinir les partenariats.
- Des propositions formelles de partenaires ont été dirigées au PAM pour 'prévoir des rations pour les réfugiés dans les écoles à cantines proches des camps, et pour construire des écoles à cantines là où le camp n'est pas proche d'une école publique (cas de Tabareybarey, Intikane) en argumentant sur le fait qu'après le départ des réfugiés, ces écoles vont être des écoles publiques pour les populations autochtones'.
- Le gouvernement ne veut pas qu'il y ait des différences entre réfugiés et communautés hôtes pour les programmes éducatifs et veut inclure les réfugiés dans les cantines publiques.
- Les bailleurs sont en général intéressés mais il y a des limitations budgétaires croissantes. Le besoin des cantines scolaires doit être identifié sous la base de la couverture alimentaire et nutritionnelle (DGV, des autres modalités d'aide de l'EMOP, des ressources disponibles aux réfugiés eux-mêmes).

Éléments moins (ou pas encore) favorables à l'introduction des cantines:

- Les cantines semblent faire augmenter le taux de fréquentation (à Mangaize, par exemple, un grand nombre d'enfants partent de l'école à l'heure du déjeuner). Or, il y a une mise en question des méthodologies utilisées pour mesurer le taux de fréquentation. Il n'y a pas encore de corrélation ou attribution empiriquement démontrée des programmes de cantines scolaires sur le niveau de fréquentation (ou du manque de ration sur le niveau

d'absentéisme) qui puisse justifier la pertinence claire d'introduire les cantines.

- Le taux de fréquentation dépend des camps et de la provenance des réfugiés. Le manque d'études approfondies pour connaître les causes a aussi été soulevé par plusieurs personnes interrogées.
- Des réticences parmi quelques personnes interrogées sur le fait d'avoir à couvrir ce besoin sous l'opération d'urgence ont été exprimées. Le PAM travaille depuis 2004 (PRRO et CP) sur les cantines dans toutes les régions du Niger (ex : 3 sites à Ouallam où le PAM fait les cantines pour les réfugiés et les autochtones). Il y a des potentialités donc pour la prise en charge des réfugiés sous d'autres programmes.
- Manque de diagnostics pour connaître les causes de l'absentéisme (surtout des filles). Il faut chercher à trouver si ce sont les problèmes de protection qui influent.
- Si l'objectif primordial est de satisfaire les niveaux nutritionnels, alors avec la ration DGV (qui est déjà complétement par le wet feeding pour les enfants 6-59 mois), les besoins des réfugiés sembleraient être nettement couverts.
- Bien que les partenaires semblent être favorables aux cantines, et que le HCR ait insisté sur son introduction dans l'opération d'urgence, le JAM de septembre 2013 qui a été fait conjointement entre le gouvernement, le PAM et le HCR ne contient aucune analyse sur ce point.

Narrative 2 :

Remarques générales dirigées au Bureau Régional et aux trois pays et leur lien avec les documents stratégiques du PAM sur l'alimentation scolaire.

- Dans les documents stratégiques ou politiques d'alimentation scolaire du PAM, très peu ou aucune référence n'est étonnamment faite aux contextes des réfugiés dans des situations d'urgence. Ce n'est donc pas une tâche aisée que de transposer ces politiques dans la pratique¹⁰³ ni d'évaluer la cohérence interne des programmes d'urgence d'alimentation scolaire, alors que ces documents devraient justement guider la conception et l'évaluation des programmes.
- Très peu d'information et d'analyse sont fournies sur la réponse de l'EMOP en alimentation scolaire dans les JAM ou PDM des trois pays.
- Une observation est faite dans l'évaluation thématique d'alimentation scolaire en situations d'urgences (2007)¹⁰⁴ du PAM sur 'l'absence d'un processus de conception ciblé pour la composante d'alimentation scolaire des programmes d'urgence et de réhabilitation du PAM'. En plus, les activités de conception devrait se faire sur la base 'd'évaluations des besoins locaux spécifiques'. Il serait important de suivre cette observation - dans le contexte de l'EMOP - à laquelle il faudrait rajouter le besoin d'avoir un outil harmonisé pour évaluer les besoins des réfugiés en éducation et alimentation scolaire.
- La Stratégie d'alimentation scolaire du Niger adoptée en 2009 mais validée en 2010, n'adaptait pas les critères différenciés pour les écoles à régime sédentaire (2 repas/jour) et les écoles à régime nomade¹⁰⁵ (3 repas/jour). Suivre uniquement le régime sédentaire avait fait augmenter l'absentéisme. Il faut ainsi apprécier la bonne initiative du PAM en l'ayant conseillé auprès de l'Assemblée Nationale. Sous le nouveau PRRO 2014-2016, à nouveau le PAM a différencié les régimes sédentaire et nomade. L'EMOP devrait pouvoir se baser dans la mesure du possible sur ces critères pour adapter le programme d'alimentation scolaire à chacun des contextes pays.
- Il est important de continuer de renforcer l'approche multisectorielle dans la composante d'alimentation scolaire de l'EMOP. La politique révisée d'alimentation scolaire du PAM indique que 'la coordination entre les ministères est un défi, surtout dans des contextes fragiles ou de faible capacité, où une intégration progressive des

¹⁰³ Aucune référence n'est faite ni dans la note d'orientation, Alimentation Scolaire en Afrique de l'Ouest et du centre, février 2014 ni dans la politique d'alimentation Alimentaire révisée, 2013. Une seule référence apparaît dans la Politique de 2009 qui précisément indique que les 'programmes d'alimentation scolaire peuvent fournir un filet de sécurité dans les situations de redressement en rétablissant le système éducatif (...); ils peuvent aussi 'encourager le retour des personnes déplacées et des réfugiés'.

¹⁰⁴ WFP Full Report of the Thematic Evaluation of the WFP School Feeding in Emergency Situations. A report from the Office of Evaluation, February 2007.

¹⁰⁵ Autres critères pour le régime nomade apart les 3 repas par jour (qui ne semble pas pertinent ni faisable dans le context de l'EMOP) sont les critères zones rurales, en insécurité alimentaire ou faible taux de scolarisation des filles.

programmes peut être nécessaire. L'alimentation scolaire devrait être liée à des programmes qui aident les enfants à différents stades du cycle de vie et aux initiatives de résilience'. Une bonne pratique retrouvée dans le Programme Décennal de Développement de l'Éducation (PDDE) au Niger qui peut être répliquée dans l'EMOP afin de renforcer l'approche multisectorielle c'est le fait que 'le PAM met également à disposition des écoles à cantine des articles non alimentaires comme les marmites, seaux, bassines, bols et ustensiles¹⁰⁶'.

- Il serait intéressant de régulariser la bonne pratique réalisée depuis août par le Burkina sur les *school mapping* et les enquêtes scolaires "porte à porte" dans les camps de réfugiés 'afin de mieux comprendre la raison de la non-scolarisation des enfants, les besoins de l'aide matérielle, adapter la stratégie et campagne de sensibilisation pour promouvoir l'éducation. Cet exercice a également permis de sensibiliser les parents sur l'importance d'envoyer leurs enfants à l'école'¹⁰⁷.
- Profiter et apprendre de l'expérience au Niger du fait que « *Le programme cantine scolaire est inscrit dans le PRRO à partir de janvier 2014. Le programme du pays va prendre en compte l'aspect développement et urgence à travers la résilience avec des axes stratégiques telle que le renforcement de la résilience à travers l'alimentation scolaire et la production agricole comme points de départ pour entreprendre une série d'interventions dans les communes en situation de vulnérabilité chronique à travers la collaboration entre le PAM, la FAO et l'UNICEF.*
- Selon le MoU PAM et HCR, en principe on peut aussi considérer les possibilités d'assister les enfants des écoles secondaires. Il y a eu un souci soulevé de la part des partenaires sur le manque de prise en charge dans les camps des enfants pour l'école secondaire. La note d'orientation, Alimentation Scolaire en Afrique de l'Ouest et du Centre indique que certains gouvernements, parmi lesquels se trouve le Niger « *cofinancent avec le PAM ou prennent en charge sur fonds propres des écoles primaires et secondaires en alimentation scolaire* ».
- Voir davantage les possibilités de mettre en œuvre dans l'EMOP les expériences en cours du groupe de pays Sénégal, Niger, Mali, Burkina et Cap Vert qui « *expérimentent des achats locaux au bénéfice des cantines scolaires, il s'agit de construire sur les expériences encourus (P4P, PAA, PBF, achats locaux) et qui visent à promouvoir la sécurité alimentaire, la nutrition et la génération de revenus pour les petits producteurs locaux* »¹⁰⁸. Ce type d'expériences sont aussi conseillé dans le 'Roadmap for a Regional Approach for West Africa, October 2013'.
- Besoin de renforcer le système de suivi et évaluation pour l'intervention d'alimentation scolaire de l'EMOP.
- Assurer que la recommandation suivante du Roadmap est prise en compte dans l'EMOP : '*améliorer l'accès aux taux de scolarisation et de rétention, en mettant l'accent sur les filles et les populations à risque élevé d'abandons précoces (par exemple, les populations nomades) (...)*. Lorsque l'accès aux écoles et aux centres de

¹⁰⁶ Document PAM Niger: Brief cantines scolaires « ACTIVITE ASSISTANCE AU SECTEUR EDUCATIF POUR L'ATTEINTE DES OMD». Cette activité s'inscrit dans le cadre du Programme Décennal de Développement de l'Éducation (PDDE) 2003 – 2013, mis en œuvre par le gouvernement.

¹⁰⁷ Mali Situation update n°21, August & September 2013.

¹⁰⁸ note d'orientation, Alimentation Scolaire en Afrique de l'Ouest et du centre, février 2014.

santé est limité, le PAM aura besoin de travailler avec les autorités locales communautés, les autorités et les partenaires pour identifier des solutions de base communautaire pour à atteindre les plus vulnérables.’

Liste d'acronymes

AICF	Action Internationale contre la Faim (partenaire en Mauritanie)
ACTED	Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement
ADICOR	Appui au Développement Intégré des Communautés Rurales (partenaire en Mauritanie)
AKARASS	(partenaire au Niger)
AGIR	Global Alliance for Résilience Initiative
APBE	Association Pour le Bien-Etre (partenaire au Niger)
AQMI	Al Qaeda dans le Maghreb Islamique
BR	Bureau Régional de Dakar (PAM)
BM	Banque Mondiale
BSF	« <i>Blanket Supplementary Feeding</i> » (PAM)
CAP	Common Appeal Process (UN-OCHA)
CEDEAO	Communautés des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERF	« <i>Central Emergency Reserve Fund</i> » (ONU)
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CNRDR	Comite Nationale pour la Restauration de la Démocratie et de la République
CRENAS	Centre de Réhabilitation Nutritionnelle Supplémentaire
CRENAM	Centre de Réhabilitation Nutritionnelle Communautaire
CRENI	Centre de Réhabilitation Nutritionnelle Intensive
CRN	Croix Rouge Nigérienne (partenaire au Niger)
CSA	Conseil Sécurité Alimentaire (partenaire en Mauritanie)
CSB	« <i>Corn Soy Blend</i> »
C&V	“ <i>Cash & Vouchers</i> ” (PAM)
DGV	Distribution Générale de Vivres (PAM)
DNPGCA	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (partenaire au Niger)
ECOWAS	Economic Community of West African States.
EHP	Equipe Humanitaire Pays
EM	“ <i>Evaluation Manager</i> ” (gestionnaire de l'évaluation)
EMOP	“ <i>Emergency Operation</i> ” (PAM)
EQAS	“ <i>Evaluation Quality Assurance System</i> ” (PAM)
ESF	“ <i>Emergency School Feeding</i> ” (PAM)
FAM	“ <i>Food Aid Monitor</i> ” (PAM)
FAO	“ <i>Food and Agriculture Organisation</i> ” (ONU)
FBM	Food Basket Monitoring
FED	Fonds Européens de Développement
FCS	“ <i>Food Consumption Score</i> ”
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ONU)
IDH	Indice de Développement Humain
INS	Institut National de la Statistique (partenaire au Niger)
IPSR	Intervention Prolongée de Secours et de Réhabilitation
JAM	Mission d'Evaluation Conjointe (HCR et PAM)
MAG	Malnutrition Aiguë Globale
MAM	Malnutrition aiguë Modérée
MAS	Malnutrition aiguë Sévère
MICROFI	Société Burkinabé de Microfinance (partenaire au Burkina Faso)

MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MNLA	Mouvement Nationale de Libération d’Azawad
MSF	Médecins sans Frontières
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires
OEV	« Office of Evaluation » (PAM)
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONU	Organisations des Nations Unies
OpEv	« <i>Operational Evaluation</i> » (PAM)
PAM	Programme Alimentaire Mondiale (ONU)
PDM	Monitoring Post Distribution (PAM)
PIB	Produit Intérieur Brut ?
PNUD	Programme des Nations Unies de Développement
PP	Programme Pays (PAM)
RB	Révision Budgétaire (PAM)
RNB	Revenu National Brute
RSP	Rapport Standard de Projet
SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (Burkina Faso)
SCA	Score de Consommation Alimentaire
SCF	« <i>Save the Children Fund</i> » (partenaire au Burkina Faso)
SNRP	Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (Niger)
SO	“ <i>Strategic Objective</i> ” (PAM)
SUN	« <i>Scaling Up Nutrition</i> »
TdR	Termes de Reference
TFD	“ <i>Targeted Food Distribution</i> ”(PAM)
TL	“ <i>Team Leader</i> ” (Chef d’Equipe)
TSF	“ <i>Targeted Supplementary Feeding</i> ” (PAM)
UE	Union Européenne
UNICEF	United Nations Children Fund
VAM	“ <i>Vulnerability Assessment and Mapping</i> ” (PAM)
VIH/SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquise
WASH	« <i>Water, Sanitation and Hygiene</i> ”

Office of Evaluation
www.wfp.org/evaluation



World Food Programme